3E ANNÉE JUILLET 1946 N° 7

AUG 8 1946
PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

REVUE DE PARIS

André SIEGFRIED : Le Front arctique du Canada

Marcel ACHARD : Auprès de ma blonde (II)

Willy SPERCO : La Chute de Mussolini

Robert KEMP : Rémy de Gourmont

Ed. GISCARD d'ESTAING : L'Étatisme en action

Claude RIGA : La Frontière invisible

Léo LARGUIER : Autographes et manuscrits

Pierre AUDIAT : Au Collège de France

Robert FABRE : La Situation charbonnière de la France

Denise BOURDET : Images de Paris

Pierre GAXOTTE : Les Livres d'histoire

LA LIVRAISON : 50 FRS

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE JUILLET 1946

		Pages
André SIEGFRIED	Le Front arctique du Canada	3
Marcel ACHARD	Auprès de ma blonde (II)	17
Willy SPERCO	La Chute de Mussolini	52
Robert KEMP	Rémy de Gourmont	66
Ed. GISCARD d'ESTAING	L'Étatisme en action	76
Claude RIGA	La Frontière invisible	83
Léo LARGUIER	Autographes et manuscrits	92
Pierre AUDIAT	Au Collège de France	99
Robert FABRE	La Situation charbonnière de la France	110
Denise BOURDET	Images de Paris	116
Pierre GAXOTTE	Les Livres d'histoire	122

* *

DIRECTEUR : Marcel THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

publiera prochainement

UN SOLDAT CHEZ LES HOMMES

Roman de **Joseph PEYRÉ**

LE PHÉNOMÈNE NAZI
par Robert d'Harcourt
de l'Académie française

BALZAC VISIONNAIRE
par
Albert Béguin

LE SILENCE DE RACINE
par Jean Pommier

LA BOMBE ATOMIQUE
par Jean Thibaud

LA REVUE DE PARIS

Société à responsabilité limitée au capital de 75.000 francs
(Propriétaires : Edmée de La Rochefoucauld, André de Fels)

Paraît le 1er de chaque mois. — Rédaction et administration : 114, avenue des Champs-Elysées, Paris (VIIIe), Balzac 02-88. — Prix du numéro : 50 francs. — Abonnement (6 mois) : 250 francs (France et colonies). Etranger : 275 francs (pays de demi-tarif postal), 300 francs (pays de plein tarif). — Compte chèques postaux 360-50 Paris. — Prière de joindre la somme de 10 francs et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.

La présente revue a été tirée à 19.000 exemplaires.

Copyright by Revue de Paris *1946.*

LE FRONT ARCTIQUE DU CANADA

Le Canada possède deux richesses essentielles : les ressources de son immense territoire, sa position géographique sur la carte du monde. Cette seconde richesse n'a été découverte que tout récemment. C'est depuis vingt ans, nous pourrions dire depuis dix ans, que l'avion a transformé, de façon pour ainsi dire fantastique, la position du Canada parmi les continents. L'exploitation du Grand Nord a subi de ce fait une révolution presque sensationnelle et il est apparu en même temps que le Dominion, notamment dans sa partie boréale, se trouve sur le passage des routes les plus directes qui relient entre elles les sections les plus évoluées du globe. Il y a là un atout de première valeur, mais aussi un terrible danger.

Les marins ont connu de longue date l'arc de grand cercle. Le Canada, dès la fin du XIXe siècle, bénéficiait d'être le terminus des itinéraires atlantiques les plus directs entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Les connexions impériales britanniques entre l'Angleterre, l'Australie et l'Extrême-Orient empruntaient la route canadienne. Les paquebots du *Canadian Pacific Railway*, ces grands navires imitant l'architecture des yachts, qui constituaient la série des « Princesses », réunissaient Liverpool et Montréal, Vancouver et Yokohama, Vancouver, Aukland et Sydney. La réclame « *The C.P.R. spans the world* » (le C.P.R. enserre le monde) n'exprimait que l'exacte réalité. Ce résultat avait été atteint dès la fin du XIXe siècle. Néanmoins, vers le Nord, c'était le silence et le vide. Le Bouclier canadien, cette masse compacte de roches archéennes, contenait des richesses minières dont on soupçonnait

l'importance, mais elles étaient difficiles à mettre en valeur dès l'instant que les transports se manifestaient impossibles à organiser dans une région déserte et soumise aux pires intempéries de l'hiver. Le Grand Nord demeurait ce qu'il avait été depuis le début de la colonisation, le domaine du trappeur, de l'Indien, du missionnaire. Trois puissances également influentes y dominaient, y dominent encore, en attendant que de nouvelles influences répondant aux conditions du jour s'y établissent à leur tour, la Compagnie de la baie d'Hudson, les Oblats, la Police montée canadienne. Et tout cela ne menait pas à grand'chose et même géographiquement ne menait à rien. Le boom des mines d'or du Youkon avait un instant animé le Nord-Ouest, mais cette animation était vite retombée. L'Alaska, région contiguë, n'apparaissait pas comme un passage, mais plutôt comme une barrière, une sorte *d'Ultima Thulé*, après quoi il n'y avait plus que l'Océan Glacial et le Pôle. L'isolement de ce côté était complet et la sécurité militaire en conséquence totale.

L'avion a bouleversé cet équilibre. L'exploitation du Grand Nord est désormais rendue possible dans des conditions que la génération antérieure ne pouvait même pas concevoir. Le Canada d'autre part se trouve désormais placé sur les routes aériennes intercontinentales qui semblent devoir être les axes de l'avenir. C'est l'ouverture de possibilités infinies, c'est aussi la fin de la sécurité, car le Pôle devient zone d'impérialisme, éventuel champ de bataille. Il nous faut donc envisager le Canada sous un angle de vision nouveau, avec des mesures nouvelles. Essayons de nous mettre à la page, il s'agit de stricte actualité.

I

Il faut distinguer dans le Grand Nord le Bouclier canadien, la vallée du Mackenzie, le Youkon et les abords des Rocheuses, l'immense territoire qui, dans la province de Québec, s'étend entre la Baie d'Hudson et le Labrador. Les richesses minières, avons-nous dit, sont énormes, mais encore à peine connues. La partie simplement explorée dépasse à peine cinq pour cent de l'ensemble. Cependant la mise en valeur est dès maintenant importante : pétrole de Norman Wells, or du Youkon et du Mackenzie, uranium du grand Lac de l'Ours, métaux non ferreux de Yellowknife. L'énumération naturellement n'est pas limitative... Mais ce qu'il faut signaler, c'est que depuis l'avion et la radio l'exploitation connaît des conditions nouvelles : les postes les plus lointains peuvent être à tout moment ravitaillés par l'air et la T.S.F. les maintient en contact permanent avec la civilisation. Le défrichage, d'autre part, grâce aux moyens mécaniques et à la puissance accrue des explosifs, connaît un rythme de rapidité hier encore insoupçonné.

Les possibilités d'exploitation sont donc sans limites. Il n'en est pas de même du peuplement, qui vraisemblablement demeurera toujours clairsemé. Quoiqu'il en soit, ce Grand Nord qui, dans l'inventaire canadien d'hier, figurait presque au passif (*liability*) tend à être considéré désormais comme un actif (*asset*) splendide, et c'est peut-être la présence de ce Grand Nord qui marque le mieux ce qu'il y a d'original dans la personnalité géographique du Canada.

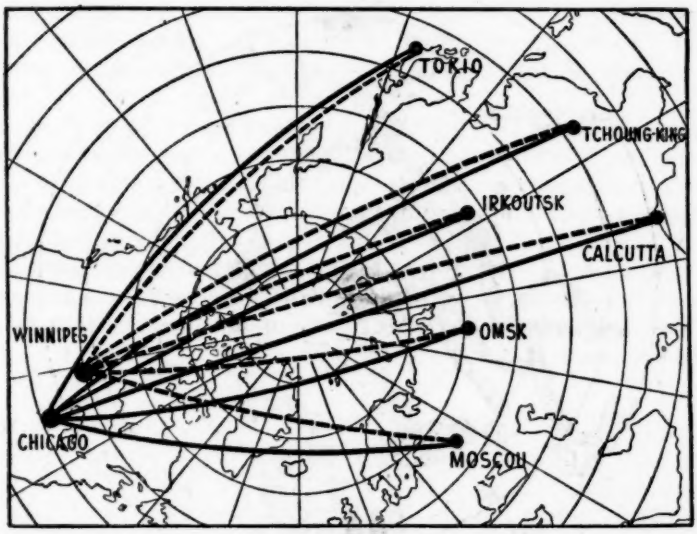
Cette *Ultima Thulé*, avons nous dit, devient un passage, mais un passage vers quoi ? Vers la route du Nord et l'Asie Orientale par les routes de l'air, et puis — c'est la grande nouveauté de notre temps — vers le Pôle, car le

General Direct

Pôle sera demain, apparaît dès aujourd'hui comme le passage le plus direct de continent à continent. Dans ces conditions le Nord canadien devient une frontière, frontière éventuellement menacée, qu'il faudra donc défendre et aménager militairement. Il y a là un point de vue nouveau, une préoccupation nouvelle qui transforment radicalement toute la position du problème politique canadien.

II

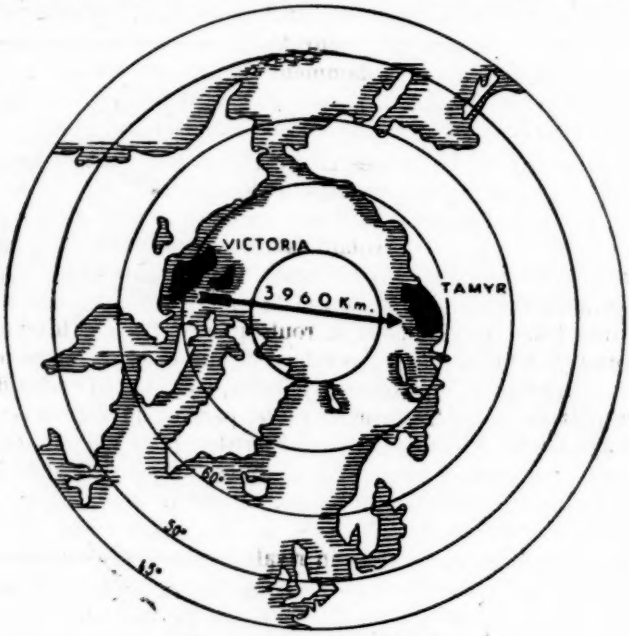
A l'âge de l'aviation, la notion de la distance et les conditions des communications rapides entre les diverses parties de la planète subissent une transformation qu'il n'est pas excessif de qualifier de révolutionnaire. C'est Paul



Morand, je crois, qui a écrit que les modernes n'ont inventé qu'un seul vice nouveau, la vitesse, mais ce vice est de taille. Du fait qu'il n'y a plus de distance, tous les rapports des hommes et des choses sont décalés. On ne circule pas dans l'air comme sur les mers et sur la terre. C'est Sir George Cailey, précurseur de génie, qui disait dès 1809 : « L'air est un océan navigable et ininterrompu qui vient jusqu'au seuil de chaque maison ». Tout point de la terre peut être réuni à tout autre par un trajet aérien sans escale. L'établissement actuel d'un itinéraire aérien peut donc n'être déterminé que par le point de départ et par le point d'arrivée. L'aviation civile tiendra sans doute compte de cette situation, mais en faisant entrer en jeu le bénéfice d'escales intermédiaires génératrices de trafic, comportant plus de sécurité pour l'atterrissage. L'aviation militaire par contre se préoccupera de suivre, sans escale, les voies les plus directes et par conséquent préférera, toutes les fois que ce sera possible, l'arc de grand cercle.

De ce point de vue, le Canada peut être considéré, soit comme particulièrement bien placé, soit comme particulièrement menacé. En ce qui concerne les relations du Continent américain avec l'Europe du Nord et l'Asie nord-orientale, sa position est meilleure que celle des Etats-Unis parce que les distances vont en diminuant vers le Nord. De New-York à Paris

le trajet par les Açores est de 7 500 km. ; de New-York à Paris par Terre-Neuve et l'Irlande il n'est plus que de 5.850 km. Dans ces conditions le Canada est plus proche de l'Europe que les Etats-Unis, surtout si l'on tient compte de la position avancée des Provinces maritimes (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse). L'étude des arcs de grand cercle réunissant Chicago aux diverses parties du Continent Euro-Asiatique montre qu'ils passent tous par le Canada, et, lorsque le terminus est très lointain, par les régions polaires ou même par le Pôle. De Chicago à Tokyo il y a 13 000 km. par San-Francisco et Honolulu, mais seulement 10 000 par Edmonton, l'Alaska, le Kamtchatka. De Chicago à Calcutta il y a 18 300 km. par San-Francisco,



Calotte Boréale

Honolulu et Shang-Haï, mais seulement 12 800 par l'arc de grand cercle traversant la Baie d'Hudson, le Pôle et la Sibérie centrale. De Chicago à Moscou il y a 15 600 km. par l'Alaska et la Sibérie, 9 000 par Terre-Neuve et Londres, et seulement 8 000 par l'arc de grand cercle traversant le Labrador, le Groënland, la Scandinavie et la Baltique.

On aura noté que l'arc de grand cercle Chicago-Calcutta passe par le Pôle. On observerait de même que l'arc de grand cercle Chicago-Irkoutsk traverse le cercle polaire. Ces espaces glacés prennent donc une importance nouvelle du fait qu'ils deviennent, ce qu'ils n'étaient en aucun sens précédemment, un lieu de passage. La place du Canada est ici essentielle, puisque toutes les routes aériennes rapides entre les Etats-Unis et le bloc géographique Europe-Asie doivent de toute nécessité le traverser, et cela d'autant plus que le terminus à atteindre est plus loin. Il faut donc reviser la conception que nous nous faisions du Canada.

Les routes aériennes entre l'Europe et le Canada par l'Atlantique-nord

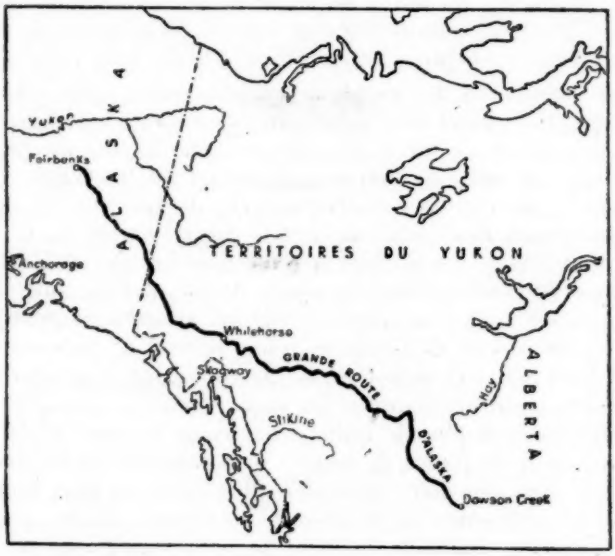
sont dès maintenant en quelque sorte stylisées et se présenteront, quelles que soient les combinaisons commerciales, sous l'aspect des itinéraires suivants : entre New-York et Lisbonne, par les Açores (éventuellement les Bermudes) ; entre New-York, Montréal et l'Angleterre, par Botwood (Terre-Neuve) et Foynes (Irlande), à peu près selon l'arc de grand cercle. Entre New-York, le Canada, la Scandinavie, la Russie du Nord, par Goose Bay (Labrador), Julianehaab (Groënland), Reykjavik (Islande), Norvège et Suède, en suivant également ou à peu près l'arc de grand cercle. Il faut mentionner ici la route aérienne *Crimson*, utilisée pendant la guerre pour les communications directes entre l'ouest du Canada et l'Angleterre : Vancouver-Edmonton-Churchill sur la Baie d'Hudson-Terre de Baffin-Groënland méridional-Islande-Prestwyck (Ecosse). On voit que pour tous ces itinéraires la position du Canada est excellente, du fait notamment de son orientation boréale. Une ville comme Montréal, éventuellement comme Winnipeg, est appelée dès lors à jouer un rôle de premier ordre com ne tête de ligne intercontinentale.

S'il s'agit maintenant des routes intercontinentales entre l'Amérique du nord et l'Asie, trois itinéraires paraissent dès aujourd'hui s'imposer. Entre Winnipeg et la Sibérie centrale la route aérienne la plus directe pointerait immédiatement au nord, en survolant la région du Mackenzie, traverserait l'Océan Glacial pour retomber sur la presqu'île de Tamyr et les steppes occidentales sibériennes. Entre Edmonton et la Sibérie Orientale, la Mandchourie et plus loin l'Asie méridionale, la route passerait par Whitehorse (Youkon), le détroit de Behring, avec l'avantage de survoler des terres repérées et connues, en bénéficiant d'une bonne visibilité, avec un moindre danger de givrage que plus au sud. La troisième route, partant de Vancouver, suivrait la côte de l'Alaska, les Aléoutiennes, les Kouriles, pour atteindre le Japon : c'est une route maritime commerciale déjà connue, susceptible par là de fournir éventuellement plus de trafic, mais ayant le grave inconvénient de traverser une région de pluies, de nuages, de brouillards où le givrage pourrait sévir. Il y aura sans doute demain rivalité entre ces trois routes, la première ayant la préférence de Winnipeg, la seconde d'Edmonton, la troisième de Vancouver. Toutefois, les deux premières au moins ne seront pas susceptibles de réalisations commerciales tant que l'U.R.S.S. maintiendra sa politique d'isolement aérien. La route d'Edmonton vers la Sibérie par l'Alaska a connu durant la dernière guerre une étonnante activité. Elle a servi pour les livraisons d'avions et de matériel des Etats-Unis à la Russie. La ville d'Edmonton, qui jusque vers 1935 apparaissait comme la dernière étape de la civilisation vers les immensités vides du Grand Nord, s'est aperçue cette année-là, quand la route aérienne entre les Etats-Unis et l'Alaska fut décidément étudiée et adoptée, qu'elle se trouvait placée sur les grands trajets de la planète. C'était une promotion dont la ville fut à la fois fière et quelque peu effrayée. Qui sait si les routes d'invasions de l'avenir ne passeront pas par là ?

Le fameux passage du Nord-Ouest, ce rêve qui a hanté l'imagination de nos ancêtres, est donc réalisé aujourd'hui. Non pas par la mer cette fois, mais par la terre et par l'air, car la route panaméricaine de l'Alaska, la route aérienne qui relie l'Amérique du Nord à l'Asie Orientale font de la recherche des premiers explorateurs une réalité. Edmonton était encore il y a une vingtaine d'années une tranquille petite cité située à l'extrémité

de la prairie, à la frontière extrême du monde habité. Au delà il y avait encore quelques zones éparses de colonisation comme la rivière de la Paix, mais ensuite c'était le silence, avec tout au loin, presque dans le pays de la fable, le Youkon, le Klondyke, le mirage de l'or, magnifique espérance d'un avenir que peut-être on avait derrière soi.

La guerre a fait de cette partie du monde une zone d'actualité, un espace névralgique. Quand au début de 1942, quelques semaines après Pearl Harbour, la menace japonaise s'étendit sur le Pacifique Nord, il apparut avec évidence que si la maîtrise de la mer échappait aux Etats-Unis, leurs communications avec l'Alaska seraient coupées, en l'absence d'une route de terre utilisable. Il fallait donc prévoir une route de rechange qui fût à l'abri des menaces issues de la côte. L'itinéraire à l'est des Montagnes Rocheuses s'im-



posait donc, avec l'urgence de poursuivre vers le Nord la conception magnifique de la route panaméricaine réunissant le Cap Horn au Cap Nôme. Mais cette route devait se doubler d'un itinéraire aérien pour les liaisons rapides entre l'Amérique et la Russie, associées dans une lutte commune. L'itinéraire, qui a été maintenu depuis, part d'Edmonton, passe par les escales de Grande Prairie, de Fort Nelson, de Watson Lake, de Whitehorse, vers Fairbanks et l'Alaska. Ces aérodromes, strictement standardisés, sont parmi les plus beaux du monde, on sent qu'aucune dépense n'a été épargnée pour les construire en vue d'un maximum de rendement. Le trajet Edmonton-Whitehorse se fait en six ou sept heures, à travers un pays que j'ai survolé, et qui m'est apparu (je cite mes notes de voyage) sous l'aspect suivant :

d'Edmonton à Fort Saint-John : la ville, qui pourtant est grande, est subitement réduite à presque rien, dans l'immensité de cette plaine, qui s'étend sans une élévation de terrain, jusqu'à l'horizon. C'est une splendide plaine à blé, toute dorée, divisée en carrés réguliers. La différence est frappante avec nos champs, qui donnent l'impression d'un manteau rapiécé. La moisson est en cours ; on discerne très bien les moissonneuses-lieuses au

travail et l'on voit les monceaux de blé qui s'accumulent. Dans d'autres champs, où la moisson est finie, les gerbes sont alignées. Il y a des étangs, plutôt des mares, de couleur boueuse et qu'on devine peu profonds. Les maisons sont au milieu des champs et les agglomérations sont rares. Puis la mise en valeur cesse et c'est une région déserte, avec des rochers qui affleurent et des arbres.

de Fort Saint-John à Fort Nelson : « A Fort Saint-John, l'aéroport est magnifique, très étendu, avec des bâtiments soignés, *businesslike*, mais si bien proportionnés qu'ils ont une sorte de beauté. Les pistes sont immenses et l'on a une impression d'espace, quand l'avion, avec un bruit de moteur tournant à toute vitesse, s'élance. De nouveau c'est un pays de colonisation, la région de la Rivière de la Paix : impression de travail régulier, la moisson en cours, avec des couleurs vieil-or, et au loin vers l'ouest à l'horizon, un profil de montagnes qui se dessine : lisière bleue très clair.

de Fort Nelson à Whitehorse : On quitte la plaine, et avec la plaine la civilisation. On entre de plein fouet dans la nature vierge, non touchée, non maîtrisée, sinon par l'air. Le pays est partout le même : des montagnes sans doute assez hautes, mais qui du ciel ne paraissent pas telles, couvertes d'arbres, avec des lacs innombrables, aux formes les plus variées. De temps à autre, mais rarement, des rivières, également toutes semblables, de couleur vert pâle (couleur des toits de cuivre) coulant à plein courant, avec des bancs de sable couleur cachou. Quand, aux escales, on descend, la cime indéterminée des forêts (comme dit Chateaubriand) apparaît, sous forme d'arbres sans nombre, qu'on distingue individuellement et qui semblent pointus : on n'a pas envie d'atterrir sur ces arbres.

Plus loin on aperçoit la rivière Liard, affluent du Mackenzie. Elle est large, bien fournie, sinueuse, encombrée de bancs de sable. On voit nombre de méandres anciens, maintenant périmés, qui dessinent des courbes parfaites, comme des dessins maintes fois répétés. Aucun signe de vie ni de colonisation : c'est la nature pure. Les chercheurs d'or qui essayaient d'atteindre le Klondyke par cette voie mettaient des mois, n'arrivaient pas toujours.

Il y a des incendies de forêts, si nombreux et si forts que tout le ciel en est obscurci. Nous volons au milieu d'un brouillard de fumée et le soleil apparaît tout rouge. Puis le ciel s'éclaire et l'on se rapproche des hautes montagnes qui barrent l'horizon. L'Occident, surtout au Nord-Ouest, est tout éclairé par le soleil couchant, qui n'en finit pas de se coucher, et la lumière survit longtemps au soleil, comme dans les pays du Nord. Puis enfin la nuit vient. Au loin un phare, c'est l'aérodrome de Whitehorse, magnifiquement éclairé, où nous atterrissons, comme en plein jour. Il est énorme, avec le même display étonnant de pistes, sur lesquelles l'avion roule silencieusement. »

Quand, en 1942, une offensive Japonaise par les Aléoutiennes sembla possible, c'est cette route aérienne qui fut choisie comme donnant le maximum de sécurité pour les relations avec l'Alaska. Elle fut équipée avec rapidité, dans des conditions de puissance et même de luxe qui soulèvent l'admiration, faisant contraste avec la nature presque vierge de la région. C'est sous la même inspiration que la route terrestre, dès maintenant fameuse, de l'Alaska, a été réalisée par le génie américain en un temps record. Sa longueur totale est de 2 500 km. Elle part exactement de Dawson-Creek, à

700 km. d'Edmonton, et de là par Fort Saint-John, Fort Nelson, Watson Lake, Whitehorse, atteint les frontières de l'Alaska et sa capitale Fairbanks. Elle doit, achevée, atteindre le Cap Nôme. Il fut entendu que les Etats-Unis construiraient la route, qui est en majeure partie en territoire canadien, mais que celle-ci ferait retour au Canada six mois après la fin des hostilités. Cet accord, dans sa simplicité, exprime, entre les deux pays, une collaboration dont toute suspicion, toute arrière-pensée politiques sont exclues : il s'agit de la défense commune d'un continent, d'une civilisation. Si l'on ne comprend pas cela, on méconnaît entièrement le sens des rapports entre les deux pays.

La construction a marqué un de ces records dont les Etats-Unis ont plusieurs fois donné l'exemple. C'est le 2 février 1942, moins de deux mois après Pearl Harbour, que le War Department américain décide la construction : le 9 mars, le premier détachement de travailleurs arrive à Dawson Creek par plus de 30° au-dessous de 0, et le 22 novembre suivant un premier convoi automobile parcourt la route dans son entier. Il n'a donc pas fallu plus de huit mois pour achever cette œuvre, désormais célèbre, qu'on appelle la route de l'Alaska, l'Alcan ou encore, d'un raccourci splendide, « la Route ». Il a fallu lutter contre le froid glacial de l'hiver, la neige, la boue du printemps, les moustiques de l'été, la terre spongieuse du muskeg, la forêt, la montagne, les rapides, que sais-je encore, mais il y a maintenant entre Dawson Creek et Fairbanks une voie continue et bien entretenue, large comme un boulevard, que les autobus parcourent en 60 heures, les camions en 150 heures. Le fameux *Bulldozer*, avançant comme un char de combat, sur un trajet souvent presque improvisé, tant la presse était grande, a eu raison de tout, c'était fantastique : des éclaireurs, guidés par des Indiens, connaisseurs des lieux, marchaient les premiers, survolés par des avions, suivis de compagnies d'arpenteurs, qui traçaient la voie ; puis le Bulldozer fonçait comme un éléphant dans la jungle. 10 000 soldats, 6 000 civils travaillaient à cette œuvre, qu'il n'est même plus suffisant de qualifier d'œuvre de Romain.

Et maintenant, la paix revenue, le Canada ayant pris possession de la route, à quoi celle-ci servira-t-elle ? L'utilité commerciale proprement dite est douteuse, du moins au titre des communications internationales ou intercontinentales : il sera plus économique de gagner l'Alaska par mer. Des touristes, éventuellement, s'en serviront. Mais il faut surtout considérer cette voie comme devant servir au ravitaillement en essence et en matériel des aérodromes qui jalonnent la route de l'air. L'expérience prouve en effet que toute voie aérienne se double logiquement d'une voie terrestre, faisant partie de son infrastructure. On peut prévoir aussi que l'expansion colonisatrice, et notamment la recherche minière se développeront le long de cet axe, qu'un chemin de fer finira sans doute par suivre. Que nous sommes donc loin de la voie maritime du Nord-Ouest passionnément cherchée par les navigateurs !

Ce pays du Youkon n'a que 50 ans d'histoire. Le boom du Klondyke, comme nous l'avons dit, ne remonte qu'à 1896. En 1914, c'est-à-dire dix-huit ans à peine après cette épopée de l'or, j'ai eu l'occasion de visiter Skagway et de suivre la route des chercheurs d'or jusqu'à Whitehorse pass et jusqu'au lac Bennett.

Voici comment dans une lettre écrite de Skagway, le 17 juillet 1914, j'évoquais ces paysages désormais entrés dans l'histoire :

« Skagway, déformation anglaise du nom indien Sikagua (la demeure des vents du nord), est le port du Youkon. On ne peut atteindre le pays d'or du Klondyke sans y passer. En 1897, année du grand boom qui appartient à l'histoire, ce Skagway, en une éruption soudaine, était devenu une ville de 15 000 habitants. Dirons-nous une ville ? C'était plutôt un camp, et le plus extraordinaire des camps. De tous les pays du monde, des aventuriers, des chercheurs d'or, des faiseurs de fortunes s'étaient rassemblés là, en route pour le dangereux voyage de Youkon : pas de police, à peine de lois dans cette société improvisée et singulière. On parle encore ici d'un certain « soapy Smith », outlaw de dernier ordre qui, entouré d'une bande de ses pareils, avait réussi à se saisir, dans Skagway, de ce qu'on pourrait appeler le pouvoir. Il réglementait tout à sa manière, pressurait les nouveaux venus et leur faisait payer, sous forme de droits de péage, une véritable rançon. Bien qu'ancienne seulement de quinze ans, l'époque de soapy Smith est bien loin aujourd'hui. L'excitation du boom est tombée ; le Youkon, tous comptes faits, n'a pas tenu ce qu'on attendait de lui ; Dawson City, sa capitale, est en demi-décadence, et Skagway n'est plus qu'une ombre.

C'est au fond d'un fiord profond et dénué de verdure, une minuscule ville de bois, enserrée entre de fortes montagnes neigeuses qui l'oppressent. Il y a des signes d'ancienne prospérité qui soulignent davantage encore l'actuelle déchéance. Quatre grands appontements de bois s'avancent au loin dans la mer à la rencontre des bateaux, mais trois d'entre eux sont abandonnés et tombent en ruine. On voit bien aussi par l'aspect des rues que l'agglomération a été plus grande jadis : la moitié des maisons sont fermées ; voici tout un quartier désert avec des bâtisses de bois qui menacent de s'écrouler ; dans cette solitude, c'est avec une sorte d'angoisse qu'on cherche des habitants ; on les trouve à peine : quelques employés de chemin de fer, quelques Indiens, le bruit d'un pianola, qui cherche à galvaniser le silence, est sinistre dans ce désert. Malheur aux spéculateurs qui ont acheté des terrains ici pour les revendre !

Tout l'intérêt du lieu est dans les souvenirs qu'il évoque, souvenirs vieux seulement de quinze années mais que les livres, les guides, les pionniers de la première heure rappellent aujourd'hui comme de l'histoire.

Skagway n'était qu'un passage, une étape nécessaire. Le Klondyke était le but final, la terre promise, passionnément désirée et recherchée. Pour l'atteindre il fallait d'abord gravir la chaîne côtière à travers de périlleux défilés, jusqu'au col de White pass, ligne de partage des eaux entre le Pacifique et l'Océan Glacial. On gagnait ensuite, en affrontant de nouveaux dangers, le fleuve Youkon, que l'on descendait jusqu'à l'emplacement où se trouve Dawson City. De Skagway à Whitehorse, endroit où le Youkon devient navigable, il y a environ 180 km.; de Whitehorse à Dawson City, environ 700 km. Un chemin de fer a été construit jusqu'à Whitehorse. On navigue ensuite sur le Youkon dans de beaux bateaux fluviaux.

Mais les premiers chercheurs, qui en longues caravanes s'élançaient à la recherche de l'or furent obligés de faire le trajet à pied, dans les conditions les plus rudes, parfois les plus dangereuses.

On peut s'en faire une idée en allant par le chemin de fer jusqu'à White

pass. Derrière Skagway, deux ou trois kilomètres à plat ; puis de suite, sans transition, c'est la montagne, la haute montagne. Dans ces régions déjà septentrionales, il suffit de monter de 2 ou 300 mètres pour trouver l'aspect de nos plus hauts sommets : neige, lacs alpestres, chaos de rochers, glaciers suspendus dans les airs. Plus de végétation, rien que des herbes et des fleurs sauvages. La vallée finit si brusquement au seuil de ces escarpements que le chemin semble ne mener à rien. Quel courage dut être celui des premiers arrivants s'engageant dans ces gorges désertes dont aucune route n'ouvrait l'accès !

L'afflux des chercheurs d'or était tel qu'il leur fallait attendre pour pénétrer dans les gorges de White pass. Bien vite une piste avait été tracée. Du chemin de fer on en voit encore les restes, à demi-envahis par les arbustes et les mauvaises herbes ; de ci, de là, quelque petit pont écroulé, la construction du chemin de fer ayant rendu la route inutile. Et il y a quelque chose d'émouvant à voir ces premiers et rudimentaires efforts d'une armée d'hommes qui, comme dans les migrations historiques, marchaient soutenus par leur rêve, à la recherche de la richesse et du bonheur. Voici, tout le long de la vallée leurs petites cabanes de bois ; elles sont vides ; mais elles ont résisté à la pluie et à la neige. Plus loin, c'est au carrefour de deux vallées une auberge qui servait d'étape, au seuil d'un difficile passage : la maison en bois subsiste, à demi ruinée : elle abritait, me dit-on, les voyageurs par grandes masses ; des milliers y attendirent que la route devant eux fût libre de la foule qui l'encombrait. Ce n'était, du reste, que le commencement des périls. Les chevaux mal nourris, s'effondraient souvent sous leur charge, et, de l'autre côté de la ligne de partage des eaux, des rapides dangereux attendaient le voyageur.

Le chemin de fer permet au touriste, aujourd'hui, de se faire une idée approximative des terribles souffrances qui durent être éprouvées là. Nous sommes en juillet, et le froid est intense ; la région traversée est entièrement déserte, pas une demeure, pas un être vivant. A White pass, frontière entre l'Alaska américain et le Youkon canadien, les deux drapeaux flottent, mais pas un employé n'apparaît. A Lake Bennett, petite station où un lunch sommaire est servi, tout a été apporté : le lieu est sans ressources.

Trente et un ans après cette première visite j'ai revu ces régions, mais sous un autre aspect, les abordant non plus par la mer, mais par l'intérieur du continent, aboutissant, non plus à Lake Bennett, mais à Whitehorse, aujourd'hui encore ville de la « frontière », comme on en voyait encore beaucoup aux Etats-Unis au début de ce siècle. La petite ville de 3 000 habitants, qui en a hébergé jusqu'à 50 000 dans le feu de la construction de la route, se compose seulement de quelques blocs réguliers, dont les maisons de bois, à deux ou trois exceptions près, sont simplement, comme disent les Canadiens, des « cabines à rondins ». Les rues qui ne sont pas pavées dégagent des nuages de poussière à chaque passage d'automobile. Une gare est le terminus de la voie ferrée qui vient de Skagway ; sur une rivière aux flots pressés et bleus, la Lewes, affluent du Youkon, qui se précipite à toute allure entre des berges rocheuses, des bateaux blancs à cinq étages, qui font penser aux légendaires bateaux du Mississipi, descendent en deux jours à Dawson City, ancien centre de l'or, mais mettent cinq à six jours pour remonter. Sur un plateau qui domine la ville, l'aéroport ultra-moderne, splendide avec sa piste de deux

km relève d'un autre siècle. Et tout cela, c'est la frontière au sens mystique du terme, l'ouverture sur le progrès, l'effort, la découverte, et le rêve. Aujourd'hui encore, dès qu'on s'écarte à droite ou à gauche, les établissements humains sont nuls, la nature est intacte. On se rend mal compte en Europe à quel point elle est impénétrable, impossible à vaincre pour l'homme, plus grande que lui, plus forte peut-être, quoi qu'il en pense.

Aux environs de Whitehorse, dans la forêt, je me suis fait montrer les traces encore existantes de la vieille piste. Elle est singulièrement étroite, large d'un mètre à peine, juste ce qu'il faut pour passer entre les arbres avec un chien, un cheval et une voiture ultra légère. On discerne encore les lattes de bois plates, disposées des deux côtés de la piste et qui servaient de rail pour ces véhicules de fortune. Je ne puis jamais voir sans émotion ces traces symboliques de l'effort humain, mais c'est une épopée dépassée : les prospecteurs d'hier étaient des artisans de la prospection, travaillant seuls, aimant cette solitude et le risque de l'aventure, des visionnaires, souvent des poètes. Aujourd'hui la recherche de l'or est mécanisée, sous la direction de puissantes compagnies mettant en jeu d'immenses capitaux. Une page a été tournée. Je me le disais, à quelques mètres seulement de la piste légendaire, en roulant à toute allure sur l'Alaska Highway. Je me le disais encore en la regardant, du haut de l'avion, se perdant au loin dans la direction du détroit de Behring et de l'Asie...

Tant que la Russie s'en tient à sa politique d'isolement, les grands itinéraires intercontinentaux ne pourront être organisés commercialement. La route du Nord-Ouest, sous sa forme terrestre, ne va pas plus loin que l'Alaska ; sous sa forme aérienne elle sera sans doute organisée plus tard, mais dès maintenant il nous est possible d'entrevoir quelles seront les grandes directions que l'avenir adoptera. Nous pouvons prévoir en effet que l'itinéraire Chicago-Moscou passera par le Labrador, le Groënland, l'Islande et la Scandinavie ; que l'itinéraire Chicago-Calcutta passera par Edmonton, le cap Nôme, Nagaevo, Vladivostok, Pékin, Tchung-King ; que l'itinéraire Chicago-Hanoï, passant plus au sud, traversera Edmonton, Juneau, Anchorage, Tokyo, Shang-Haï et Hong-Kong. Quelles que soient les solutions adoptées, le Canada est en position.

III

Dans les guerres de l'avenir le Pôle semble appelé à jouer un rôle de première importance. Dans l'état actuel de la technique des bombardements, le problème consiste pour un avion à transporter une bombe atomique légère à 5, à 10 000 km. de distance, puis à revenir ou à ne pas revenir. Ce problème d'aviation est pratiquement résolu. Le développement et le perfectionnement du système des V2 transformeraient encore la question, mais ici les solutions adéquates ne sont pas au point, encore qu'un avenir très prochain permette peut-être d'y parvenir. Dans les conditions actuelles, il s'agit d'aller le plus vite possible, par les routes les plus directes, d'un point de la planète à un autre. Or, les grandes régions industrielles du monde, celles qui comptent économiquement et militairement dans l'équilibre des continents, celles qui permettent aux grandes puissances et à elles seules de soutenir l'effort d'une guerre totale sont toutes situées entre le 45° et le 60° degré de latitude Nord : foyer industriel de l'Est et du Centre-Ouest américain, pays noir de l'Angleterre, Flandres, Ruhr, Silésie, Donetz, Oural-Kouz-

netsk... C'est évidemment ces foyers décisifs de la grande production industrielle que les belligérants de l'avenir s'efforceraient d'atteindre. Or, d'une base américaine sur le 45° à une base Asiatique ou Euro-Asiatique sur la même latitude, la route aérienne la plus directe passe par le Pôle. Les terres avancées vers le Nord du Canada et de la Russie, la terre Victoria, la péninsule de Tamyr, sont singulièrement proches du Pôle : il n'y a que 2 400 km. depuis la terre Victoria, que 1 650 depuis la péninsule de Tamyr ; du 50° de latitude en Amérique au 50° de latitude en Asie la distance n'est que de 9 000 km. ; depuis le 40° elle est de 11 000 km., mais toujours en adoptant les routes polaires les plus directes.

Ces vastes espaces du Nord deviennent donc militairement intéressants, ce qu'ils n'ont jamais été jusqu'ici. Désormais chacun voudra, de préférence à l'ennemi, pouvoir les survoler sans obstacle, donc posséder des bases de départ aussi avancées que possible et sans doute des escales intermédiaires. Que seront ces bases, ces escales de l'avenir ? Sans doute fort différentes de celles du passé. On les imagine contenant des réserves d'essence, des terrains d'atterrissage entretenus, mais surtout toute une infrastructure radiogoniométrique, munie de tous les perfectionnements permettant de repérer à longue distance la présence ou l'approche d'appareils ennemis. Cet outillage devra être non seulement offensif mais défensif et la menace ne se limitera pas aux dangers des bombes atomiques, mais pourra comporter le péril non moins inquiétant d'invasions aéro-portées.

Les conséquences politiques, militaires, géographiques, sont impressionnantes : un nouveau front mondial est en train de s'imposer, le front arctique. Deux puissances tiennent pratiquement la totalité de ce front ; l'U.R.S.S. avec la côte sibérienne sur une distance de 6 500 km., le Canada sur les confins du continent Américain avec une étendue de 6 400 km. Politiquement, nous mentionnons le Canada, mais, à la vérité, ce n'est pas d'un front canadien qu'il faudrait parler, c'est d'un front commun au Canada et aux Etats-Unis, protégeant une sorte d'unité continentale débordant le domaine étroit d'un drapeau, correspondant à la défense d'une communauté de civilisation. Il naît de ce fait un impérialisme polaire (*ice water imperialism*), l'impérialisme de l'eau glacée. Ni les Russes, ni les Américains, ni les Britanniques ne se désintéressent effectivement du Pôle, mais sans doute les Russes ont-ils été à cet égard les véritables précurseurs. Selon la théorie des secteurs, préconisée par l'U.R.S.S. et le Canada, la souveraineté des puissances situées sur le front arctique devrait s'étendre jusqu'au Pôle. C'est toutefois, une doctrine que les Etats-Unis n'acceptent pas. Ce fait du reste ne compromet en rien une collaboration de défense canadienne-américaine qui est complète. Ce qui se dessine cependant dès aujourd'hui, c'est que les petites puissances qui avaient occupé jusqu'alors les territoires susceptibles de tenir des bases polaires efficaces ne pourront en conserver la pleine souveraineté. Il est vraisemblable que l'Islande et le Groënland ne continueront pas de relever militairement du Danemark, ni sans doute le Spiltzberg de la Norvège. On sait l'intérêt pris par les Etats-Unis au Groënland et à l'Islande, on sait aussi la politique active de mise en valeur arctique de la Sibérie. L'opposition dans ces régions sera manifestement entre les grandes puissances.

Quelle est à cet égard la position du Canada ? Nous avons signalé la mince

distance qui sépare du Pôle le Grand Nord Canadien, nous avons aussi mentionné un itinéraire d'intérêt strictement militaire utilisé pendant la guerre et connu sous le nom de route Crimson, entre Vancouver et Prestwyck, par Edmonton, Churchill, l'Ile Southampton, Frobisher bay, dans la terre de Baffin, Angmagsalik, dans le Groënland méridional. Toutes les routes, avons-nous dit, qui réunissent directement le nouveau à l'ancien continent traversent la zone polaire. De Seattle à Léningrad il y a 8 276 km. par l'arc de parallèle mais seulement 4 856 par le Pôle Nord.

On saisit dès lors toute l'importance du front arctique canadien et notamment de ces avancées que sont la terre Victoria et la terre du Prince-Albert, dont la proximité de l'Asie nous a été subitement révélée. Il apparaît avec évidence que le Canada est devenu la clef de voûte de la défense Nord américaine, comme la Sibérie arctique est la clef de voûte de la défense nord-asiatique. Sous cet aspect, ne nous y trompons pas, le Dominion tend à être plus américain que britannique. Son association avec les Etats-Unis répond à la défense d'un continent, d'un niveau de vie, d'uue civilisation. Le Canada est en train d'aménager militairement ce front arctique. Déjà, durant la guerre, des expériences et des manœuvres techniques ont été faites par des corps militaires organisés. L'opération« Eskimo » destinée à étudier les opérations militaires dans les conditions du froid sec (*dry cold*) s'est déroulée dans la prairie du Saskatchewan nord. L'opération *Polar bear* visant le froid humide (*wet cold*) a eu comme théâtre les Montagnes Rocheuses de la Colombie britannique. L'opération dite « Lemming » a permis d'étudier le fonctionnement des transports automobiles dans le Grand Nord. Des renseignements nombreux ont ainsi été recueillis, mais on en demeurait à la période des essais.

On entre maintenant dans un ère de réalisation arctique systématique. La croisière du porte-avion américain de 45 000 tonnes *Mideway* dans les eaux de la mer de Beaufort, le détroit et la mer de Behring est entreprise, d'accord avec le Canada, depuis le 28 février 1946, comme une croisière d'endurance. D'autre part les vols expérimentaux du bombardier Lancaster *Aries*, actuellement en cours, ont pour but de déterminer la position exacte du pôle magnétique et de libérer l'avion de la boussole magnétique par l'utilisation scientifique du radar et de l'astro-navigation.

Une expédition militaire comportant des éléments de l'armée de terre et de l'armée de l'air est enfin partie le 15 février de Churchill sur la Baie d'Hudson. Elle comprend 45 membres, sur 12 automobiles à neige (*snowmobiles*) d'un type précédemment étudié au moment où le Canada envisageait de participer plus étroitement à l'expédition de Norvège. Le but est maintenant d'étudier les conditions et les limites de la résistance humaine et de la résistance mécanique sous le climat polaire. On créera une chaîne de postes arctiques sur le front boréal qui s'étend de Baffin à l'Alaska : c'est la première fois que des automobiles franchissent le cercle arctique. L'ère des attelages à chiens, du moins pour ce genre d'opérations, paraît désormais révolue. Le ravitaillement se fera par avion selon un itinéraire Churchill, Fort Radium, Norman Wells, Terre Victoria, Fort Nelson, Dawson Creek, Edmonton. Deux observateurs américains, deux anglais, un péruvien, un chilien, accompagneront l'expédition qui reçoit le nom de Musk-ox.

Nous avons indiqué à plusieurs reprises le caractère canadien-américain

de la défense continentale. Pendant la guerre, la coopération entre les Etats-Unis et le Dominion a été pour ainsi dire quotidienne, elle continue désormais, totale et confiante : le Conseil de défense canadien-américain se réunit tous les deux mois. Le gouvernement américain subventionne l'Institut arctique de l'Université Mac Gill à Montréal. Il s'agit d'un programme de défense où les intérêts des deux parties sont si étroitement enchevêtrés, si complètement solidaires qu'on est en droit de les considérer comme inséparables.

Les grands événements qui modifient l'équilibre économique et politique de la planète ont toujours pour conséquence un déplacement des centres de gravité et des grands itinéraires mondiaux. Lors des grandes découvertes de la Renaissance, la vieille route de la Méditerranée vers l'Orient se trouva presque d'un jour à l'autre remplacée par la route du Cap, quand Vasco de Gama, en 1498, eut doublé le cap de Bonne-Espérance ; et, de ce fait, sans transition, les pays à façade méditerranéenne se trouvèrent supplantés par ceux qui avaient pignon sur l'Atlantique. Un décalage d'au moins égale portée est en train de s'opérer dans les régions polaires. Le Pôle Nord n'était hier encore qu'une terre d'exploration, domaine légendaire des héros de Jules Verne et des amateurs de découvertes dans les solitudes glacées de la zone boréale. Il devient actuellement le lieu possible, probable, des luttes éventuelles de l'avenir, quand chacun voudra se procurer la maîtrise boréale des airs de la même façon que les puissants recherchaient hier la maîtrise des océans. En moins de vingt ans, la face du monde a de ce fait totalement changé, l'orientation des préoccupations politiques et militaires n'est plus la même qu'il y a seulement quelques années, et de jour en jour le perfectionnement des techniques nouvelles modifie encore la situation.

Est-ce pour le bien de l'humanité, on peut se le demander. Je ne sais quel poète du début du XVIIe siècle, évoquant comiquement le passage des Hébreux entre les deux murailles d'eau de la Mer Rouge qui s'étaient écartées pour leur permettre de fuir, écrivait :

« Les poissons ébahis les regardent passer... »

Je pense que les Esquimaux, les ours blancs, les phoques de l'Océan Glacial éprouveront autant de mélancolie que d'étonnement en voyant passer sur des cieux naguère vides encore ces forteresses volantes qui leur ravissent l'isolement et la paix. Je me rappelle à ce sujet le discours qu'adressait à Ferdinand de Lesseps Ernest Renan, lorsqu'il le recevait le 23 avril 1885 à l'Académie Française : « Le grand mot « je suis venu apporter non la paix mais la guerre » a dû se présenter fréquemment à votre esprit. L'isthme coupé devient un détroit, c'est-à-dire un champ de bataille. Un seul Bosphore avait suffi jusqu'ici aux embarras du monde. Vous en avez créé un second bien plus important que le premier, car il ne met pas seulement en communication deux parties de mer intérieures, il sert de couloir de communication à toutes les grandes mers du globe. En cas de guerre maritime, il serait le suprême intérêt, le point pour l'occupation duquel tout le monde lutterait de vitesse. Vous aurez ainsi marqué la place des grandes batailles de l'avenir. » N'est-on pas tenté de transposer ces lignes magnifiques et terribles ? Qu'en pensera le Canada, désormais l'un des centres névralgiques de la planète ?

ANDRÉ SIEGFRIED

AUPRÈS DE MA BLONDE

★

DEUXIÈME ACTE

L'AMOUR CONTRE LE PLAISIR

(Décembre 1920).

PERSONNAGES DU DEUXIÈME ACTE

TOUSSAINT LESPARRE.
ÉMILIE LESPARRE.
FRÉDÉRIC.
CLAIRE.
NICOLAS MÉROVÉE.
CRESSIDA.
Antoine.
Lucie.
Guillaume.

LE DECOR

C'est celui du premier acte.

Mais en décembre 1920, Frédéric et Claire étaient d'enthousiastes novateurs et. sur leur pression, Toussaint et Emilie avaient à regret renoncé à leur mobilier « modern-style » pour céder à la mode « arts décoratifs » qui se faisait déjà durement sentir.

Les portraits du grand-père Ardouin et de l'oncle Daniel n'en sont que plus insolites.

Objets de Lalique, un peu partout. Le piano est toujours en place. Mais le mobilier n'est pas seul à situer l'époque. Par la baie ouverte sur le Champ-de-Mars, on voit, dominant les arbres, la Grande Roue qui n'était pas encore détruite.

C'est l'heure du crépuscule et des cocktails.

Copyright by Marcel Achard 1946.

Au lever du rideau, Antoine, un domestique d'une soixantaine d'années, glabre, le visage très jeune sous les cheveux blancs, bien stylé, rigide, impeccablement moulé dans la jaquette classique, arrange artistement les fleurs dans les vases. Entre, le chapeau à la main, Guillaume, le maître d'hôtel du premier acte. Il a vingt ans et il est très ému.

GUILLAUME. — Pardon, monsieur. Vous êtes bien monsieur Antoine ?

ANTOINE. — En effet.

GUILLAUME. — La femme de chambre m'a dit que je vous trouverais ici. Je viens pour l'annonce du *Figaro*.

ANTOINE. — Vous avez des certificats ?

GUILLAUME. — Je suis encore très jeune : classe 19. L'année dernière, on m'a d'abord envoyé occuper la Ruhr. Après ma démobilisation, j'ai servi six mois chez mademoiselle Suzanne Lenglen. Malheureusement pour moi, dès qu'elle a eu battu Miss Holmann, elle est partie pour les Etats-Unis, le Japon et l'Australie.

ANTOINE. — Quel est votre nom ?

GUILLAUME, *honteux*. — Guillaume. Oh ! mais je suis tout prêt à en changer. Il m'a joué assez de mauvais tours. Tout le monde m'appelait Kaiser.

Sonnerie du téléphone.

ANTOINE, *à Guillaume*. — Une seconde, je vous prie. — Allo ! — Non, c'est Antoine. Monsieur Nicolas, mademoiselle Claire n'est pas encore rentrée. Vos fleurs ne sont pas arrivées non plus. Ce soir, ils vont en bande à l'Olympia entendre Raquel Meller. Mais c'est la moindre des choses, monsieur Nicolas.

Il raccroche. Puis il revient à Guillaume.

ANTOINE. — Vous connaissez les conditions : cent cinquante francs par mois. Vingt francs pour le vin. Vous servez à table. Un franc de plus par invité. Et nous recevons beaucoup. Sortie le samedi après-midi.

GUILLAUME. — C'est bien.

ANTOINE. — A la vérité, c'est plutôt d'une seconde femme de chambre que nous aurions besoin. Mais comme elles sont introuvables !... (*Sonnerie du téléphone.*) Allo ! M. Frédéric est rentré, je vous le passe. (*Il appuie sur un bouton.*) Monsieur Frédéric, c'est mademoiselle Gosselin.

Il raccroche.

ANTOINE, *à Guillaume*. — Quand pourriez-vous prendre votre service ?

GUILLAUME. — Demain, si vous voulez.

Sonnerie du téléphone intérieur.

ANTOINE, *après avoir décroché*. — Qu'est-ce que c'est Lucie ? C'est bon. Roulez la table à cocktails dans le salon.

Il raccroche.

GUILLAUME. — Je m'excuse de vous embêter. Mais ne me serait-il pas possible d'avoir une veste blanche pour servir ? Parce que... (*désignant son costume*) le complet national à 110 francs, ce n'est pas ça...

ANTOINE, *avec dédain*. — Ah ! vous êtes pour la veste blanche ? vous aussi ? Décidément, la tradition se perd.

Lucie vient d'entrer poussant devant elle un bar à cocktails.

Sonnerie à la porte de service.

ANTOINE. — Allez ouvrir, Lucie. (*Elle va se diriger vers la droite.*) C'est à l'entrée de service.

Lucie sort par la gauche.

Sonnerie du téléphone.

ANTOINE, *décroche.* — Allo ! Yes, mister Frederic is at home. (*Il appuie sur un bouton.*) Monsieur Frédéric, c'est Miss Carson.

Il raccroche.

GUILLAUME, *en riant.* — Je ferais peut-être bien de prendre mon service toute de suite.

ANTOINE. — Ma foi !...

GUILLAUME. — C'est tout le temps comme ça ?

Sonnerie à la porte d'entrée.

ANTOINE. — Vous voyez ! Allez à l'office. Faites-vous donner une veste blanche par Lucie, puisque vous y tenez. Et attendez mes instructions. L'office est au fond à gauche.

Nouvelle sonnerie insistante à la porte d'entrée.

Guillaume sort à gauche, Antoine à droite, après un geste résigné.

La scène reste vide un instant. Sonnerie du téléphone.

Antoine rentre introduisant Cressida. Cressida est une jeune fille de vingt-deux ans, au type étranger, à l'air sauvage et décidé. Elle est vêtue d'une des robes du soir étonnantes de l'époque, d'une couleur hardie.

Antoine à Cressida, désignant le téléphone qui continue de sonner.

ANTOINE. — Vous permettez, mademoiselle ?

CRESSIDA, *imperceptible accent balkanique.* — Certainement... (*Elle s'assied et prend un magazine.*)

ANTOINE, *au téléphone.* — Non, monsieur Mérovée, mademoiselle Claire n'est pas encore rentrée. (*Lucie entre de la gauche, avec des fleurs.*) Par contre, vos fleurs viennent d'arriver. (*A Lucie.*) Ce sont bien des fleurs de M. Nicolas ?

LUCIE. — Naturellement.

ANTOINE, *dans le téléphone, mais à Lucie.* — Montez-les chez mademoiselle Claire. Qu'elle les trouve en arrivant ! Mais c'est la moindre des choses, monsieur Mérovée. (*Il raccroche. Lucie va pour monter l'escalier. On sonne à l'entrée de service.*) Le service, Lucie !

Résignée, Lucie pose les fleurs sur la table et sort par la gauche.

CRESSIDA, *placidement.* — C'est une maison de fous, ici...

ANTOINE. — Un cocktail, mademoiselle ?

CRESSIDA. — Merci, Antoine. Merci oui, bien entendu.

ANTOINE, *agite le shaker et tout en servant.* — M. Toussaint est encore au bureau. Mais il ne saurait tarder maintenant.

CRESSIDA. — Merci, Antoine.

ANTOINE. — Madame est là. Dois-je la prévenir ?

CRESSIDA. — Ne la dérangez pas.

Lucie entre portant l'un sur l'autre six ou sept boîtes et cartons qui lui arrivent au menton. Ceux d'en haut sont tout petits, et vont en progression vers le bas.

ANTOINE. — Qu'est-ce que c'est, Lucie ?

LUCIE. — Quelques emplettes de mademoiselle Claire.

CRESSIDA. — A la bonne heure !

Sonnerie au téléphone.

ANTOINE, *au téléphone.* — Allo, oui ? C'est Antoine, mademoiselle Conchita. Je ne crois pas. M. Frédéric a déjà vu quatre fois *Le Lys brisé.* Il y était encore hier soir. Dîner samedi 14, chez M. de Ganaderias. Je note. (*A Lucie.*) Lucie, vous n'avez pas un crayon ?

LUCIE, *ensevelie sous ses boîtes et qui monte l'escalier.* — Vous me demandez si je n'ai pas un crayon ?

Elle entre dans la chambre de Claire.

ANTOINE, *au téléphone.* — Le message sera fait.

Il raccroche et fait un nœud à son mouchoir.

ANTOINE, *à Cressida.* — Est-ce que mademoiselle a vu ce film : *Le Lys brisé ?*

CRESSIDA. — Merci, Antoine. Je l'ai vu.

ANTOINE. — C'est si bien que ça ?

CRESSIDA. — Comme dit Frédéric : « C'est bien parce que c'est mal et c'est mal parce que c'est bien ». (*Ahurissement d'Antoine.*)

ANTOINE. — Est-ce que mademoiselle veut lui parler, à M. Frédéric ?

CRESSIDA. — Pourquoi pas ?

ANTOINE, *au téléphone.* — Allo ! Mademoiselle Cressida est en bas, monsieur Frédéric. Parfaitement, monsieur Frédéric. (*Il raccroche. A Cressida.*) M. Frédéric s'excuse. Il s'habille. Il n'aura pas le temps...

A ce moment, Frédéric paraît au balcon. Il a vingt-sept ans. Il en paraît peut-être un peu plus, car il a beaucoup vécu et il a fait la guerre. Mais sa jeunesse se trahit à chaque instant dans des mouvements d'enthousiasme ou de pessimisme outrancier. Il n'a encore de son smoking que le pantalon et la chemise empesée, les chaussettes de soie et les escarpins. Il achèvera de s'habiller, en allant chercher dans sa chambre ce qui lui manque, au cours de la scène. Pour le moment, il a son col à la main. Sa claudication est un peu plus marquée qu'au premier acte.

FRÉDÉRIC. — Et puis, après tout, entre amis, on ne se gêne pas. Vous excuserez la légèreté de ma tenue.

CRESSIDA. — Certainement. Vous êtes très beau ainsi.

FRÉDÉRIC. — Car enfin, les amis de mon père qui est mon meilleur ami étant mes amis, vous êtes nécessairement mon amie, n'est-ce pas ?

CRESSIDA, *sans répondre.* — Je vous ai fait un compliment, Frédéric.

FRÉDÉRIC. — Voulez-vous un reçu ?

CRESSIDA. — Très drôle.

FRÉDÉRIC, *il se penche sur le balcon pour la contempler.* — Il y longtemps que je ne vous avais vue. Vous avez beaucoup changé. Si ça peut vous faire plaisir.

Il rentre dans sa chambre. Cressida a un petit geste de rage.

ANTOINE, *qui en mélangeant savamment des bouteilles, prépare plusieurs shakers de cocktails.* — M. Frédéric a toujours le mot pour rire.

Frédéric reparaît au balcon, et commence à nouer la cravate de smoking qu'il est allé chercher, tout en parlant.

FRÉDÉRIC. — Avez-vous vu *Le Lys brisé*, Cressida ?

CRESSIDA, *après un regard à Antoine.* — Je l'ai vu.

FRÉDÉRIC, *délirant d'admiration.* — Ah ! Lilian Gish... et son sourire martyrisé. Ce petit geste qu'elle a pour se forcer à sourire. (*Il imite avec les doigts qui écartent les lèvres le geste de l'actrice américaine.*) C'est admirable. J'en ai perdu le souffle. Les quatre fois. Car je l'ai vu quatre fois. C'est plus beau que le *Qu'il mourût !* Ça dépasse le *Etre ou ne pas être.* Oh ! ce (*il refait le geste*) ça en veut dire des choses... Il y a toute une vie là-dedans. Que dis-je ? une vie ! ! ! Des centaines de vies ! Toute la souffrance et la résignation d'une classe sont dans ce... (*Il refait le geste.*)

CRESSIDA, *profondément.* — Oui. Oui. Moi, j'ai vu *Cach' ton piano* au Casino de Paris. Ce n'est pas mal non plus.

FRÉDÉRIC. — Vous autres Grecs, depuis Sophocle, vous ne comprenez plus rien à la tragédie.

ANTOINE, *la tête vers le balcon.* — Cocktail, monsieur Frédéric ?

FRÉDÉRIC. — Merci, Antoine. Merci, non. Tout à l'heure.

CRESSIDA. — Alors, avec Conchita, ça dure toujours ?

FRÉDÉRIC, *qui allait sortir, revenant très inquiet.* — Pourquoi dites-vous ça ?

CRESSIDA, *allume une cigarette.* — Elle vient de téléphoner. Dîner chez les Canaderias samedi 14.

FRÉDÉRIC. — Voulez-vous noter, Antoine : attaque de bronchite pour le samedi 14.

ANTOINE. — Parfaitement, monsieur Frédéric. (*A Lucie qui descend l'escalier chargée d'une demi-douzaine de robes.*) Lucie, vous n'avez pas un crayon ?

LUCIE, *sans bonne humeur.* — Non, monsieur Antoine, je n'ai pas de crayon.

Sonnerie du téléphone. Antoine décroche.

ANTOINE. — Oui, monsieur. Ah, c'est monsieur ; bonsoir, monsieur. (*Sonnerie du téléphone intérieur, à Lucie.*) Le téléphone intérieur, répondez Lucie.

Lucie pose ses robes sur le bouquet et va répondre. Alors, Antoine et Lucie parlent en même temps, chacun dans leur téléphone respectif.

LUCIE. — Oui, madame. Ah ! c'est madame. C'est Lucie, madame. Oui, madame, je les ai prises chez mademoiselle Claire et je tâcherai de les avoir repassées pour demain.

ANTOINE. — Oui, monsieur, mademoiselle Claire est sortie avec son manteau de fourrure. J'y ai veillé. Je savais que monsieur s'inquiéterait. Oui, elle avait l'air très gai. En tous cas je n'ai pas remarqué.

FRÉDÉRIC, *au milieu de ce brouhaha, crie à Cressida.* — Je reviens tout de suite !

Il sort pour passer dans sa chambre.

Cressida va se servir elle-même un second cocktail.

LUCIE. — Ah ! je ne sais pas, madame, je ne connais pas cette demoiselle. (*A Cressida.*) Pardon, mademoiselle, êtes-vous mademoiselle Arcos ?

ANTOINE. — Oui, mademoiselle Cressida est arrivée depuis dix minutes déjà — je lui ai offert un cocktail. Parfaitement, monsieur. Bonsoir, monsieur.

Il raccroche.

CRESSIDA, *très surprise.* — Oui.

LUCIE, *au téléphone.* — Ah ! oui, madame, elle est arrivée. Bien, madame.

Elle raccroche.

ANTOINE, *à Cressida.* — Monsieur téléphonait du bureau pour savoir si mademoiselle était déjà là.

LUCIE. — C'est drôle. Madame me demandait la même chose.

Antoine congédie du geste Lucie qui sort, emportant les robes.

ANTOINE. — Il s'excuse. Il a beaucoup de travail, en ce moment.

CRESSIDA. — Merci, Antoine.

Antoine sort à droite.

A ce moment, Frédéric descend l'escalier. Il est en smoking et gilet blanc. Il a entendu la réplique d'Antoine.

FRÉDÉRIC. — Qui a beaucoup de travail ?

CRESSIDA, *nullement gênée.* — Votre père. Pourquoi ne le secondez-vous pas ?

Frédéric lui baise la main.

FRÉDÉRIC, *il se sert un cocktail.* — Ah ! les affaires, l'usine ! les carburateurs !... Merci. Très peu pour moi. Claire épousera un ingénieur qui deviendra l'associé de papa. Ils me feront une pension. Oh ! très petite ! Je n'ai pas besoin d'argent, moi. Comme on dit : « L'argent ne fait pas le malheur, mais il y contribue ».

CRESSIDA. — Et c'est toujours la peinture ?

FRÉDÉRIC. — Plus que jamais ! Et comme je ne serai pas obligé de gagner ma vie avec mon art, ça me permettra d'être plus intransigeant qu'un autre. Je mettrai un an, s'il le faut, pour faire un tableau.

CRESSIDA, *nonchalamment.* — Avant, c'était la médecine qui vous tentait.

FRÉDÉRIC. — Pas longtemps. (*Avec mépris.*) Pour sauver quelles vies ? (*Il boit.*) Et puis, j'ai horreur des responsabilités. Devant ma toile, je suis tranquille. Je ne dois de compte à personne qu'à la nature. (*Sonnerie du téléphone, Frédéric va répondre.*) Yes, darling. Yes, darling. Yes, darling. (*Il raccroche et reprend son discours.*) Car, voyez-vous, chère amie, ce n'est probablement pas votre sentiment, mais il n'y a que deux choses dans la vie : l'art et l'amour.

CRESSIDA. — Oh ! l'amour... Vous vous en faites une singulière idée...

FRÉDÉRIC, *avec une violence étrange.* — Vous dites cela à cause de Conchita... et de Stella Carson. Mais il est pourtant vrai que je m'en fais une idée singulière. Car l'amour, c'est pour moi une seule femme dans toute une vie. Une femme qu'on a pour soi, à soi, sauvagement. Une femme qui ne connaît pas vos amis, et sans qui vous sortez le soir. Une femme qui n'a pas d'amies femmes. Une femme qui n'a pas d'enfants. Une femme à qui vous suffisez. Une femme à qui vous pouvez dire : « Qu'as-tu donc ? Il y a cinq minutes que tu ne m'as pas regardé ». Une esclave heureuse. Car j'exige, en outre, qu'elle soit heureuse. On n'aime que les femmes qu'on rend heureuses.

CRESSIDA, *entraînée malgré elle.* — Mon Dieu ! Que vous êtes intense !

FRÉDÉRIC, *rêveur.* — Mais alors, MA femme... celle dont je vous parle... comme je l'aimerai !

CRESSIDA, *profondément.* — Je viens de la haïr... là... tout d'un coup, cette femme.

FRÉDÉRIC. — Hein ?

CRESSIDA. — Je viens d'envier tellement son effroyable bonheur...

FRÉDÉRIC. — Toi ?

CRESSIDA. — Ne me tutoyez pas ! Je vous interdis de me tutoyer.

FRÉDÉRIC. — Pas de coquetterie, hein ? Vous ne pouvez pas être cette femme-là !

CRESSIDA. — Ce n'est pas vous qui m'en empêcheriez si je voulais.

FRÉDÉRIC. — Ah ! Non ?

CRESSIDA, *avec feu.* — Oh ! non ! Mais je me méprise de n'en avoir pas la force.

FRÉDÉRIC. — Qu'est-ce qui vous rend si faible ?

CRESSIDA. — L'argent.

FRÉDÉRIC, *hautain.* — Vous aimez l'argent ?

CRESSIDA. — J'ai besoin d'argent.

FRÉDÉRIC. — Vous en avez.

CRESSIDA. — J'ai besoin de BEAUCOUP d'argent.

FRÉDÉRIC. — Epousez un homme riche.

CRESSIDA. — Un mari ne vous donne pas d'argent. Pas VRAIMENT. En tout cas, pas en Europe !...

FRÉDÉRIC. — Vous avez tort d'être si franche. Ceci pourrait m'expliquer bien des choses.

CRESSIDA, *aiguë*. — Je désire peut-être les expliquer.

FRÉDÉRIC. — Pour rendre la partie plus difficile ?

CRESSIDA. — Plus intéressante, simplement.

LUCIE, *entrant*. — Madame fait demander si mademoiselle Cressida ira aussi à l'Olympia ce soir.

CRESSIDA. — Dites à madame Lesparre que je la remercie de sa gentillesse, mais, qu'en effet, M. Lesparre m'a déjà invitée.

LUCIE. — Bien, mademoiselle.

Elle sort.

CRESSIDA, *souriante*. — J'ai l'impression que votre maman me trouve un peu encombrante.

FRÉDÉRIC, *très sec*. — Elle est polie, voilà tout.

CRESSIDA, *sur un autre ton*. — Nous ne nous aimons guère, hein, Frédéric ?

FRÉDÉRIC. — Comme amie intime, vous n'êtes pas mon type.

CRESSIDA. — Il y a quelque chose en vous d'enthousiaste et de rêveur qui me déplaît beaucoup.

FRÉDÉRIC, *montrant le portrait de Daniel*. — C'est par là que je ressemble à mon oncle Daniel. Un type merveilleux qui a été tué à Saint-Mihiel dix jours avant l'armistice.

CRESSIDA. — Ah ! ah ! à Saint-Mihiel.

FRÉDÉRIC, *qui rêve*. — Oui. Dix jours avant l'armistice... Daniel !

CRESSIDA. — Mais il y a heureusement autre chose : cette dureté, cette violence, même dans la rêverie.

FRÉDÉRIC, *jovial*. — Mon côté grand-père Ardouin ! (*Il montre le tableau.*) Paraît que nous avons beaucoup de traits communs.

CRESSIDA, *en hochant la tête*. — Si vous ne devenez pas un grand peintre, vous serez quelqu'un d'effrayant.

Antoine introduit Mérovée et se retire. Comme tous les êtres simples, Nicolas n'a pas beaucoup changé : jeune, il paraît un peu trop vieux pour son âge ; comme il paraissait au tableau précédent, plus jeune qu'il n'était réellement. En 1920, il a déjà cet air de candeur et de bonne volonté.

MÉROVÉE. — Comment se fait-il que Claire ne soit pas encore rentrée ?

FRÉDÉRIC. — Pourquoi t'acharnes-tu sur Claire ? Ce ne sont pas les femmes qui manquent. Depuis l'armistice, il y en a trois pour un homme. Profites-en ! C'est ta seule chance.

MÉROVÉE, *hausse les épaules sans répondre*. — Je parie qu'elle est sortie sans manteau.

CRESSIDA. — Bonjour Mérovée.

MÉROVÉE. — Pardon, Cressida. Je suis préoccupé.

Il lui baise la main.

FRÉDÉRIC. — Cocktail, Nicolas ?

MÉROVÉE. — Merci, oui. Vous avez vu *Le Lys brisé*, Cressida ?

CRESSIDA. — Oui, j'ai vu. Ah ! le... (*Elle imite le sourire en écartant ses lèvres avec ses doigts.*)

MÉROVÉE, *très sérieux.* — Ah ! oui, le... (*Geste.*) Et puis, ce qui est intéressant, c'est que c'est bien parce que c'est mal.

FRÉDÉRIC, *à Cressida.* — On a toujours le droit d'être idiot. Mais convenez qu'il en abuse.

MÉROVÉE. — Je suis idiot, c'est entendu. Mais je suis surtout inquiet.

FRÉDÉRIC. — Ah ! ah !

MÉROVÉE. — Tu ne trouves pas que ta sœur est bizarre, ces jours-ci ?

CRESSIDA. — Mérovée a raison. Depuis quelques jours, je la trouve même assez intéressante.

FRÉDÉRIC, *avec un geste ironique d'acquiescement.* — Alors...

MÉROVÉE. — Pour te dire à quel point elle a changé : elle est presque gentille avec moi. Oh ! pas vraiment. Elle m'oublie encore dans les porte-parapluies. Mais elle est patiente, indulgente, et... ma foi... presque tendre. Hier, nous étions sortis dans sa Talbot. Les bougies étaient encrassées. Elle me regardait lutter avec son moteur. Et, subitement, les larmes lui ont jailli des yeux.

FRÉDÉRIC. — Des larmes d'agacement.

MÉROVÉE. — Pas du tout, puisqu'elle a dit : « Mon pauvre Nicolas. Toi non plus, tu n'es pas heureux, hein ? ».

FRÉDÉRIC, *négligent.* — Ah ! Je sais ce que c'est.

CRESSIDA. — Moi aussi.

MÉROVÉE. — Tu es sûr que je ne peux pas l'aider ?... faire quelque chose ?

FRÉDÉRIC. — Non. Surtout pas toi.

MÉROVÉE. — Pourquoi « surtout » ?

CRESSIDA. — Mérovée, je n'ai pas de conseil à vous donner. Mais pourquoi n'essayez-vous pas la bonne vieille tactique ? Claire est trop sûre de vous : restez trois semaines sans la voir.

MÉROVÉE. — A quoi bon ? Elle ne s'en apercevrait même pas.

FRÉDÉRIC. — J'en ai peur.

MÉROVÉE. — Mais tu es sûr que ce n'est pas grave ?

FRÉDÉRIC. — Sûr.

MÉROVÉE. — Pourtant, elle a pleuré.

FRÉDÉRIC, *sentencieux.* — Qu'est-ce qu'une larme ? Un peu d'eau additionnée de chlorure de sodium. Et encore ! Je suis sûre que les larmes de femmes ne sont pas salées.

LUCIE, *entrant.* — Monsieur Frédéric, madame vous prie de l'excuser auprès de mademoiselle Arcos. Elle a une migraine épouvantable et ne pourra pas vous accompagner au théâtre.

FRÉDÉRIC. — Merci, Lucie.

Lucie sort.

CRESSIDA, *à Frédéric, agressivement.* — Ah ! Ah ! Voilà qui est clair.

FRÉDÉRIC. — En effet, c'est clair.

MÉROVÉE, *ahuri.* — Qu'est-ce qui est clair ?

CRESSIDA. — Je m'en vais. Mais vous trouverez tout de même bon que j'explique à votre père pourquoi je vais passer la soirée seule.

FRÉDÉRIC. — Est-ce bien utile ?

MÉROVÉE. — Vous ne venez donc pas entendre Raquel Meller ?

FRÉDÉRIC. — Si tu nous foutais la paix une seconde !...

MÉROVÉE. — Pardon.

CRESSIDA. — Nous verrons comment il prendra la chose. Bonsoir, chers. (*Elle prononce « cherz ».*)

Elle sort.

MÉROVÉE, *qui la suit des yeux, déconcerté.* — Pourvu que Claire n'ait pas la migraine, elle aussi !

FRÉDÉRIC, *préoccupé.* — Ah ! fous-nous la paix ! (*Il prononce « paixe ».*)

MÉROVÉE. — Tu es rudement spirituel, ce soir !

On entend un brouhaha. Et Toussaint Lesparre entre, ramenant avec lui une Cressida triomphante. Toussaint porte allègrement une cinquantaine bien passée. A peine quelques cheveux blancs aux tempes. Il ne porte pas la barbe, bien entendu. Il est gai, goguenard et charmant.

TOUSSAINT, *à Frédéric.* — Alors, tu laissais partir notre amie ? Je l'ai heureusement rencontrée dans le vestibule. Que s'est-il passé, voyons ?

FRÉDÉRIC. — Caprice de jolie femme.

CRESSIDA. — Je n'ai pas l'habitude d'attendre. Je trouvais que vous ne vous pressiez guère.

TOUSSAINT. — Je savais que vous étiez ici... n'est-ce pas ? J'étais tranquille.

CRESSIDA. — Je vous préviens que c'est la seule chose que je ne supporte pas. Je ne veux pas que vous soyez tranquille. Je ferai le nécessaire pour vous inquiéter.

MÉROVÉE, *qui s'est assis et fume en rêvant mélancoliquement à l'écart.* — Alors, vous venez tout de même entendre Raquel Meller ?

CRESSIDA. — Je ne sais pas encore. Si l'on m'en prie suffisamment.

TOUSSAINT. — Je vous en prie.

Frédéric s'est dirigé nonchalamment vers le piano et a commencé à jouer « Smiles » en sourdine.

CRESSIDA. — Frédéric, m'en priez-vous ?

FRÉDÉRIC, *se levant derrière le piano.* — Je vous en prierai si mon père me prie de vous en prier.

Il disparaît.

TOUSSAINT, *à Cressida, pressant.* — Vous pourriez ne pas venir ?

CRESSIDA. — J'ai mes raisons.

TOUSSAINT, *violent.* — On vous attend ailleurs, n'est-ce pas ?

CRESSIDA. — En effet.

TOUSSAINT, *à voix basse.* — Tu n'iras pas. Je t'affirme bien que tu n'iras pas.

CRESSIDA. — Il ne faut pas me défier.

TOUSSAINT. — Tu viendras à l'Olympia et nous nous retrouverons ensuite chez nous, place Pigalle.

CRESSIDA, *sans répondre.* — Mon Dieu ! que vous êtes abrupt !

Et pour couper court à la conversation, elle va ostensiblement s'accouder au piano pour écouter Frédéric.

CRESSIDA, *à Frédéric.* — C'est joli ce que vous jouez là.

Frédéric s'arrête immédiatement de jouer.

FRÉDÉRIC. — N'est-ce pas ?

TOUSSAINT, *en passant, frappe sur l'épaule de Nicolas.* — Eh ! ben... Nicolas...

MÉROVÉE, *se lève précipitamment.* — Oui, monsieur Lesparre ?

TOUSSAINT, *le regarde puis se dirige vers les autres en disant.* — Cher Nicolas ! On croit qu'il réfléchit : il fume !...

FRÉDÉRIC. — Tu te trompes : il réfléchit, justement. C'est ce qui lui donne cet air de souffrance. Le manque d'habitude !

MÉROVÉE. — Je vous assure que Claire m'inquiète.

Claire entre, suivie d'Antoine. Elle a vingt ans. Elle est ravissante, bien que l'inquiétude de Nicolas soit justifiée par cet air d'angoisse qui perce sous son apparente gaîté. Ses traits sont un peu tirés, comme ceux de quelqu'un qui dort mal. Son rire est nerveux et il y a quelque chose d'agressif dans ses plaisanteries. Ses yeux sont brillants de fièvre.

CLAIRE, *très en dehors.* — Qu'est-ce qu'elle a encore fait, Claire ?

TOUSSAINT. — Tu inquiètes Nicolas.

CLAIRE. — Mon bon vieux Nicolas, je t'ai déjà dit de ne pas t'occuper de moi. Tu m'adores. J'en suis très flattée. Mais malheureusement je ne suis sûre que d'une chose : c'est que je ne t'épouserai jamais.

Elle lui donne une petite tape sur la joue et passe.

MÉROVÉE, *piteux.* — Je sais bien.

CLAIRE, *presque durement.* — Alors, sois gentil. Garde pour toi tes petites inquiétudes. Ça t'occupera. Papa a autre chose à faire qu'à écouter tes sornettes. N'est-ce pas ?

Elle passe la main dans les cheveux de Toussaint d'un geste tendre et gai, en s'efforçant de le décoiffer. Toussaint, que le ton de Claire a immédiatement alerté, se recoiffe machinalement et, sans la quitter des yeux, sur un ton qui dément ses paroles, dit :

TOUSSAINT. — Ben, voyons...

CLAIRE, *sur un ton presque angoissé.* — On n'a pas téléphoné pour moi ?

ANTOINE. — Si. M. Mérovée. Deux fois.

FRÉDÉRIC. — On ne peut vraiment pas appeler ça des coups de téléphone.

CLAIRE, *dont l'angoisse semble augmenter.* — Personne d'autre ?

ANTOINE. — Non, mademoiselle.

CRESSIDA, *qui l'observe avec satisfaction.* — Je suis là depuis une demi-heure. Personne.

CLAIRE. — C'est incroyable. Quelle heure est-il donc ?

ANTOINE. — Six heures et quart, mademoiselle.

Il sort.

CLAIRE, *tout à fait angoissée maintenant.* — Six heures et quart ! Mais qu'est-ce que ça veut dire ? Pourquoi ?

Toussaint la prend par le bras, l'oblige à le regarder et sur un ton de tendresse infinie, lui demande :

TOUSSAINT. — Dis donc, toi. Regarde-moi. Mieux que ça. Qu'y a-t-il ?

CLAIRE. — Mais rien.

TOUSSAINT. — Tu ne te rappelles plus notre pacte ?

CLAIRE. — Si.

TOUSSAINT. — « Je comprends tout ; je pardonne tout, mais tu dis tout. »

CLAIRE. — Ben, oui...

TOUSSAINT. — Alors, j'attends !...

CLAIRE. — Je n'ai rien à dire.

TOUSSAINT, *blessé.* — Le premier mensonge entre nous, ma chérie.

CLAIRE. — Je ne mens pas.

TOUSSAINT. — Alors, tu t'imagines que j'ai pu regarder ces yeux-là pendant vingt ans sans savoir y lire ? Et ne les ferme pas ! Ton mensonge se voit encore mieux.

CLAIRE. — Mon vieux papa !

TOUSSAINT. — Hé oui ! Ton vieux papa.

CRESSIDA. — Pas si vieux, tout de même.

TOUSSAINT, *se retournant vers elle.* — C'est juste. Je n'ai pas eu une minute à moi pour vieillir.

CLAIRE. — Voilà justement pourquoi je ne peux pas te raconter mes histoires : tu n'es pas assez sérieux.

TOUSSAINT. — Dis-les moi comme à ton meilleur camarade. (*Silence de Claire.*) Tu es peut-être gênée de parler devant Nicolas ?

MÉROVÉE. — Oh, là, là, non... ne croyez donc pas ça !

CLAIRE. — Ah ! là là ! Nicolas !

FRÉDÉRIC. — J'allais le dire !

CRESSIDA. — Devant moi, peut-être ?

CLAIRE, *dans un éclat.* — Mais je n'ai rien à raconter, rien... Laissez-moi tranquille, tous !

Elle s'écarte du groupe et va s'asseoir, seule sur un fauteuil.

MÉROVÉE, *à Cressida.* — Il ne faut pas lui en vouloir. Elle est un peu nerveuse.

CRESSIDA. — Elle a ses raisons. N'est-ce pas, Frédéric ?

Après avoir acquiescé gravement, Frédéric, d'un air détaché, suit de loin la conversation entre son père et sa sœur.

TOUSSAINT, *qui est venu près de Claire à voix basse.* — Tu n'as pas fait de bêtise ?

CLAIRE. — Je ne crois pas. Je ne sais pas encore.

TOUSSAINT. — Tu es amoureuse de quelqu'un ?

CLAIRE, *en souriant.* — Tu sais... quand j'avais quatre ans... que ton coup de sonnette me donnait des battements de cœur... et que je voulais t'épouser. Et bien, voilà... je l'aime comme ça.

TOUSSAINT, *la nouvelle lui porte un coup.* — Ah ! Ah ! Et cet imbécile ne veut pas de toi ?

CLAIRE. — Ne te mets pas à le détester tout de suite. Je n'ai pas dit ça. Mais tout ne va pas comme je voudrais. Et je suis très embêtée.

TOUSSAINT. — Tu n'es pas embêtée. Tu souffres.

CLAIRE. — Si tu veux, bien que ce soit un peu prétentieux. Mais, rassure-toi. Je ne viendrai pas me faire plaindre et dorloter. Je saurai garder mes ennuis pour moi.

TOUSSAINT. — Toujours aussi égoïste ?

CLAIRE. — S'il faut absolument payer, je paierai. (*Gravement.*) Maintenant, tu sais, une bêtise, on ne sait jamais comment elle tourne... La mienne est peut-être une bêtise admirable. Et dans ce cas-là, je m'engage à te mettre dans l'affaire.

Elle l'embrasse.

TOUSSAINT, *profondément.* — C'est merveilleux, hein, d'être amoureux ?

CLAIRE, *frappée par le ton de son père.* — Pourquoi me dis-tu ça ?

TOUSSAINT. — Hein ? C'est merveilleux ?

CLAIRE, *regarde Cressida.* — Non ? ? ? ! ! !

TOUSSAINT, *qui détourne un peu les yeux.* — Que vas-tu t'imaginer ?

CLAIRE. — Je m'imagine que j'ai eu tort d'avoir une vie personnelle. Et que tu en as profité de toutes tes forces.

CRESSIDA, *de loin.* — Eh ! bien, les amoureux ? C'est fini, ce conciliabule ?

CLAIRE, *désignant Cressida.* — « On » s'impatiente !

TOUSSAINT. — Mais non. Mais non.

Il n'en quitte pas moins Claire et se dirige vers Cressida.

FRÉDÉRIC, *s'est approché de Claire.* — Alors, tu as compris ?

CLAIRE. — Oh ! C'est très clair ! Où est maman ?

FRÉDÉRIC. — Elle a demandé si la jeune personne était arrivée. Et quand Antoine a répondu : « Oui », elle a préféré ne pas descendre.

Pendant ce temps, Toussaint s'est installé au piano, et, après avoir improvisé quelques mesures sur les répliques précédentes, il a commencé à chantonner à mi-voix, comme si c'était un fox-trot connu :

TOUSSAINT.

Je voudrais tant vous voir ce soir,
C'est mon désir, c'est mon espoir.

CRESSIDA. — J'adore cet air-là.

TOUSSAINT, *tout en jouant.* — Oui, mais comment est-ce, après ?

CRESSIDA. — Attendez !...

Elle feint de chercher en fredonnant avec lui :

A minuit, place Pigalle
A côté du vieux moulin.

TOUSSAINT.

Ah ! ma joie est sans égale
Ecoutez mon gai refrain
Dzimbalaboum (*bis*).

FRÉDÉRIC, *très appuyé, de loin.* — Tiens ! Je ne connais pas cette chanson.

CLAIRE, *à mi-voix, à Frédéric.* — Ils nous prennent vraiment pour des idiots.

MÉROVÉE. — Ah ! oui... Pourquoi ?

FRÉDÉRIC. — En ce qui te concerne, tu vois qu'ils n'avaient pas tort.

CLAIRE. — Ils se donnent rendez-vous sous notre nez.

FRÉDÉRIC. — Et ce n'est pas la première fois. Ils savent exactement à quel endroit de la place Pigalle.

TOUSSAINT, *chantant.* — Dzimbalaboum... Dzimbalaboum...

FRÉDÉRIC, *de loin à son père.* — C'est d'une épuisante beauté !

CLAIRE. — Que de choses dans ce « Dzimbalaboum ! ».

CRESSIDA. — Oui, hein ?

FRÉDÉRIC. — L'attente, la joie, l'enthousiasme, le désir !

CRESSIDA, *avec défi, à Frédéric.* — L'espoir !

FRÉDÉRIC. — Et tout ça, place Pigalle !

Soudain Toussaint referme brusquement le piano et se lève. On voit son visage contracté et livide.

TOUSSAINT. — Ça recommence !

CLAIRE, *tendrement, va vers lui.* — Qu'y a-t-il ?

TOUSSAINT. — Appelle Antoine et dis-lui d'arrêter ce bruit de machine !

FRÉDÉRIC. — Quel bruit de machine ?

TOUSSAINT, *criant.* — Qu'est-ce que tu dis ? On ne s'entend plus.

CLAIRE, *doucement à son oreille.* — Il n'y a pas de bruit de machine, papa.

TOUSSAINT, *s'assied, accablé.* — Ah !...

FRÉDÉRIC, *tendrement, la main sur son épaule.* — Ne t'inquiète pas, ça va passer.

TOUSSAINT, *avec une violence angoissée.* — Parle plus fort. Je te dis que je n'entends pas.

CRESSIDA. — Ce ne sera rien. Vous avez déjà eu ça l'autre jour.

TOUSSAINT, *humblement.* — Je vous demande pardon. Je n'entends pas. C'est cette machine ! Ce bruit de machine !

Il se prend la tête dans les mains. Frédéric et Claire se regardent, bouleversés.

MÉROVÉE. — Il faudrait peut-être vous mettre un peu de coton dans les oreilles...

TOUSSAINT. — Je ne vous entends pas, Nicolas. Mais je vous remercie quand même. Je suis sûr que vous essayez d'être gentil.

CLAIRE, *haussant les épaules.* — Du coton !

FRÉDÉRIC. — Ah ! On peut dire que tu n'est pas agressivement intelligent.

MÉROVÉE, *précisant son idée.* — Avec un peu d'huile dessus !

CLAIRE ET FRÉDÉRIC, *ensemble.* — Tais-toi !

TOUSSAINT. — Il me semble que ce bruit s'éloigne. Essaie de me parler, Claire !

CLAIRE. — Mon papa chéri !

TOUSSAINT. — Non. Pas ça ! Ça, je n'entends pas, je devine. Quelque chose à quoi je ne pense pas en ce moment.

CLAIRE. — Est-ce que tu as vu maman depuis que tu es rentré ?

TOUSSAINT, *violemment.* — Tu ne vas pas aller inquiéter ta mère avec ça. Je t'interdis de lui en parler. A vous aussi. Je vous l'interdis ABSOLUMENT

CRESSIDA, *imperceptiblement agressive.* — Vous entendez très bien de nouveau.

TOUSSAINT. — Non. Pas très bien. Les mots reviennent comme les images sur l'eau quand on l'a troublée. Comme si j'avais du coton dans les oreilles.

FRÉDÉRIC, *à Mérovée.* — Tu vois, toi, avec ton coton ! Il en a déjà !

CLAIRE, *choquée à Frédéric.* — Tu peux plaisanter sur une chose pareille !

FRÉDÉRIC. — C'est fini, quoi, c'est fini !

TOUSSAINT. — Oui, c'est fini. Mais c'est tout de même un peu fort. C'est ta mère qui avait un père sourd comme un pot. Et c'est moi qui hérite de son infirmité. (*Plaisantant courageusement.*) D'ailleurs, après ce qui vient de m'arriver, je ne dirai plus jamais « sourd comme un pot », mais « sourd comme Beethoven ».

Il rit, tout seul. Silence gêné des autres.

Après un instant, Frédéric touche le bras de son père et, désignant Cressida, dit inopinément à Toussaint avec une intention assez méchante.

FRÉDÉRIC. — On te parle.

TOUSSAINT, *se retournant vers Cressida, avec un renouveau d'angoisse et s'excusant sur le même ton humble.* — Je n'avais pas entendu, pardon.

CRESSIDA. — Mais je n'ai rien dit.

TOUSSAINT. — Oh ! pas de gentillesse... Je sais trop bien, malheureusement...

CRESSIDA, *l'interrompant.* — Je vous jure que je n'ai rien dit. C'est une plaisanterie pleine de tact de Frédéric.

Toussaint regarde longuement son fils.

FRÉDÉRIC, *sans aucune gêne.* — En effet.

TOUSSAINT, *déconcerté.* — Pourquoi ? Je ne comprends pas pourquoi.

FRÉDÉRIC, *durement.* — Une espèce d'avertissement, sans doute.

TOUSSAINT. — Quel ton singulier pour parler à ton père ? Je n'ai jamais exigé ton respect, mais j'ai tout de même vingt-cinq ans de plus que toi...

FRÉDÉRIC. — C'est peut-être ce que je voulais te rappeler.

Rapide regard de Toussaint à Cressida. Un silence pénible.

TOUSSAINT. — Dans ce cas, je te remercie.

Sonnerie du téléphone.

CRESSIDA, FRÉDÉRIC ET TOUSSAINT, *ensemble.* — Téléphone, Nicolas !

Claire reste immobile, comme angoissée. Mérovée va au téléphone.

MÉROVÉE. — Oui. Ah ! bonjour, Félix ! (*A ce nom, Claire avance vers le téléphone.*) Comment ça va, Félix ? Pauvre Félix ! (*A Claire.*) C'est Félix !

Claire lui arrache positivement l'appareil des mains.

CLAIRE, *dans l'appareil.* — Veux-tu patienter une seconde ? (*Aux autres.*) Ça vous ennuierait beaucoup de passer dans la bibliothèque ? J'ai à lui parler assez sérieusement.

Cressida sort.

MÉROVÉE. — Mais...

CLAIRE, *l'interrompant avec fureur.* — Ah ! toi, fiche-moi la paix ! Je vous demande de passer dans la bibliothèque, ce n'est pourtant pas extraordinaire.

MÉROVÉE. — Non. C'est même ce que j'allais dire : « Mais pas du tout. Ça ne nous dérange pas du tout ».

CLAIRE. — Alors, prouve-le !

Mérovée, la tête basse, se dirige vers la bibliothèque.

TOUSSAINT. — C'est « lui » ?

CLAIRE, *avec une visible adoration.* — Oui.

TOUSSAINT. — Félix qui ?

CLAIRE. — Félix Marbeau.

Elle le pousse vers la bibliothèque.

TOUSSAINT. — Ah ! Ah ! les chaussures Marbeau. Bonne affaire. Avec toutes ces succursales en Amérique ! (*En sortant.*) En tout cas, d'après ce que j'ai entendu, il a l'air charmant.

CLAIRE, *à Frédéric qui va sortir aussi.* — Frédéric ! Ecoute-le. Tu me diras ce que tu penses.

Frédéric prend un des écouteurs.

FRÉDÉRIC. — Allons-y !

Claire prend l'appareil à son tour. Elle marque une seconde d'arrêt, comme si elle allait reprendre sa respiration, puis se décide brusquement.

CLAIRE, *dans l'appareil.* — Excuse-moi. J'ai dû les faire sortir. Oui. Ah ! (*Gaîment.*) Ah ! (*Epanouie.*) Oh ! merci, mon Félix. Je n'aurais pas osé te le demander. C'est un grand sacrifice que tu me fais là, Félix. Oh ! mais tu trouveras une autre situation, bien plus belle. Je demanderai à papa de s'en occuper. Il connaît des tas de gens dans la chaussure. Comme tu voudras. Mais bien sûr. Entendu, à onze heures, après le théâtre.

Elle raccroche l'appareil pensivement. Elle a le visage illuminé par la joie. Frédéric la regarde.

FRÉDÉRIC. — Je suppose que tu n'as plus besoin de mon avis, maintenant ?

CLAIRE. — Non, merci.

FRÉDÉRIC. — J'en suis au regret. Mais mon devoir est de te le donner quand même : cet homme te ment.

CLAIRE. — Allons donc !

FRÉDÉRIC. — Il te prépare un coup de Trafalgar terrible. Il va partir pour l'Amérique. Il ne t'emmènera pas.

CLAIRE, *incrédule.* — Qu'est-ce qui te fait dire ça ?

FRÉDÉRIC. — Il s'est résigné trop facilement. Un homme qui aurait vraiment renoncé à ce départ t'aurait cassé les oreilles avec sa carrière qu'il immolait à son amour...

CLAIRE. — Il est peut-être seulement généreux.

FRÉDÉRIC, *sur un autre ton.* — Est-ce qu'il sait ?

CLAIRE. — Oui.

FRÉDÉRIC. — Et il a bien pris la chose ?

CLAIRE. — Il est fou de joie, naturellement.

FRÉDÉRIC. — Oui, naturellement. Alors, je vais te donner un avis : à quelle heure le train transatlantique part-il de la gare Saint-Lazare ?

CLAIRE. — A huit heures.

FRÉDÉRIC. — Sois-y. Et empêche-le de partir.

CLAIRE. — Tu es fou.

FRÉDÉRIC. — Et, au besoin, ne recule pas devant un peu de scandale. C'est ta vie qui se décide, ma petite vieille.

CLAIRE, *avec force.* — Tu es complètement fou.

FRÉDÉRIC. — Veux-tu que j'y aille et que je joue les frères outragés ?

CLAIRE. — Non.

FRÉDÉRIC. — Comme tu voudras.

Mérovée entre.

FRÉDÉRIC. — Qu'est-ce que tu veux, toi ?

MÉROVÉE. — Je viens voir si tout va bien.

CLAIRE, *avec une gaîté un peu fébrile.* — Tout va très bien. Très, très bien, mon petit Nicolas. Regarde-moi, je suis heureuse. Je suis parfaitement heureuse.

MÉROVÉE. — Ah ! tant mieux !

CLAIRE. — Le paquebot de minuit n'emmènera personne en Amérique.

MÉROVÉE, *ahuri.* — Ah !

CLAIRE. — Et moi, je remercierai Dieu chaque matin en m'éveillant.

FRÉDÉRIC, *à Mérovée.* — Dis donc, tu les as laissés seuls, là-dedans ?

Il désigne la bibliothèque.

MÉROVÉE. — Qui ?

FRÉDÉRIC. — Il demande qui. Je vais leur expliquer mes idées sur le cubisme. Je crois que ça les intéressera. (*A Claire.*) Et crois-moi. Huit heures, gare Saint-Lazare !

Il sort.

CLAIRE, *très gentiment.* — Je m'excuse, Nicolas, pour la façon dont je t'ai traité tout à l'heure.

MÉROVÉE. — Ce n'est rien.

CLAIRE. — J'ai beaucoup de tendresse pour toi. C'est ton amour qui m'agace.

MÉROVÉE. — Que veux-tu ? Ce n'est pas ma faute. J'ai lutté. Oh ! ça, j'ai lutté. Mais quand je pense à toi...

CLAIRE — Ne me dis surtout pas pourquoi tu m'aimes, tu vas me vexer.

MÉROVÉE. — Bon !

CLAIRE. — Seulement, il est nécessaire maintenant que tu le saches : j'aime Félix.

MÉROVÉE. — Ah ! c'est Félix ? Il est très bien.

CLAIRE. — Je l'aimerai toute ma vie. Ou alors, qu'est-ce que je ferai de ma vie ?

MÉROVÉE. — Non, ça, vraiment, il est très bien.

CLAIRE. — Je vais l'épouser dans un mois à la Madelon... je veux dire à la Madeleine et au mois d'août, j'aurai mon premier enfant.

MÉROVÉE, *stupéfait.* — Comment ? Au mois d'août ? Mais...

Il est sur le point de compter sur ses doigts mais ne finit pas son geste.

CLAIRE. — Tu as parfaitement compris.

MÉROVÉE. — Ah !

CLAIRE. — D'ailleurs, tu n'es pas oublié dans tout ça. Tu seras le parrain.

MÉROVÉE. — Merci.

CLAIRE. — Si c'est un garçon, il s'appellera comme son père, naturellement.

MÉROVÉE. — Bien sûr !

CLAIRE. — Si c'est une fille, Nicole.

MÉROVÉE. — Merci. Ça c'est gentil !

CLAIRE. — Ah ! C'est drôle, je n'avais pas pensé à toi. Je trouvais que le nom était joli.

Un court silence.

MÉROVÉE. — Eh ! bien... euh... Claire... je suis bien content pour toi de toutes ces bonnes nouvelles... Evidemment, je suis un peu abruti... n'est-ce pas ? apprendre tout ça en même temps... alors que j'espérais encore tout à l'heure... mais puisque tu es heureuse, je t'assure que je suis bien content.

CLAIRE. — J'en étais sûre.

MÉROVÉE. — Je veux seulement ajouter quelque chose... Si, par malheur..., on ne sait jamais... la vie est si drôle... je veux que tu saches... tu pourras toujours compter sur moi...

CLAIRE, *éclatant.* — Encore ! Mais qu'est-ce que vous avez tous ? Ça vous gêne donc bien que je sois heureuse ? Que me voulez-vous avec vos « On ne sait jamais » ? On sait très bien. Félix m'aime. Félix va m'épouser. Et ceux qui en doutent sont mes ennemis et je les déteste, comprends-tu ?

MÉROVÉE. — Très bien. Tu as bien raison.

CLAIRE. — Il ne faut pas te croire tout permis parce que tu m'aimes. Comment faut-il t'expliquer que ton amour ne m'intéresse pas, que je ne sais qu'en faire ?

Emilie est entrée. C'est une ravissante femme de cinquante ans, au noble visage, à peine marqué qu'éclairent des yeux malicieux et un ravissant sourire. Elle est vêtue avec goût, malgré la déplorable mode de l'époque. Elle a déjà des cheveux blancs qui contrastent avec la jeunesse de son visage.

ÉMILIE, *en souriant.* — Tu es tellement injuste avec Nicolas que je vais finir par m'imaginer le pire. Qu'a-t-il encore fait ?

MÉROVÉE. — J'ai été idiot.

CLAIRE. — Je ne le lui fais pas dire. (*A Mérovée.*) Ramène-moi Frédéric tout de suite et « incruste »-toi dans les deux autres. (*Sardonique et désobligeante.*) Tu sais ce que c'est que s'incruster ?

MÉROVÉE, *mélancolique.* — Il paraît.

Il sort.

ÉMILIE. — Tu le traites déjà comme un mari.

CLAIRE, *légèrement.* — Je le rends tellement heureux, ça m'exaspère. Je voudrais que quelqu'un me rende aussi heureuse que ça.

ÉMILIE. — Tu n'as pas dû le rendre tellement heureux depuis un quart d'heure. Je l'ai rencontré quand il arrivait dans le vestibule. Et je trouve qu'il a beaucoup changé depuis.

CLAIRE, *frappée.* — Ah !

ÉMILIE. — Tu as tort, Claire. Je ne veux pas poser à la mère de famille. Mais tu ne seras pas tout à fait la même sans Nicolas. Il t'améliore. Cet amour dont tu ne fais pas de cas t'embellit. Comme le santal parfume la hache qui le blesse.

CLAIRE, *faussement admirative.* — Oh ! Oh !

Frédéric entre.

FRÉDÉRIC, *à sa mère.* — Ah ! tu es là, toi ? (*Il l'embrasse très tendrement.*) Tant mieux. Nous avons à te parler. Assieds-toi.

Il la pousse gaîment dans le fauteuil.

ÉMILIE. — Ah ! Ce sera long ?

FRÉDÉRIC. — Ça dépendra du temps que tu mettras à comprendre.

ÉMILIE, *en riant.* — Insolent !

FRÉDÉRIC. — Non, c'est parce que nous t'aimons bien, Claire et moi. Comme ce que nous avons à te dire n'est pas agréable, nous allons être obligés de prendre des ménagements. C'est pourquoi tu ne comprendras peut-être pas tout de suite.

ÉMILIE. — Je vais essayer.

FRÉDÉRIC. — Ma petite maman, tu te rends complètement ridicule.

ÉMILIE. — Et pourtant, tu me ménages en ce moment.

FRÉDÉRIC, *à sa sœur, subitement.* — Parle, Claire. Moi, j'ai peur de lui faire de la peine. Tandis qu'entre filles, vous avez des trucs.

CLAIRE. — Eh ! bien, voilà. Ma petite mère, tu es trop gentille avec nous, tu t'occupes trop de nous. Depuis que Frédéric est revenu de la guerre, tu le gâtes... tu le pourris...

FRÉDÉRIC. — C'est vrai.

CLAIRE. — Et, avec moi, tu es tellement gentille que j'en suis gênée.

ÉMILIE. — Ce n'est pas ça qui peut me rendre ridicule !

FRÉDÉRIC, *avec force.* — Si.

ÉMILIE, *profondément.* — Ah ! je suis trop gentille avec vous...

FRÉDÉRIC. — Tu es plus mère que femme, ma pauvre petite. Tu es d'une indulgence avec Claire. Elle a des amies impossibles.

CLAIRE, *renchérissant.* — Impossibles !

FRÉDÉRIC. — Il faut l'empêcher de les voir.

ÉMILIE, *aiguë.* — Cressida, par exemple ! Mais c'est tellement urgent ?

Frédéric se dirige à reculons vers la porte.

FRÉDÉRIC. — Eh ben, ça y est, tu as compris. Nous n'insistons pas. Nous avons du tact. Tu sais maintenant ce que tu as à faire. Je t'envoie papa. Je t'adore.

Il sort

CLAIRE. — Moi, je monte m'habiller. (*Elle va vers l'escalier, revient à sa mère.*) Sois gentille. Ne lui dis pas qu'elle se moque de lui. Les hommes, c'est orgueilleux. Il serait fichu d'avoir de la peine.

Elle monte l'escalier. Emilie reste pensive un instant, Toussaint entre.

TOUSSAINT. — Ah ! tu es là, toi ?

ÉMILIE, *en riant.* — Ton fils aussi m'a posé cette question tout à l'heure. Tout le monde semble surpris de me rencontrer dans ma maison.

TOUSSAINT. — Frédéric m'avait dit que Claire voulait me parler.

ÉMILIE. — Claire est montée s'habiller.

TOUSSAINT. — Bon. Je la verrai quand elle descendra.

Il fait un mouvement pour retourner à la bibliothèque.

ÉMILIE. — Je l'ai laissée faire. Mais je ne crois pas que nous sortirons ce soir.

TOUSSAINT. — Ah ! ça, par exemple, je voudrais savoir pourquoi.

ÉMILIE. — Tu feras bien de prévenir la petite Cressida Arcos, afin qu'elle s'arrange une autre soirée...

TOUSSAINT. — Mais nous avons six places...

ÉMILIE, *l'interrompant.* — Donne-les lui et qu'elle en fasse profiter des camarades.

TOUSSAINT. — Mais pas du tout. J'adore Raquel Meller.

ÉMILIE, *qui a de la peine, mais ne le laisse pas voir.* — Toussaint, il faut que tu parles à Frédéric.

TOUSSAINT. — Je lui parle tout le temps, à Frédéric. Et si c'est absolument nécessaire, je lui parlerai en rentrant.

ÉMILIE, *subitement.* — Comment trouves-tu la petite Arcos ?

TOUSSAINT, *surpris.* — Charmante, très charmante.

ÉMILIE. — N'est-ce pas ? Je suis contente de te l'entendre dire. Tu crois que c'est quelqu'un de bien ?

TOUSSAINT. — Quelqu'un de très bien.

ÉMILIE. — C'est mon avis. Et c'est pourquoi il faut que tu parles à Frédéric.

TOUSSAINT. — De quoi veux-tu que je lui parle ?

ÉMILIE. — D'elle. Il n'a certainement pas l'intention de l'épouser. Alors, je ne veux pas qu'il joue avec les sentiments de cette petite. Ce n'est pas joli. Et je ne le veux pas.

TOUSSAINT, *réprimant une envie de rire.* — Parce que Frédéric joue avec les sentiments de Cressida ?

ÉMILIE. — On voit bien que tu ne les as pas rencontrés hier après midi sur les Champs-Elysées. Il était positivement indécent de tendresse et de gentillesse avec elle.

TOUSSAINT, *sombre.* — Ah ! Ils se sont vus hier ? Elle ne me l'a pas dit.

ÉMILIE, *très gentiment.* — Elle n'a pas de compte à te rendre.

TOUSSAINT, *inquiet.* — En effet. Mais tu es sûre qu'elle plaît à Frédéric ?

ÉMILIE. — Il en est fou. Il l'a confié à Claire, qui me l'a répété. Je n'avais pas besoin de cette confirmation, d'ailleurs. Il y a des regards qui ne trompent pas.

TOUSSAINT. — Ah ! Ah ! des regards... je n'avais pas remarqué.

ÉMILIE. — Naturellement. Toi, en cinq minutes, tu juges un homme. Mais nous autres femmes, nous sommes plus subtiles que vous dans les choses de l'amour.

TOUSSAINT, *rogue.* — Faut croire.

ÉMILIE. — Ne te vexe pas. L'amour, c'est notre grande affaire. Toi, si tu m'aimais un peu moins, je le saurais tout de suite.

TOUSSAINT. — Bien entendu.

ÉMILIE. — Tu aurais dû voir Frédéric, il y a deux minutes, ici. Il piétinait de l'impatience de vous rejoindre. Je crois, ma parole, qu'il était jaloux.

TOUSSAINT. — Jaloux ? De qui ? De Nicolas ?

ÉMILIE. — Non, pas de Nicolas.

TOUSSAINT, *avec effort.* — De moi, alors ?

ÉMILIE. — Eh oui ! De toi. Quand on est amoureux, on ne réfléchit pas. Il n'a pas pensé à la différence d'âge. D'autant plus qu'il faut bien le reconnaître, quand tu veux, tu as l'air plus jeune que ton fils.

TOUSSAINT, *amer.* — Quand je le veux, oui.

ÉMILIE. — Tu es tellement plus enthousiaste, plus chaleureux. Il faut en prendre ton parti, mon pauvre ami, tu es un charmeur. Et la jalousie de Frédéric n'est que trop explicable.

TOUSSAINT. — C'est ridicule.

ÉMILIE. — D'autant plus que tu es extrêmement gentil avec elle.

TOUSSAINT, *la main sur le cœur.* — Moi ?

ÉMILIE. — Et tu as raison. Elle est exquise. Seulement, ton attitude peut lui faire espérer des choses.

TOUSSAINT. — Quoi ?

ÉMILIE. — Elle se dit peut-être que c'est plus facile d'épouser le fils, quand on a déjà conquis le papa.

TOUSSAINT, *écœuré.* — Le papa !

ÉMILIE, *avec une bonne foi malicieusement jouée.* — Comment veux-tu que je dise ? Tu es son papa.

TOUSSAINT. — C'est entendu. Bien que Frédéric soit assez vieux pour que j'aie eu le temps de devenir son père. On n'est pas le papa d'un type qui a descendu deux Taubes.

ÉMILIE. — Ne te fâche pas.

Court silence.

TOUSSAINT. — Mais je croyais que Frédéric était fou de Stella Carson.

ÉMILIE. — Tu es en retard d'un bon mois. Suivant sa forte expression, depuis un bon mois cette dame l'a fatigué de sa géographie.

TOUSSAINT. — Ah ! Ah !

ÉMILIE. — Et à toi, elle te plairait ?

TOUSSAINT. — Qui ?

ÉMILIE. — La petite Arcos te plairait ? (*Corrigeant devant la mine de Toussaint.*) Comme bru !

TOUSSAINT, *écœuré.* — Comme bru !

ÉMILIE. — Frédéric ne songe pas à l'épouser, c'est entendu. Mais elle y pense sûrement, elle. Elle est très pauvre et n'aime pas sa pauvreté.

TOUSSAINT. — Qu'en sais-tu ?

ÉMILIE. — Vilma Sarkany m'a parlé d'elle. Elle la connaît bien : elle est des Balkans aussi.

TOUSSAINT, *énervé.* — Quel rapport !

ÉMILIE. — Je ne la crois pas, remarque bien. Mais Vilma affirme qu'elle a déjà eu des amants.

TOUSSAINT. — Des amants ! Comme tu y vas !

Emilie le regarde avidement.

ÉMILIE. — Je n'attache aucune espèce d'importance aux racontars, remarque bien.

TOUSSAINT, *avec force.* — Tu es payée pour savoir le mal qu'ils peuvent faire. N'oublie pas trop ce qu'ils nous ont coûté en 1900 !

ÉMILIE. — C'est pourquoi je ne me permettrai pas de les retenir contre elle. Mais enfin, nous ne connaissons pas cette petite. Et la Grèce, c'est loin.

TOUSSAINT. — A quelle heure les as-tu rencontrés hier sur les Champs-Elysées ?

ÉMILIE, *embarrassée.* — Je ne sais pas. L'après-midi.

TOUSSAINT. — A quelle heure approximativement ?

ÉMILIE, *hésite imperceptiblement.* — Entre six et sept.

TOUSSAINT, *après un soupir de soulagement.* — Tu es sûre ?

ÉMILIE. — Entre cinq et sept, en tous cas.

TOUSSAINT. — Bon. C'est curieux, Cressida m'affirmait, il y a un quart d'heure, qu'elle n'avait pas rencontré Frédéric depuis plusieurs jours.

ÉMILIE. — Que veux-tu que je te dise ?

TOUSSAINT. — Rien. A ton avis, elle ment.

ÉMILIE. — Je l'ai vue avec Frédéric hier, entre six et sept.

TOUSSAINT. — C'est matériellement impossible.

ÉMILIE, *la jalousie l'emporte.* — Pourquoi ? Parce que tu étais avec elle.

TOUSSAINT. — Entre cinq et huit.

ÉMILIE. — Ah ! alors...

Silence.

TOUSSAINT, *hochant la tête, admirativement.* — Tu as inventé cette histoire des Champs-Elysées ?

ÉMILIE. — Oui.

TOUSSAINT. — Celle de Vilma Sarkany n'est pas vraie non plus ?

ÉMILIE. — Non.

TOUSSAINT. — Tu voulais voir la tête que je ferais ?

ÉMILIE. — Oui.

TOUSSAINT. — Maintenant, tu es fixée ?

ÉMILIE. — Oui.

TOUSSAINT. — La différence d'âge, le papa, la bru, c'était pour me faire comprendre ?

ÉMILIE. — Oui.

TOUSSAINT. — Tu crois qu'elle se fout de moi ?

ÉMILIE. — Je l'espère. Si elle était sincère, ce serait terrible. Rappelle-toi Sébastien, le pauvre petit Sébastien.

Silence.

TOUSSAINT. — Le coup de Frédéric amoureux d'elle, ce n'était pas mal trouvé.

ÉMILIE, *avec orgueil.* — Non, hein ?

TOUSSAINT. — C'est égal, tu en prends, des gants, pour me dire ce que tu penses.

ÉMILIE, *en souriant.* — Claire m'avait conseillé la prudence.

TOUSSAINT. — Ah ! Claire est de la conspiration ?

ÉMILIE. — Frédéric aussi.

TOUSSAINT. — Mais alors, j'ai l'air d'un imbécile, moi. Ce qu'ils ont dû rigoler avec mon truc de piano.

ÉMILIE, *étonnée.* — Ton truc de piano ?

TOUSSAINT, *vivement.* — Rien. Rien. Bien entendu, tu ne veux plus la voir ?

ÉMILIE. — Et toi ?

TOUSSAINT. — Maintenant que tu sais ! Ou tu la dégoûteras de moi, ou tu me dégoûteras d'elle.

ÉMILIE. — Je voudrais ne plus jamais en parler.

TOUSSAINT, *avec un peu de nervosité.* — On n'en parlera plus. C'est le démon de midi, comme on dit. Il faut comprendre, c'était tout de même très amusant, cette petite que j'avais l'air d'épater. Et puis, j'ai une vieille gueule, mais un cœur tout neuf. Tu as été tellement gentille ; avec toi, je ne l'ai pas usé. (*Ricanant de lui-même.*) Je me suis conduit comme un enfant.

ÉMILIE. — Vous autres hommes, vous ne devenez jamais de grandes personnes.

TOUSSAINT. — Seulement, maintenant, j'ai compris. Je suis vieux, ma vieille ! Je serai peut-être bientôt grand-père.

ÉMILIE. — Peut-être !

TOUSSAINT, *avec une espèce de rage.* — Le grand-père Toussaint Lesparre ! Tordant !

Il fait le geste de Lilian Gish.
Sonnerie du téléphone.

TOUSSAINT, *dans l'appareil, violemment.* — Allo ! Vous voulez parler à Claire ? De la part de qui ? Comment ? Votre nom ne lui dira rien ? Bon. (*Il sonne dans le standard.*) Claire, quelqu'un veut te parler. Il dit que son nom ne te dira rien.

Il raccroche.

TOUSSAINT. — Et puis, surtout, ne me plains pas !

ÉMILIE. — Je ne te plains pas.

TOUSSAINT. — Je vais laisser pousser ma barbe, voilà tout.

ÉMILIE. — Oh !

TOUSSAINT. — Ah ! si. Une barbe de patriarche. La barbe que je mérite.

ÉMILIE. — On dirait que tu m'en veux.

TOUSSAINT, *très sincère.* — T'en vouloir, mon amour.

ÉMILIE. — Tu sais que je te comprends : cette petite doit sauter du lit le matin comme personne.

TOUSSAINT. — Oui. Hein ? Quoi ? Qu'est-ce que tu dis ? Mais je n'en sais rien. (*Sur un autre ton.*) Vois-tu, ta mère avait raison : « Ce n'est pas le soir qu'il faut prendre la route ».

ÉMILIE. — Pourquoi pas ?

TOUSSAINT. — En tous cas, pas moi. Ce soir, je sais que je suis arrivé.

ÉMILIE. — Et je t'en demande bien pardon. Ce n'est pas drôle de n'avoir aimé qu'une femme dans sa vie. Tu aurais dû t'y prendre plus tôt. Il y a dix ans, nous aurions encore pu souffrir terriblement l'un par l'autre. Maintenant, je t'aime trop. Sous les mots méchants que tu me dirais j'en entendrais trop d'autres. Et c'est toi que je plaindrais si tu me faisais du mal.

TOUSSAINT. — Ma femme !

ÉMILIE. — Trop tard pour le plaisir ! C'est l'heure du bonheur, mon pauvre gros !

A ce moment, Claire, livide, paraît en haut de l'escalier. Elle pousse un cri terrible.

CLAIRE. — Papa ! Papa ! Il est parti !

Elle s'écroule comme une masse en haut des marches.

RIDEAU

TROISIEME ACTE

L'AMOUR CONTRE L'ABSENCE

(Juillet 1918.)

PERSONNAGES

ÉMILIE LESPARRE.
DANIEL ARDOUIN, frère d'Emilie.
CLAIRE.
NICOLAS MÉROVÉE.
Un permissionnaire.
Lucie.

LE DECOR

Celui de l'acte précédent.

Mais l'époque 1900 a laissé des traces, mobilier fin de siècle et modern-style. Un peu épuré cependant. Quelques accessoires donnent l'atmosphère de la guerre : un casque à pointe et une photo du roi Albert décorée d'un ruban aux couleurs belges, sur le piano, entre autres. Le portrait de Daniel n'est pas au mur.

Claire et Nicolas sont en scène. Claire, avec beaucoup d'application et sans lever les yeux de son ouvrage, tricote un chandail. Nicolas marche de long en large dans la pièce et de temps à autre jette sur Claire un regard de visible adoration.

MÉROVÉE. — Marraine ?

CLAIRE, *sans lever les yeux.* — Oui ?

MÉROVÉE. — M'accompagnerez-vous à la gare ?

CLAIRE. — Certainement.

MÉROVÉE. — Je vous remercie. Vous savez que le train est à minuit, gare de l'Est. Cela vous fera coucher tard.

CLAIRE. — A la guerre comme à la guerre ! Votre maman ne sera pas jalouse ?

MÉROVÉE. — Elle ne vient pas.

CLAIRE, *qui n'a pas encore levé les yeux.* — Pourquoi ?

MÉROVÉE. — J'espérais bien que vous m'accompagneriez ; alors... je vous demande pardon... je lui ai fait croire que j'étais avec ma petite amie.

CLAIRE, *le regardant avec un reproche indulgent.* — C'est joli ! Vous dînez avec nous, bien entendu ?

MÉROVÉE. — S'il vous plaît, oui.

CLAIRE. — Et vous ne nous quittez pas d'ici là ?

MÉROVÉE. — S'il vous plaît, non. J'aurais même bien aimé dîner seul avec vous.

CLAIRE. — Impossible. Je ne peux pas laisser maman.

MÉROVÉE. — Tant pis !

CLAIRE, *hochant la tête.* — Ainsi, vous repartez déjà ?

MÉROVÉE. — C'est bien le mot juste, déjà.

CLAIRE. — Il me semble que Frédéric se débrouille infiniment mieux que vous avec ses permes...

MÉROVÉE. — Oh ! dans l'aviation ! Moi, je suis dans l'infanterie.

CLAIRE. — C'est ce que tout le monde dit. L'infanterie, c'est ce qu'il y a de plus dangereux.

MÉROVÉE. — Oh ! Ce n'est pas tellement le danger, c'est ce qu'on bouffe mal.

CLAIRE. — Même à la popote ?

MÉROVÉE. — Je ne mange pas à la popote.

CLAIRE. — Vous êtes gradé tout de même.

MÉROVÉE, *modestement.* — Je suis première classe...

CLAIRE. — Je vous croyais adjudant.

MÉROVÉE. — Quelle horreur ! Quand je dis « quelle horreur ! », il en faut, bien entendu.

CLAIRE, *le regarde et dit gentiment.* — Je vous aime beaucoup, vous savez.

MÉROVÉE. — Vous dites ça parce que je pars ce soir...

CLAIRE, *sans répondre directement.* — Oh ! je ne m'en fais pas pour vous, remarquez ! (*Chantant.*) « Tu le reverras, Paname ! ».

MÉROVÉE. — Je l'espère bien.

CLAIRE, *soudainement.* — On devrait se tutoyer.

MÉROVÉE, *avec force.* — Non, s'il vous plaît, non.

CLAIRE. — Nicolas, c'est grotesque. Nous nous connaissons depuis dix ans ; nous sommes des amis d'enfance.

MÉROVÉE. — Marraine, je pars dans six heures pour Verdun. (*Il regarde sa montre et corrige.*) Dans cinq heures vingt-sept exactement. Et je vous demande de ne pas me tutoyer.

CLAIRE. — Comme vous voudrez.

Un silence gêné.

MÉROVÉE. — Mais ce que je vous demanderai, c'est une autre photographie. Celle que vous m'avez donnée à la dernière permission je l'ai usée.

CLAIRE, *riant.* — Usée ?

MÉROVÉE. — Les premiers temps elle suffisait à vous rendre présente, vous étiez vraiment dans la cagna. Je l'ai trop regardée, c'est redevenu une photographie.

CLAIRE, *touchée.* — Vieux Nick !

Emilie entre. Elle a deux ans de moins qu'au tableau précédent. Mais elle est très pâle, très nerveuse et détachée de tout.

ÉMILIE. — Bonjour, mon petit Nicolas ; bonjour, chérie ; ah ! je n'en puis plus !

NICOLAS MÉROVÉE. — Vous avez bien mauvaise mine, chère madame.

ÉMILIE, *geste vague.* — Deux cents réfugiés encore aujourd'hui.

CLAIRE. — Nicolas part ce soir. Alors, je l'ai invité à dîner.

ÉMILIE. — Tu as bien fait. Mais tu ne crois pas qu'il préférerait prendre ce dernier repas au restaurant, seul avec toi ?

MÉROVÉE, *poliment, mais mollement.* — Mais pourquoi, madame ? Mais pas du tout.

ÉMILIE. — Vous iriez ensujte au Casino de Paris voir Gaby Deslys...

CLAIRE, *gentiment ironique.* — ...Et, de cette façon, tu pourrais rester seule à la maison à te répéter qu'il y a vingt-huit jours que tu es sans nouvelles.

ÉMILIE, *à Mérovée.* — Vingt-huit jours.

MÉROVÉE. — Je sais bien.

ÉMILIE, *formelle.* — Non, vous ne savez pas !

MÉROVÉE. — Chère madame, il ne faut pas se mettre martel en tête...

ÉMILIE, *l'interrompant doucement.* — Oui, « pas de nouvelles, bonnes nouvelles », je connais la formule.

A ce moment, Lucie entre en coup de vent. Elle est extrêmement animée et joyeuse.

LUCIE. — Madame, une surprise pour vous.

Emilie se lève brusquement, livide, et repousse sa chaise.

ÉMILIE, *avec effort.* — C'est monsieur !

LUCIE. — Non. C'est M. Daniel.

ÉMILIE, *visiblement déçue.* — Ah ! Daniel !

CLAIRE, *très exubérante.* — Tu n'es pas contente de revoir le petit oncle Daniel !

LUCIE. — Et ce qu'il est beau ! On ne le reconnaît pas !

Daniel Ardouin paraît. C'est un homme de quarante-quatre ans, dont la ressemblance avec son neveu Frédéric est extraordinaire. La seule différence est dans la couleur des cheveux qu'il a d'un roux sombre, et dans la physionomie qui est joviale et rubiconde. Comme la plupart des « poilus », il porte toute la barbe qu'il a d'un roux clair et légèrement frisée. Il est également en bleu horizon.

DANIEL. — Me voilà, bonjour, bonjour ! (*A Emilie.*) Bonjour, la petite sœur !

Claire lui saute au cou ; Emilie va à lui et l'embrasse sans effusion.

CLAIRE. — Bonjour, mon oncle !

ÉMILIE. — Bonjour, Daniel !

DANIEL, *avec une bourrade amicale.* — Alors, vieux Nicolas, Clémenceau n'a pas besoin de toi non plus en ce moment ?

MÉROVÉE. — Faut croire que si. Je repars ce soir.

DANIEL. — Oh ! On dîne ensemble ?

MÉROVÉE, *consterné.* — Avec plaisir.

DANIEL, *à Lucie qui le contemple avec admiration.* — Apporte-moi donc un verre de pinard, Lucie. Je crève de soif !

LUCIE. — Tout de suite, monsieur Daniel.

Elle va sortir.

DANIEL, *la rappelant.* — Lucie ! (*Sur un air faussement mystérieux.*) Cette nuit... chez moi... on s'aimera.

LUCIE, *délicieusement choquée.* — Oh ! monsieur Daniel !

Elle sort.

ÉMILIE. — Ah ! tu es drôle !

DANIEL. — Quand je suis en permission, je suis toujours drôle.

ÉMILIE. — D'ailleurs, comment se fait-il ? Tu as déjà une autre permission ?

DANIEL, *gaiement.* — Déjà ? Merci !

ÉMILIE. — Ce n'est pas ce que je veux dire.

DANIEL, *sans aigreur.* — J'ai permuté avec un copin, excuse-moi.

ÉMILIE. — Je n'ai pas vu Toussaint depuis deux cent treize jours, tâche de comprendre.

DANIEL. — Quand je suis en permission, je comprends tout. Comment va mon petit Frédéric ?

CLAIRE. — Nous avons eu hier une lettre de lui datée du 24. Par conséquent, il y a cinq jours, il allait bien.

DANIEL, *avec une admiration profonde.* — Ah !... Celui-là... Quel as !

CLAIRE. — Je crois, oui. Nous avons vu un de ses amis, la semaine dernière. Fred est un aviateur extraordinaire, à ce que cet ami disait. Paraît qu'il sait tout de naissance, qu'il est comme un oiseau.

DANIEL, *profondément.* — Quel as ! (*A Lucie qui lui apporte un verre de vin.*) Merci, Lucie.

Il boit. Lucie sort.

ÉMILIE. — Tu ne demandes pas des nouvelles de Toussaint ?

DANIEL. — Mais si. Comment va le sublime Toussaint ?

ÉMILIE. — Il y a vingt-huit jours que je suis sans nouvelles.

DANIEL. — Ah !

ÉMILIE, *presque agressive.* — Tu vas peut-être me dire que c'est naturel ?

DANIEL. — Naturel, non. Mais ça arrive.

MÉROVÉE. — Vous voyez, madame, ce que je disais. Ça arrive.

ÉMILIE, *au bord de la crise de nerfs.* — Oui, ça arrive. Et un beau matin, on reçoit un télégramme du Gouvernement qui vous donne enfin de vraies nouvelles. (*Criant.*) N'est-ce pas ?

Silence très court.

DANIEL. — Mais qu'est-ce qu'il raconte dans sa dernière lettre ?

CLAIRE, *essayant d'être gaie.* — Malheureux ! Qu'as-tu dit là ? Elle a quinze pages. Et maman la sait par cœur.

ÉMILIE. — J'ai eu le temps de l'apprendre.

DANIEL. — Mais est-ce que ça bardait dans son secteur ?

ÉMILIE. — Tu penses bien qu'il me ment. Si je l'écoutais ! Il suffit qu'il arrive quelque part pour qu'il ne s'y passe plus rien.

DANIEL. — Il y a tout de même deux ou trois coins tranquilles.

ÉMILIE. — Est-ce vrai ce que dit le lieutenant-colonel Rousset ?

DANIEL, *formel.* — Non.

ÉMILIE, *surprise.* — Mais tu ne sais pas ce qu'il dit.

DANIEL. — Lui non plus.

ÉMILIE. — Il parle d'une offensive générale.

DANIEL. — Tu vois bien qu'il ne sait pas ce qu'il dit ! Seulement, toi, tu as une mine ridicule.

MÉROVÉE. — N'est-ce pas ? Je disais à madame Lesparre qu'elle devrait aller passer une quinzaine avec maman à Barbizon.

CLAIRE. — Vous savez bien qu'elle n'ira pas.

DANIEL. — Pourquoi ?

CLAIRE. — Parce qu'ici, on reçoit les lettres un jour plus tôt.

Petit silence.

ÉMILIE, *hochant la tête.* — Un bonheur comme le nôtre ne pouvait pas durer, remarque bien.

DANIEL, *indulgent et un peu ironique.* — Je dois reconnaître que vous étiez assommants.

ÉMILIE. — Mais je me disais toujours : « Nous l'avons acheté si cher... si effroyablement cher »...

DANIEL, *avec un chagrin réel.* — Pauvre petit Sébastien ! Oui, vous l'aviez payé cher.

ÉMILIE. — Pas assez, tu vois, puisqu'il nous fallait encore ces quatre ans de supplice...

CLAIRE. — Ma petite maman !

ÉMILIE, *avec un sourire satisfait et mélancolique.* — Il est vrai que nous étions incommodants ! Quand ils nous voyaient passer, bras dessus, bras dessous, les inconnus, dans la rue, étaient gênés.

DANIEL, *indulgent et ironique, comme tout à l'heure.* — Tu exagères peut-être un peu.

ÉMILIE. — Et nous n'avions même pas l'excuse d'être obligés de nous cacher. Notre amour et notre chance étaient officiels, autorisés ! C'est de ça qu'ils se vengent !...

DANIEL. — Qui, ils ?

ÉMILIE, *avec une exaltation presque pénible.* — De ça, je te dis, uniquement de ça !

Daniel, Claire et Mérovée se regardant.

DANIEL, *essayant de changer de ton.* — En somme, on a fait la guerre uniquement pour t'embêter !

ÉMILIE. — Vingt-huit jours sans lettre, Daniel ! Et elle avait mis neuf jours à me parvenir. Il y a trent-sept jours que je ne suis plus sûre de sa vie !

DANIEL. — Calme-toi, mon petit, calme-toi !

ÉMILIE. — Quand ils l'ont nommé sergent, ils n'auraient pas pu lui donner une permission, dis ?... (*Avec éclat.*) Dis ?

DANIEL. — Ben...

ÉMILIE. — Sergent ! Ils le nomment sergent ! Et Frédéric est capitaine ! Tu ne trouves pas ça un peu ridicule, non ?

DANIEL. — Ça n'a aucun rapport.

ÉMILIE. — Ah ! ça... aucun... Parce que Toussaint est autrement plus intelligent que Frédéric !

DANIEL. — C'est entendu.

ÉMILIE. — Il est très gentil, cet enfant, mais il a tout de même été recalé deux fois au baccalauréat.

CLAIRE, *rectifiant.* — A l'oral.

ÉMILIE, *sarcastique.* — Oui. Parce qu'il était trop timide. Alors, quand je le vois capitaine, ce timide, ça me fait un peu rire !

DANIEL. — C'est drôle. Je ne te connaissais pas. Tu es plus femme que mère.

ÉMILIE, *agressive.* — Qu'est-ce que ça veut dire, ça ?

DANIEL. — Ça veut dire... ça veut dire que tu préfères Toussaint à Frédéric.

ÉMILIE, *avec violence, à Mérovée.* — Vous entendez ça, Nicolas ! Je préfère Toussaint à Frédéric ?

MÉROVÉE, *très ennuyé.* — Bon !

ÉMILIE, *agressive.* — Eh ! ben... répondez. Je préfère Toussaint à Frédéric ?

MÉROVÉE. — Oh ! moi, vous savez...

ÉMILIE. — Il ne s'agit pas de vous.

MÉROVÉE, *loyal.* — Ben, non.

CLAIRE. — Combien as-tu écrit de lettres à Frédéric cette semaine ?

ÉMILIE. — Deux.

CLAIRE. — Et à papa ?

ÉMILIE. — Ça n'a aucun rapport.

CLAIRE, *à Daniel.* — C.Q.F.D. Ce qu'il fallait démontrer.

ÉMILIE, *avec violence.* — Frédéric est à Bron. Frédéric vient au Bourget au moins une fois par quinzaine. Frédéric a des tas de petites amies. Moi, je suis la petite amie de ton père, — la seule ! — essaie de comprendre ça, si tu peux.

DANIEL, *avec doute.* — Oh ! la seule !

ÉMILIE, *livide.* — Tu te trouves très drôle ?

DANIEL. — C'est une plaisanterie. Quand je suis en permission, j'aime bien plaisanter.

ÉMILIE, *avec violence.* — Que tu te complaises dans la fange, que tu fasses tes délices de laveuses de vaisselle ou de souillons de comptoir, je n'en doute pas !...

DANIEL. — Un artiste est l'esclave de sa moelle épinière !

ÉMILIE. — Mais que tu viennes attribuer à Toussaint tes perversités de décadent pourri, c'est intolérable ! (*A Mérovée.*) Qu'est-ce qui vous fait rire comme un dadais ?

MÉROVÉE, *contrit.* — Décadent pourri...

ÉMILIE, *revenant à Daniel.* — Si tu n'as jamais rien fait de bon dans la vie, c'est peut-être parce que les filles honnêtes te faisaient peur.

DANIEL, *avec une violence et une méchanceté soudaines.* — Ou peut-être simplement parce que je me souvenais de Sébastien.

ÉMILIE. — Car tu me rends responsable de tout, n'est-ce pas ? Dis-le ! dis-le donc !

DANIEL. — Je n'en sais rien. Et je m'en fous. Je ne veux pas le savoir.

ÉMILIE. — Ah ! la méchanceté de papa !... Comme je viens de la retrouver dans tes yeux !

DANIEL. — J'en connais qui l'ont retrouvée dans les tiens !

CLAIRE, *effrayée.* — Mais enfin, vous êtes fous, qu'est-ce qui vous prend à tous les deux ?

MÉROVÉE. — Voyons, voyons !...

DANIEL. — Bonsoir, je vais retrouver mes laveuses de vaisselle.

Il fait un geste pour sortir.

ÉMILIE, *un cri.* — Daniel !

DANIEL. — Même de ma sœur, je n'accepterai pas certaines choses.

ÉMILIE, *sur le bord des larmes.* — Daniel, j'ai été stupide. Mais pense que j'ai pu te les dire. Tu es vivant, comprends-tu, je suis sûre que tu es vivant !

Silence.

DANIEL. — C'est entendu, je n'ai rien fait de bon dans la vie. Mais tu verras... après la guerre !... Qu'on me laisse dix ans... Qu'on me laisse seulement dix ans !...

Lucie entre.

LUCIE. — Il y a là un poilu qui vient de la part de M. Mérovée..

MÉROVÉE, *ahuri.* — De ma part ? Il m'a demandé ?

LUCIE. — Non. Il a simplement dit qu'il venait de votre part.

ÉMILIE. — Faites entrer.

Lucie sort. Daniel va vers Emilie et, sans mot dire, l'embrasse vite et fort. Emilie lui caresse la joue. Un poilu entre. Il a vingt-cinq ans et, malgré sa tenue bleu-horizon extrêmement fatiguée, il est beau. Il aperçoit Nicolas et se jette dans ses bras avec une joie visible, à l'ahurissement général.

LE POILU. — Hé quoi ! tu es là, grande sauterelle !

Il lui bourre les côtes amicalement.

MÉROVÉE. — Comment vas-tu, vieille noix ?

Il lui rend ses bourrades.

LE POILU. — Toujours ta bonne gueule d'abruti !

Il lui bourre les côtes.

MÉROVÉE. — Et toi, toujours pommadé comme une cocotte !

Bourrade.

LE POILU. — Tu sais que les territoriaux ont refait la route ! C'est un billard.

MÉROVÉE. — Sans blague !

LE POILU. — On a changé de cuistot.

MÉROVÉE. — Ce n'est pas moi qui m'en plaindrai.

LE POILU. — Et puis alors, tu ne reverras jamais tes cent balles.

MÉROVÉE. — Charbonnel ?

LE POILU. — Il faisait trop le zigoto, ça devait lui arriver.

MÉROVÉE. — Je suis bien content de partir ce soir. Ce n'est pas moi qui irai voir sa mère.

Un court silence. Emilie, Claire et Daniel qui avaient assisté silencieusement à ces bruyantes effusions s'approchent.

LE POILU. — Tu pourrais peut-être me présenter.

MÉROVÉE. — Mon bon copain Félix, Félix Marbeau, des chaussures Marbeau. Son père vit en Amérique où il a plusieurs succursales. Comme il

était seul à Paris, je vous l'ai envoyé. Je pensais que vous pourriez le distraire un peu.

CLAIRE. — Vous avez très bien fait.

MÉROVÉE. — J'aurais pu l'expédier à maman. Mais j'ai pensé que Barbizon ne valait pas Paris pour un permissionnaire. (*Bourrade pleine de sous-entendus.*) Pas vrai, vieille noix ? (*Sous le regard réprobateur de Claire.*) Pardon !

ÉMILIE. — Nous serons très contents si vous voulez bien vous considérer un peu comme chez vous, ici.

DANIEL. — Je suis l'oncle. Je te piloterai.

Il lui serre vigoureusement la main.

FÉLIX. — Je ne sais comment vous remercier tous.

DANIEL. — En te débarrassant d'abord de ton barda.

Félix s'exécute.

CLAIRE, *presque trop gentille.* — Vous dînerez ici avec nous et nous irons tous en bande accompagner Nicolas à la gare.

MÉROVÉE, *se forçant un peu.* — Ce sera très gai.

FÉLIX. — Oui, mais... alors, là-haut tu m'attends, hein ? pour faire le héros.

CLAIRE. — Parce que Nicolas fait le héros ?

FÉLIX. — Comment ? Monsieur ne vous a rien dit ? Mais si je suis là à vous embêter aujourd'hui, c'est à monsieur que vous le devez.

CLAIRE. — Vous avez été en danger ?

FÉLIX. — Un peu, oui. Seulement, je m'en suis tiré grâce à monsieur qui est allé me chercher dans le *No man's land* sous prétexte que j'étais blessé et qui m'a ramené sur son dos, au milieu de ce qu'on appelle dans les journaux « une grêle de balles ».

MÉROVÉE, *sincèrement gêné.* — Je t'en prie, j'ai l'air d'un imbécile !

CLAIRE. — Mais c'était grave, votre blessure ?

FÉLIX. — Oh ! la blessure, ç'aurait pu aller. Mais avec ce qui tombait, comme je ne pouvais pas marcher, j'aurais été flambé s'il avait hésité une minute.

ÉMILIE. — Vous avez fait ça, Nicolas ?

DANIEL, *montrant Nicolas.* — Et il est là, il ne sait plus où se mettre. Décidément, tu me plais, toi !

Il lui flanque à son tour une bourrade.

ÉMILIE. — Je voudrais vous embrasser. C'est si bon de penser que si la même chose arrive à mon pauvre Toussaint, il y aura peut-être là-bas un petit Nicolas qui n'hésitera pas une minute.

MÉROVÉE. — Je n'ai pas de mérite. Paraît que je suis inconscient.

CLAIRE. — Oui, c'est ça... c'est de l'inconscience.

FÉLIX, *assez brutalement.* — Alors, cette inconscience-là, je me la souhaite. Parce que, de toute la compagnie, il a été le seul à l'avoir.

MÉROVÉE. — Ne parlons plus de ça. (*A Félix.*) Tu ne vas pas dîner dans cet état-là, tu es dégueulasse.

CLAIRE, *sévèrement.* — Nicolas !

FÉLIX. — Quoi, il a raison, je suis dégueulasse.

Claire sourit.

CLAIRE. — Je lui donne la chambre d'amis, hein ? Maman ?

ÉMILIE. — Il n'y tient peut-être pas. Les jeunes gens ont besoin de liberté pour faire leurs petites frasques.

Elle va s'asseoir un peu à l'écart où elle rêve.

CLAIRE. — Je suis sûre que M. Félix n'est pas comme ces jeunes gens-là. N'est-ce pas, monsieur Félix ?

FÉLIX, *très embêté.* — Non, évidemment non.

DANIEL. — Ne t'en fais donc pas. Je te piloterai. Moi aussi, je couche ici. Tu verras qu'on se débrouille quand même.

CLAIRE, *trop durement.* — Dis donc, mon oncle, tu ne vas pas débaucher M. Félix ? Venez, je vais vous montrer votre chambre.

MÉROVÉE, *avec une autorité soudaine.* — Vous permettez, je voudrais dire un mot à Félix !

Tout le monde s'écarte, Claire les observe intensément de loin, tout en ramassant les musettes de Félix.

MÉROVÉE, *à voix basse, pressante.* — Il faut que je te prévienne tout de suite : Claire...

Geste vague dans la direction de Claire.

FÉLIX. — Oui, eh ! ben !

MÉROVÉE, *avec effort.* — Je l'adore !

FÉLIX. — Ah ! bon.

MÉROVÉE. — Alors, hein ?

FÉLIX. — Compris. Mais c'est dommage ! (*A Claire.*) Je vous suis ; vous voyez que nous n'avons pas été longs.

CLAIRE. — Si vous voulez, demain, je vous ferai visiter le Musée du Louvre.

FÉLIX, *écœuré.* — Excellente idée !

Il lui prend ses musettes. Elle lui sourit. Ils sont sortis par la porte de la bibliothèque, car la chambre d'amis est au rez-de-chaussée.

DANIEL, *hilare, à Mérovée.* — Mon vieux, elle va lui organiser une de ces permissions artistiques et littéraires ! Il va bien rigoler !

MÉROVÉE, *pensif.* — Elle ne m'a jamais fait visiter le Musée du Louvre.

Lucie est entrée depuis une seconde. Elle voit Emilie à l'écart qui rêve. Elle appelle à mi-voix.

LUCIE. — Monsieur Daniel !

DANIEL, *à Mérovée.* — Une seconde, mon cher. Je crois qu'on veut m'aimer dans ce coin-là !

LUCIE. — Je ne sais pas comment le lui annoncer. (*Elle désigne Emilie.*) Je viens de rencontrer le facteur dans l'escalier. Je suis remontée en courant. J'ai une lettre pour elle.. Enfin !

Elle la lui tend.

DANIEL. — Ma pauvre Lucie... (*Appelant Emilie.*) Emilie, cette pauvre Lucie est folle. Elle croit encore que la joie fait peur.

Emilie se lève brusquement comme tout à l'heure.

ÉMILIE. — Il vient d'arriver ?

DANIEL. — Presque. Tu as une lettre. Et une vraie. Il y a le poids.

Il la soupèse.

Emilie va à lui et lui arrache la lettre des mains.

ÉMILIE. — Donne.

Elle la décachète, regarde la date.

DANIEL. — Quelle brute !

ÉMILIE, *haletante.* — Elle est du 26. Il y a trois jours ! Il était vivant il y a trois jours ! (*A Lucie.*) Lucie, allez chercher mademoiselle.

MÉROVÉE, *avidement.* — Oui, s'il vous plaît !

LUCIE, *après un regard à Mérovée.* — Bien, madame.

Elle sort.

ÉMILIE. — A six heures du soir ! On ne se bat plus à six heures du soir. Donc, elle est presque du 27.

Claire entre.

CLAIRE, *en coup de vent.* — Une lettre de mon petit papa ? Quelle joie !

ÉMILIE. — Et du 26 !

DANIEL. — Presque du 27 !

ÉMILIE. — Qu'est-ce que j'ai fait le 26 ? Pendant qu'il m'écrivait ?

CLAIRE. — Le 26 ? C'était samedi. Eh bien, nous sommes allées à Asnières voir la vieille mère Rouzet, pour prendre des nouvelles de son fils qui est à Salonique.

ÉMILIE. — Ah ! oui, c'est vrai. La mère Rouzet !

CLAIRE. — Il pleuvait à torrents. Nous ne l'avions pas vue depuis cinq mois. Nous aurions pu tout aussi bien y aller le lendemain. Non, maman n'a rien voulu savoir.

MÉROVÉE, *avec réprobation.* — Tss !... Tss !...

ÉMILIE, *qui regarde avidement sa lettre.* — R... R... Tu connais un village qui commence par R ?

DANIEL. — Il doit y en avoir plusieurs.

ÉMILIE. — Dans le secteur 349.

DANIEL. — Même dans le secteur 349. Et puis, il faudrait encore connaître le secteur 349.

ÉMILIE, *aux deux autres.* — Asseyez-vous !

DANIEL. — Ah ! nous avons droit à la lecture ?

ÉMILIE, *ils s'installent autour d'Emilie.* — Alors, c'est daté du 26 et posté à R... (*Elle lit.*) « Ma femme »...

DANIEL. — C'est votre nouveau terme de tendresse ?

ÉMILIE. — Il contient tous les autres. D'autant que Toussaint ne me le dit pas parce que nous sommes mariés.

CLAIRE. — Tu ne vas pas interrompre tout le temps ?

DANIEL, *à Mérovée, immobile et qui regarde Claire.* — Et ne tousse pas, toi !

Il lui donne un coup dans les côtes.

ÉMILIE. — Je continue. (*Elle lit.*) « Nous sommes au repos à R... Je me demande d'ailleurs au repos de quoi. Nous n'avons pas eu le moindre incident depuis des mois, à croire que les types d'en face se désintéressent de nous complètement. » (*Elle relève les yeux pour dire à Daniel.*) Quel menteur !

DANIEL. — S'il ne se passe rien, il ne peut tout de même pas inventer !

ÉMILIE, *continuant sa lecture.* — « Dans le calme exaspérant au milieu duquel nous vivons, on a le temps de penser aux amis. Aussi je voudrais bien que tu ailles le plus tôt possible voir la vieille mère Rouzet pour lui demander des nouvelles d'Etienne. »

Tous regardent Emilie.

CLAIRE. — Je comprends maintenant pourquoi on ne pouvait pas attendre qu'il ne pleuve plus.

DANIEL, *sincère.* — Vous me faites peur tous les deux, avec votre amour...

ÉMILIE, *lisant sans s'occuper des interruptions.* — « Dis à la petite Claire que son papa l'adore, qu'il pense à elle tout le temps et qu'il espère qu'elle est bien sage. Remercie-la pour le paquet et surtout pour l'eau de Cologne. J'ai eu une lettre de Frédéric hier. Il s'attend à bénéficier d'une nouvelle permission. » (*Elle interrompt sa lecture pour dire d'une voix blanche.*) Ils ont de la chance dans l'aviation. (*Elle reprend sa lecture.*) « d'une nouvelle permission. Ne t'étonne pas de le voir boîter légèrement. Il a dû sauter en parachute de son avion en flammes. » (*Elle laisse retomber la lettre et murmure avec angoisse.*) Pardon, Frédéric, mon petit Frédéric...

Les larmes l'étouffent.

DANIEL. — N'en fais pas un drame. Ce n'est rien.

ÉMILIE. — J'ai été tellement injuste avec lui. Oh ! je jure que si on me rend son père, je consacrerai ma vie à ce petit, j'essaierai de me faire pardonner.

DANIEL. — Bonne idée, c'est entendu, tu lui consacres ta vie... Continue, veux-tu ?

ÉMILIE, *s'essuie les yeux et reprend la lecture.* — « Mon chéri, ton absence devient de plus en plus insupportable. Après la permission, j'ai d'abord éprouvé comme une espèce d'asphyxie. J'étais engourdi, abruti, et pas tellement malheureux. Maintenant, c'est une plaie qui se rouvre, une intolérable souffrance de chaque instant. Le soir... (*Elle s'arrête, parcourt la suite de la lettre, répète.*) Le soir... » (*Puis, relevant la tête, déclare.*) Je m'excuse. Je ne peux pas lire la suite devant Claire. C'est trop personnel.

RIDEAU

MARCEL ACHARD

(La fin dans le prochain numéro.)

LA CHUTE DE MUSSOLINI

Le 19 juillet 1943 (huit jours après le débarquement américain en Sicile), Mussolini, accompagné du général Ambrosio, de Bastianini, de l'ambassadeur d'Italie à Berlin, Alfieri, et du colonel Montezemolo, qui devait servir d'interprète et fut plus tard fusillé par les Allemands, se rencontrait au château du sénateur Gaggia, près de Feltre, avec Hitler, le maréchal von Keitel, l'ambassadeur d'Allemagne à Rome, von Mackensen, les généraux von Rintelen et Warlimont.

C'est de cette rencontre que devait dépendre le maintien de l'alliance entre l'Italie et l'Allemagne.

Des frictions sérieuses s'étaient déjà manifestées entre les chefs militaires des deux nations. L'Allemagne n'était plus en mesure d'assister efficacement son alliée. Les généraux italiens étaient mécontents, les Allemands critiquaient et se plaignaient.

Hitler avait beau soutenir que la victoire de l'Axe ne dépendait pas de la situation particulière sur chaque front, que la guerre n'était pas seulement la guerre de l'Italie et de l'Allemagne contre la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Russie, mais bien la guerre de toutes les nations européennes pour le destin de l'Europe entière ; chaque nation pensait avant tout à ses propres intérêts et l'Italie, comme la Roumanie, comme la Hongrie, étaient préoccupées de leur sort.

Bastianini et Ambrosio avaient réussi, croit-on, à faire comprendre au Duce que l'Italie ne pouvait plus continuer la guerre. Le maréchal Badoglio, au cours d'un discours prononcé à Agro San Giorgio Jonicò — après l'armistice du 8 septembre 1943 — a affirmé que Mussolini avait été à la rencontre de Hitler, bien résolu à le convaincre de la nécessité, pour l'Italie, de demander un armistice.

S'il est vrai, a écrit Paolo Manelli, dans *Roma* 1943, que Mussolini se rendit à Feltre avec le visage féroce de l'employé, bien résolu à faire entendre au chef de bureau ses quatre vérités et à exiger finalement une augmentation,

il lui arriva précisément ce qu'il advient à l'employé qui, au moindre froncement de sourcils de son supérieur, se sent paralysé. Face à Hitler, Mussolini n'osa plus ouvrir la bouche.

Les deux chefs s'enfermèrent tout de suite, seuls, dans un salon où ils s'entretinrent de longues heures. Puis eut lieu une réunion plénière. Hitler, s'adressant aux collaborateurs de Mussolini, s'exprima sévèrement sur l'armée italienne et se plaignit de ce que l'Italie ne se montrât pas résolue à vaincre. Montezemolo traduisit. Mussolini se taisait. Aussi la demande du chef de l'état-major italien pour une assistance allemande en matériel de guerre et non en hommes ne fit-elle aucune impression sur le Führer.

La femme du jardinier de la villa Gaggia, où eut lieu le déjeuner, a raconté qu'en préparant la salle à manger on enleva d'un vase, au dernier moment, un petit drapeau américain, oublié après une fête offerte, avant guerre, par le propriétaire. Elle ajouta que, tandis que le Führer faisait honneur au repas, mais n'adressait la parole qu'aux diplomates et militaires de sa suite, Mussolini, préoccupé et silencieux, buvait café sur café.

A la fin du déjeuner on apprit que Rome venait d'être bombardée. Mussolini dit combien il regrettait d'être loin de sa capitale. Ambrosio lui fit observer que, désormais, les occasions d'assister à d'autres bombardements ne lui manqueraient pas.

Après le déjeuner, Mussolini et Hitler s'enfermèrent de nouveau dans un salon pour continuer leur colloque à deux.

Les collaborateurs du Duce, attendant et fumant dans une pièce contiguë, se demandaient à voix basse : « Se décidera-t-il à lui dire que nous voulons sortir de la guerre ? » Ils apprirent que Hitler avait décidé d'avancer l'heure de son départ. En présence de ce mauvais signe, ils devinrent plus anxieux. La porte de la salle où les chefs discutaient demeurait close. Que se passait-il ? Durant trois longues heures, ils entendirent les échos de la voix dure et métallique du Führer. Mussolini se taisait toujours.

A un moment donné, Alfieri alla trouver Mussolini qui accepta de rejoindre ses collaborateurs. Ambrosio lui murmura : « Vous avez mené le pays à la ruine. Vous devez le tirer de l'abîme. Vous devez parler clairement, exposer la situation telle qu'elle est aux Allemands qui entendent se servir de l'Italie comme d'un rempart. » Il y eut une vive discussion. Mussolini s'écria : « Vous croyez que j'ai peur pour ma peau ? » « Il n'est pas question de votre peau, répondit Ambrosio, irrité. Il est question de l'Italie. » Bastianini et Alfieri se joignirent au général pour exhorter leur chef à parler franchement à Hitler et à le persuader de le laisser prendre l'initiative en faveur de la paix. Mussolini se leva en disant : « J'y penserai. »

On ne saura jamais si, à la fin de l'entretien, ou bien durant le voyage de deux heures en automobile et en train que firent le Duce et le Führer pour arriver au champ d'aviation, il fut question d'armistice. Au moment du départ de Hitler, le général Ambrosio, s'approchant de Mussolini, lui demanda : « Lui avez-vous dit quelque chose ? » Le Duce, tournant le dos, répondit sèchement : « Nous en reparlerons. »

Durant le voyage de retour, Mussolini déclara qu'il n'avait pas l'intention de faire publier un communiqué. Cependant, quelques minutes après, pensant qu'il devait expliquer son absence de Rome, au cours du bombardement, il dicta : « Hier, dans une ville de l'Italie septentrionale, le Duce et le Führer

se sont rencontrés. Ils ont examiné en commun des questions d'ordre militaire. »

A peine arrivé à Rome, Mussolini eut un entretien avec le roi.

Mussolini a rapporté son entretien avec le roi qu'il trouva renfrogné et nerveux.

« Situation tendue, aurait dit le Duce, cela ne peut plus continuer. La Sicile est perdue. Les Allemands nous assènent un coup de Jarnac. La discipline des troupes se relâche. Les aviateurs de Ciampino, au cours de l'attaque, ont fui jusqu'à Velletri. Ils appellent cela « un éclaircissement ». J'ai suivi l'incursion de l'autre jour de la villa Ada, par-dessus laquelle les vagues sont passées. Je ne crois pas que les appareils étaient, comme on l'a dit, quatre cents. Ils étaient la moitié. Ils volaient en formations parfaites. L'histoire de la « ville sainte » est finie. Il faut poser le dilemme aux Allemands... »

Tel est le résumé de l'entretien. L'avant-dernier d'une longue série. Depuis novembre 1922, Mussolini se rendait régulièrement au Quirinal deux fois par semaine : le lundi et le jeudi. Il y allait à 10 h. 30, en civil, chapeau melon. Le sous-secrétaire à la présidence du Conseil l'accompagnait. En plus de ces entrevues hebdomadaires, d'autres avaient lieu pour divers motifs, et, à l'époque des manœuvres d'été.

Les rapports étaient toujours cordiaux, mais jamais amicaux. Entre les deux hommes, il y avait une sorte de gêne qui ne permettait pas d'arriver à des relations de vraie confiance. Au cours de la guerre, le roi fut toujours un hésitant, un « remorqué » ; pourtant il ne souleva jamais aucune objection contre la guerre, il considérait même la lutte contre la France et la Grande-Bretagne comme une nécessité. Dans les dernières années de la lutte, son opinion sur ce point parut, il est vrai, se modifier.

Le mercredi, 21 juillet, à midi, heure habituelle du rapport, le secrétaire du parti, Scorza, présenta au Duce l'ordre du jour que Grandi et d'autres chefs du parti qui avaient décidé d'engager la lutte contre Mussolini se proposaient de soumettre au Grand Conseil. Mussolini lut ce document et le rendit à Scorza en lui disant qu'il était inadmissible et abject. Scorza le remit dans sa serviette sans insister et fit à Mussolini un discours ambigu, au cours duquel il fut question de « roman policier » et d'un complot qui se tramait, mais Mussolini n'attribua pas grande importance à ce langage. Dans l'après-midi, le Duce recevait Grandi qui effleura divers sujets, mais ne dit rien de ce qui se préparait.

■ ■

Dino Grandi est un homme bien bâti, bien musclé, avec une courte et forte barbe noire qui lui donne l'aspect d'un seigneur médiéval.

En 1915, à vingt ans, il quitte la Faculté de droit pour prendre part à la guerre, d'où il revient avec quatre médailles. En 1921, son élection comme député de Bologne est invalidée parce qu'il n'a pas encore l'âge requis.

Fondateur du journal *L'Assalto*, fasciste de la première heure, il participe à la marche sur Rome, en qualité de chef d'état-major du Quadrumvirat. Membre de la direction du parti, vice-président de la Chambre, membre du Grand Conseil, ministre des Affaires étrangères de septembre 1928 à juillet

1931, il abandonne cette charge pour aller représenter l'Italie auprès de la Cour britannique et se trouve à Londres durant les périodes délicates de l'intervention dans la guerre civile d'Espagne, des sanctions et de la guerre en Ethiopie.

Il est remplacé par l'ambassadeur Bastianini et le Duce lui offre le ministère de la Justice. En cette qualité, il préside la commission pour la refonte des codes, selon les principes de l'État fasciste.

Le 6 février 1943, il est remercié, comme les autres ministres, parce que Mussolini sait que son ancien compagnon de la première heure ne l'approuve plus sans réserve et qu'il critique la conduite politique et militaire de la guerre.

Le comte Grandi ne cache pas, en effet, ses opinions. Il a quelques entretiens avec le roi qui lui confère le collier de l'Annunziata, il cause franchement avec le général Ambrosio, avec d'autres personnalités du régime, puis se retire à Bologne. Mais, le 12 juillet, le secrétaire général du parti, Scorza, l'invite à rentrer dans la capitale, car il désire préparer une campagne de propagande à laquelle tous les membres du Grand Conseil et les hiérarques fascistes prendront part, en prononçant des discours dans diverses villes d'Italie.

Cette fois, cependant, avant de s'appliquer à leur mission, les chefs fascistes demandent à être mis en contact direct avec le Duce, afin d'être éclairés sur les événements politiques et militaires. Reçus par le chef du gouvernement, ils le prient de convoquer le Grand Conseil. Mussolini, ennuyé, fait une vague promesse. Sur ces entrefaites, Grandi, qui se trouvait encore à Bologne, arrive à Rome. Il désire également parler au Duce. « Ceux qui ont vécu sous le régime fasciste, a-t-il dit plus tard, savent qu'il fallait un certain courage pour entreprendre une telle démarche. Assister à la séance n'était rien, mais en demander la réunion pouvait être un suicide. Mussolini accepta de me recevoir, m'accordant dix minutes d'entretien.

» Je commençai par lui rappeler une de ses phrases : « Périsse le parti pourvu que la Patrie soit sauve » et je lui exposai que le pays était en danger, qu'il était temps de restituer au roi le pouvoir, afin qu'il fût possible de conclure la paix. L'audience ne dura pas dix minutes, mais bien une heure et demie. Mussolini, sombre, m'écoutait, en jouant avec un crayon. A la fin il se leva et me dit : « Bien, nous verrons. »

Rentré chez lui, le comte Grandi se prépara à la bataille. Il parcourut la liste des membres du Grand Conseil, nota les noms de six d'entre eux. Le soir même, il les rencontrait dans l'intention de s'assurer qu'ils étaient prêts à le seconder. « La police était déjà au courant de mes démarches et nos conversations risquaient de finir dans un bain de sang, mais il n'en fut rien et l'on arriva à la séance du 24 juillet. »

■ ■

Il n'existe pas de compte rendu sténographié de la fameuse séance. La première version écrite connue en Italie fut celle que publia la *Neue Zürcher Zeitung* au mois d'août 1943, n° 140, d'après la relation d'une personnalité anonyme qui avait assisté à la réunion. Une autre version, publiée plus tard à Rome, est attribuée à l'ex-ministre de l'Éducation nationale : Bottai.

Mussolini, dans ses *Mémoires d'une année*, parus dans le *Corriere della Sera* durant l'été de 1944, a aussi raconté comment la discussion s'était déroulée. Un journaliste américain : Frederik C. Painton, s'appuyant sur le compte rendu qui lui a été fait par un membre du Grand Conseil, a rapporté à son tour les péripéties de l'assemblée historique dans le *Harper's Magazine* de janvier 1945. Paolo Monelli, dans *Roma* 1943, a lui aussi recueilli de la bouche même de certains membres du Grand Conseil, quelques détails inédits. Enfin, nous avons le récit fait par le comte Dino Grandi au Portugal à M. H. Bent, journaliste américain, et les mémoires présentés par le comte Ciano et les cinq autres membres du Grand Conseil au tribunal spécial extraordinaire de Vérone, pour leur défense.

Toutes ces versions et d'autres qui m'ont été rapportées par des témoins de cette assemblée historique concordent dans l'ensemble. Elles font toutes ressortir le caractère de violence de cette réunion, au cours de laquelle un groupe d'hommes qui avaient non seulement servi, mais suivi, obéi et même admiré le Duce depuis plus de vingt ans entreprirent (tardivement) de lui démontrer ses erreurs.

■ ■

Le samedi 24 juillet, une atmosphère étouffante pesait sur les rues désertes de Rome, par un temps de canicule. Les palais aux persiennes closes semblaient endormis dans leurs souvenirs centenaires. Des stores brun jaunâtre protégeaient les vitrines des boutiques du Corso, aux grilles fermées. Les salles des cafés étalaient des rangées de tables vides.

Sur la place de Venise, sans une ombre, sans un passant, l'agent en casque colonial regardait, les bras ballants, de rares autobus rouler, sans voyageurs, vers la place de l'Exèdre ou le Colisée.

Quatre heures. Des automobiles se dirigent vers l'entrée du grand palais brun. Les deux miliciens en chemise noire, immobiles devant leur guérite, présentent maintenant les armes toutes les cinq minutes. Des valets galonnés s'empressent. L'un après l'autre, les membres du Grand Conseil fasciste, en uniforme, saluent en levant le bras et pénètrent rapidement dans la cour ombreuse.

On a dit qu'ils étaient tous armés. On a raconté que Grandi, qui n'était pas sûr de sortir vivant de la séance, s'était confessé la veille et avait communié le matin même.

A 4 h. 15, les membres du Conseil se trouvent tous au complet, réunis dans la grande salle, à côté du salon de la Mappemonde qui servait de cabinet de travail au Duce.

Mussolini causait debout, appuyé à sa table, avec le général Galbiati, commandant de la milice fasciste, et Carlo Scorza, secrétaire général du parti. Son crâne chauve ruisselait, il avait l'air dur et de fort mauvaise humeur.

Pénétrant dans la salle du Conseil, il murmura à Scorza, au moment où ce dernier, selon l'usage, demandait le salut au Duce : « Nous allons vers un piège. »

Les membres du Grand Conseil s'étaient tous levés, Mussolini salua à la romaine, déposa sur la table présidentielle un gros dossier qu'il avait apporté avec lui, et s'affaissa dans son fauteuil, exprimant par une grimace et un geste qu'il ressentait une douleur à l'estomac.

Dans la salle régnait un grand silence. Mussolini dit : « La séance que vous avez demandée avec insistance est ouverte. Veuillez m'écouter et ne vous méprenez pas sur ce que je vais vous dire. Je serai clair, bref. Je vous ferai savoir ce que vous devez connaître, en commençant par l'historique du commandement. » Mussolini exposa comment on était arrivé à lui faire déléguer par le roi les pouvoirs militaires. Puis il passa à la conduite de la guerre, à la retraite de Lybie, de Tripolitaine, de Tunisie, critiquant sévèrement les généraux et les chefs. Il savait bien que la position d'El Alamein était intenable et, à cause de cela, il avait recommandé à Rommel de se fortifier à Marsa Matrouk. Mais le général allemand ne l'avait pas voulu, il n'était pas disposé à entendre les conseils des généraux italiens. D'autre part, en ce qui concernait la Tunisie, il avait soutenu que toute la France et ses possessions d'Afrique du Nord devaient être occupées immédiatement après l'armistice. Il avait même demandé de tenter l'occupation de Gibraltar. Parlant de Pantelleria, il dit : « Quand l'amiral Pavoni, après avoir repoussé deux offres de reddition, me fit savoir que la défense de l'île était devenue impossible, je lui télégraphiai l'ordre de se rendre. Seuls Staline et le Mikado peuvent exiger le sacrifice jusqu'au dernier homme. » Revenant à la conduite de la guerre, il souligna qu'elle était caractérisée par des équivoques et des mensonges.

Le général de Bono, un des quadrumvirs, se leva pour défendre l'armée avec énergie. Farinacci l'interrompit, soutenant que le mal venait surtout de ce qu'il y avait trop de gens, en Italie, qui ne pouvaient pas supporter les Allemands et n'avaient pas confiance en l'Allemagne.

Mussolini parla de son entrevue avec Hitler. Le Führer lui avait proposé de faire retirer les troupes derrière le Pô, et de les placer sous le commandement direct des généraux de la Wehrmacht. Hitler aurait alors pu envoyer plusieurs divisions allemandes qui se seraient chargées de la défense complète de l'Italie industrielle. Sans se déclarer ouvertement, Mussolini fit comprendre qu'il avait repoussé l'offre et, revenant sur la question militaire, sur l'invasion de la Sicile, il s'arrêta un moment, leva les yeux vers son auditoire et dit d'une voix forte :

« Le problème se résume en deux mots : guerre ou paix. Reddition sans conditions ou guerre à outrance. Je sais que la guerre n'est pas populaire. Mais une guerre n'a jamais été populaire. La guerre d'Éthiopie avait aussi des adversaires, et les défaitistes n'ont pas manqué à cette époque. La guerre implique des sacrifices que les bourgeois ne veulent pas supporter. On ne doit pas attendre d'enthousiasme pour la guerre. Il suffit de savoir si nous avons la volonté de combattre. En 1935, toute la puissante flotte britannique se trouvait dans la Méditerranée ; cependant, notre volonté de combattre a suffi pour nous faire gagner la partie. A cette époque, Badoglio me disait qu'il fallait renoncer à mes plans. J'insistai et je pus vaincre, malgré l'opposition intérieure. »

Durant tout ce discours, à part l'interruption assez violente du vieux général de Bono (on a même rapporté que, fou de rage, il avait menacé Mussolini de son revolver), les autres membres du Conseil demeurèrent silencieux à leur place, s'épongeant le front, se bornant à boire des citronnades glacées. Mais l'atmosphère était surchargée d'électricité, l'orage allait éclater.

Bottai demanda si l'Italie était prête à recevoir le coup que les alliés allaient lui asséner. « Tu nous as donné l'impression qu'une défense techniquement

efficace de la péninsule n'est pas possible. Tes déclarations ont porté un coup de massue à nos dernières illusions. Tu viens d'énumérer une série de difficultés qui entravent l'action du commandement suprême. D'autre part, tu as reconnu que les Allemands ne veulent tenir aucun compte de tes suggestions. Ah! c'est bien notre faute de n'avoir pas demandé la convocation du Grand Conseil depuis trois ans! »

Mussolini, muet, semblait absorbé par d'autres pensées.

Vers les sept heures, Grandi demanda la parole. « Tu sais, dit-il, ce que je désire. Je te l'ai déjà dit, il y a deux jours. » Et il conclut en demandant que les prérogatives parlementaires soient rétablies et que le roi puisse assumer l'initiative de toutes décisions.

A ce moment, un cri qui, dans la circonstance prenait un caractère de révolte, jaillit de tous les côtés : « Votons! Aux votes, aux votes! »

Mussolini était pâle. Pour masquer son énervement, il passait un crayon de la main droite à la main gauche, s'agitait sur un fauteuil, cherchait à repousser la demande de vote. Grandi a raconté qu'il aurait suffi alors d'une simple parole de Mussolini pour que « nous tous nous ne puissions plus parler ».

Soixante hommes armés de sa garde personnelle se trouvaient dans le palais et auraient pu massacrer tous les conseillers.

Grandi se met à lire l'ordre du jour qu'il avait auparavant soumis à ses amis. Après avoir rendu hommage aux combattants, examiné la situation intérieure et internationale ainsi que la conduite politique et militaire de la guerre, proclamé le devoir sacré de tous les Italiens de défendre à tout prix l'unité, l'indépendance, la liberté de la patrie, fruits des sacrifices et des efforts de quatre générations depuis le *Risorgimento* jusqu'à ce jour, ainsi que la vie et l'avenir du peuple, après avoir affirmé la nécessité de l'union morale et matérielle de tous les Italiens en ces heures graves et décisives pour les destins de la nation, il déclare qu'il est nécessaire de rétablir immédiatement toutes les fonctions de l'État, en restituant à la Couronne, au Grand Conseil, au gouvernement, au parlement et aux corporations, les devoirs et les responsabilités établis par les lois constitutionnelles ; il invite le gouvernement à prier Sa Majesté le roi, vers lequel le cœur de toute la nation se porte dans un sentiment de fidélité et de confiance, d'assumer le commandement effectif des armées de terre, de mer et de l'air, selon l'article 5 du statut du Royaume, et de prendre l'initiative suprême des décisions que les institutions lui attribuent.

Commentant son ordre du jour avec passion et éloquence, Grandi s'élève contre la dictature, sa longue durée, sa dégénérescence et surtout contre la formule imbécile de la « guerre fasciste ».

« C'est ta dictature qui nous a fait perdre la guerre, s'écrie-t-il, tu mènes les destins de toute une grande nation comme les intérêts privés d'un seul individu. Il ne suffit pas que tu assumes ta propre responsabilité, il y a aussi la nôtre, et celle du pays tout entier. Tu nous a tenus à l'écart, dans l'impuissance. Tu as étouffé les prérogatives de la Couronne. Parmi les phrases ridicules que tu as fait tracer sur tous les murs, il y en a une que tu as prononcée sur le balcon du palais Chigi en 1924 : « Périsse le parti, pourvu que vive la nation. »

« Eh bien! le moment est venu de faire périr le parti! »

Mussolini continue de s'agiter sur son fauteuil. Il suffoque, déboutonne le

col de son veston. On vient d'allumer les lampes, et il apparaît pâle, défait.

Ciano se lève. Mussolini lui lance un regard plein de haine et s'écrie : « Tu as commencé à me trahir, du jour et de l'heure où tu as mis les pieds dans ma maison! »

Ciano parle. Il admet qu'il est nécessaire de résister jusqu'à l'extrême limite des forces, mais, puisque le chef a parlé de la fidélité aux pactes avec l'Allemagne, il convient d'en retracer l'histoire. L'Allemagne nous a demandé l'alliance à deux reprises. La première fois à Naples, durant la revue navale de 1938. Mussolini a éludé la réponse. La seconde fois en 1939. Mussolini a accepté, dans l'espoir d'arrêter l'Allemagne dans sa course vers la guerre. Hitler s'était alors engagé à ne pas créer de conflits de nature à provoquer une guerre, mais déjà l'état-major germanique avait fixé la date de l'attaque contre la Pologne. L'Italie n'avait été ni avertie ni consultée à ce sujet. Ciano rappelle la réunion de Salzbourg au cours de laquelle il avait lu une lettre de Mussolini à Hitler.

« Vous parliez, dans cette lettre, de l'état de nos armements et vous recommandiez de ne pas engager les hostilités avant l'année 1943 ou 1944. Mais l'Allemagne ne vous a pas écouté. Vous n'avez jamais rien caché aux Allemands, alors qu'ils ne vous ont pas traité de la même manière. Les Allemands ne vous ont informé de leur attaque contre la Pologne qu'au moment où leurs troupes avaient déjà traversé la frontière. Ils ont continué ce jeu pour toutes leurs attaques : contre le Danemark, la Norvège, la Belgique et la France. J'étais avec l'ambassadeur von Mackensen jusqu'à minuit et ce n'est qu'à 4 heures du matin qu'il m'informa que les troupes allemandes avaient traversé la frontière. Il en fut de même pour la guerre contre la Russie. »

Ciano conclut que l'on pourrait facilement repousser toute accusation de trahison. Nous ne pourrions être considérés comme traîtres, puisque c'est nous qui avons été trahis. »

Farinacci défend les Allemands. Il donne lecture d'un ordre du jour insistant sur la nécessité de maintenir l'alliance avec l'Allemagne, et demandant de transférer au roi les pouvoirs militaires seulement.

Mussolini reprend la parole. Il se plaint des critiques qu'il vient d'entendre contre le fascisme. « A quoi servent ces reproches au moment où nous sommes en lutte contre trois empires? »

A son tour, Federzoni, répliquant à Mussolini qui a soutenu que toutes les guerres sont impopulaires, déclare que la guerre fasciste divise la nation, et que d'autres guerres, comme celle de Libye et en particulier celle de 1915-1918, n'ont pas été impopulaires. « Le peuple italien désire votre démission et le parti continuera de vivre sans vous. » Le mot démission est encore prononcé par d'autres.

Mussolini, excédé, répond : « Si, à l'époque où j'étais malade, j'avais été moins bien soigné par mon médecin, vous n'auriez peut-être pas eu l'occasion de discuter ce sujet aujourd'hui », et il passe un billet à Scorza, lui suggérant de demander la levée de la séance.

A peine Scorza ouvre-t-il la bouche que Grandi, furieux, s'écrie : « Lorsqu'il s'agissait de la discussion sur la charte du travail, tu nous as tenus ici jusqu'à 7 heures du matin. Aujourd'hui, nous discutons le sort de la patrie et nous pouvons demeurer en séance pendant une semaine. On ne sortira pas d'ici avant d'avoir voté sur mon ordre du jour. »

Mussolini, conciliant, fait signe qu'il accepte et la séance est simplement interrompue pour quelques moments.

On passe alors dans la salle voisine. Alfieri et Scorza entourent Mussolini ; d'autres fidèles, plus timides les rejoignent. Buffarini-Guidi murmure : « Il y a de la trahison dans l'air. » Mussolini le regarde d'un air navré. En attendant, Grandi fait signer son ordre du jour qu'il présente d'un geste impérieux. Fort peu nombreux sont ceux qui refusent leur signature.

La séance est reprise. Bastianini soutient qu'il y a une scission entre le parti et la nation qui est devenue hostile au régime, et qu'en politique étrangère on a eu le tort de ne pas avoir assez ménagé les intérêts des puissances de l'Europe orientale.

Scorza a aussi un ordre du jour à soumettre, un ordre du jour qui, en substance, approuve la politique de Mussolini. Il dit que ceux qui s'opposent à la dictature et à la guerre devraient être jugés comme des traîtres. « Oui, des traîtres! s'écrie Farinacci. Nous devons punir tous ceux qui font preuve d'esprit démocratique. » Le général Galbiati attaque le groupe Grandi : « La milice saura comment elle devra se comporter envers ceux qui ont élevé la voix ici.»

Et Tringali Casanova ajoute : « Rappelez-vous que vous jouez votre tête en ce moment. »

La nuit est venue. Une grande fatigue succède à la nervosité. Parfois le silence plane dans la salle. Trois votes favorables à l'ordre du jour de Grandi sont retirés. Ceux qui les avaient signés, prétendent, intimidés, qu'ils l'ont fait par erreur. Galbiati, commandant en chef de la milice fasciste, répète à voix basse, mais de manière à être entendu par les trente conseillers : « Je ne vois pas clair, je ne comprends pas cet ordre du jour. Je ne vois pas clair, il ne me plaît pas. Non... il ne me plaît pas. » Il se frotte les mains et roule des yeux. Quelques jours après, Ciano, racontant les péripéties de la séance à un ami, lui dit « qu'en ce moment un frisson froid lui parcourut le dos et qu'il pensa à Fouquier-Tinville. »

Pour Galbiati, qui a la parole, il n'existe pas de scission entre le parti et la nation : « Vous seuls, dit-il, en pointant le doigt vers Grandi, Bottai, Bastianini, vous seuls vous êtes séparés de la nation. Qu'importe que l'armement soit déficient! Pour vaincre, il suffit de vouloir combattre et, si cette volonté de combat manque dans les hautes sphères, elle existe par contre dans le peuple. »

Mussolini semble reprendre courage. « Vous accusez le fascisme, mais le peuple lui reproche surtout le fait qu'il a servi à vous enrichir. Le peuple se serre la ceinture et vous vous ne pensez qu'à gagner de l'argent. J'ai des preuves ici », et il bat de sa main un volumineux dossier.

Grandi se lève : « Ce qui arrivera importe peu. Nous demandons le vote. Nous voulons voter. »

Il s'ensuit un grand tumulte. Des insultes sont échangées. Quelqu'un dit : « On prépare notre assassinat! » Tout le monde crie à la fois. Pareschi, qui souffre du cœur, s'évanouit. On l'assiste et le calme revient.

La voix de Mussolini s'élève. « Supposons, dit-il, que le Gouvernement prie le roi d'assumer toutes les responsabilités. Quelle sera sa réponse? Ou le roi, que j'ai servi durant vingt ans, me confirmera sa confiance, et, dans ce cas, je sais ce qu'il conviendra de faire, sans votre assistance ; ou bien... il me retirera mon mandat, et alors les choses peuvent changer radicalement,

car j'en ferai une question personnelle. J'ai soixante ans et je sais ce qu'une pareille attitude signifierait. Chacun de vous assume la responsabilité de son vote. Quant à vos insultes, je saurai m'en rappeler. — C'est un chantage, » s'écrie quelqu'un.

Scorza voudrait faire passer d'abord son ordre du jour qui soutient la politique de Mussolini et confirme les pouvoirs du Duce, mais comme celui de Grandi a déjà été approuvé par dix-neuf signatures, il est obligé de lui accorder la priorité et Scorza fait alors l'appel nominal. Il commence par son propre nom suivi d'un « non » énergique, puis vient le nom de Bono qui répond : « oui ». De Vecchi, Grandi, de Marsico, Acerbo, Pareschi, Cianetti, Federzoni, Balella, Gottardi, Bignardi, de Stefani, Bottai, Rossoni, Marinelli, Alfieri, Ciano, Bastianini, Albini répondent également : « oui ».

Dans l'autre camp : Scorza, qui voulait confirmer les pouvoirs du Duce, Farinacci, fidèle à l'alliance avec les Allemands, partisans de transférer seulement les pouvoirs militaires au roi, et Biggini, Polverelli, Tringali-Casanova, Frattari, Buffarini-Guidi, Galbiati, fidèles à Mussolini. Suardo, peureux, n'a pas voté.

Mussolini communique le résultat. Il demande : « Qui portera l'ordre du jour au roi? — Toi-même, » répond Grandi, brusquement.

Mussolini met le papier dans sa poche, d'un air ennuyé. Il est très pâle. Après un moment de silence, il murmure, fatigué : « C'est assez. Nous pouvons nous en aller. Vous avez provoqué la crise du régime. Tant pis. La séance est levée. » Il appuie les poings sur la table et se lève avec effort.

Scorza demande le salut au Duce. Mussolini fait signe de la main, comme pour dire qu'il les dispense de cette formalité. Seul Polverelli crie : *A noi!* » et court derrière son chef. Les autres, le visage décomposé, descendent le vieil escalier d'honneur en silence.

Les mousquetaires du Duce sont encore dans la cour. Il semble qu'ils appartiennent déjà à un monde qui n'existe plus.

La place de Venise, déserte, est éclairée par les premières lueurs de l'aube. Une cloche d'église tinte dans le lointain. Comme chaque jour, depuis des siècles, le soleil applique des teintes roses et or sur la colonne Trajane. Les voitures s'approchent une à une devant le portail. Au moment où le comte Ciano s'apprête à monter dans la sienne, Tringali-Casanova lui dit : « Jeune homme, tu paieras de ton sang ton action de ce soir. »

■ ■

Quelques instants plus tard, Mussolini téléphonait à Carlo Scorza pour lui demander quelle était selon lui la valeur constitutionnelle de l'ordre du jour du Grand Conseil. Cet ordre du jour qui l'avait mis en minorité devait-il être considéré comme le résultat d'une délibération ou comme une recommandation? Après examen de la loi constitutionnelle, Scorza répondait que l'ordre du jour devait être considéré comme « un simple conseil ».

Le dimanche, de bonne heure, quelques ministres qui avaient voté en faveur de Mussolini se retrouvaient au palais de Venise. A M. Suster, directeur de l'Agence Stefani, qui lui demandait si un communiqué officiel avait été rédigé, Polverelli, ministre de la Culture populaire, répondait :

« Non, pourquoi? Il n'y a aucun communiqué. La séance a été longue, mais

n'a été ni intéressante, ni importante. On a discuté plusieurs questions personnelles, mais aucune question de caractère national. »

Mussolini arriva au palais de Venise vers les 9 heures, comme d'habitude. Il chercha à téléphoner à Grandi qui ne se trouvait ni chez lui, ni au Parlement. Puis, il reçut l'ambassadeur du Japon, Hidaka, introduit par Bastianini.

La conversation avec l'ambassadeur japonais fut assez longue. Mussolini lui dit qu'il convenait de faire des démarches en faveur de la paix avec la Russie. Il serait opportun que Tokio fît pression sur Moscou pour arriver au plus tôt à la conclusion de la paix. L'ambassadeur estima que le désir du Duce était fort raisonnable et il exprima l'opinion que son pays pourrait, sinon faire les démarches, au moins sonder l'opinion russe. L'ambassadeur du Mikado sortit, souriant.

Mussolini rappela Bastianini et lui demanda d'étudier la possibilité de déclarer Rome ville ouverte.

Grandi et Federzoni étaient au même moment reçus par le roi à la villa Savoia. Ils firent au souverain un rapport détaillé sur la séance du Grand Conseil. Le roi prit acte de leurs déclarations, mais ne leur confia aucune mission ; il se borna à leur déclarer qu'il voulait auparavant s'entretenir avec Mussolini. Le comte Acquarone, ministre de la Maison royale, téléphona à Mussolini pour lui dire que Sa Majesté désirait le voir. Celui-ci répondit qu'il avait certains documents à soumettre à la signature de Sa Majesté, et qu'il se présenterait lundi à la villa Savoia. Une heure après, le comte Acquarone téléphonait encore à Mussolini, en insistant pour qu'il vînt immédiatement chez le roi afin de causer de la séance du Grand Conseil. Mussolini crut que les autres membres du Grand Conseil seraient convoqués aussi. Il répondit que la réunion ne pourrait avoir lieu avant lundi, car il lui était impossible de faire parvenir plus tôt l'ordre de convocation à tous les membres.

Le comte Acquarone lui téléphona une troisième fois, lui demandant d'une manière péremptoire de se présenter à la villa Savoia, attendu que Sa Majesté avait déjà été en contact avec quelques membres du Grand Conseil.

C'est alors seulement que Mussolini se décida à accepter l'invitation pour l'après-midi, croyant utile de contrecarrer l'influence de ses adversaires. Puis il sortit pour visiter les ruines causées par le bombardement, après avoir chargé un fonctionnaire des Affaires étrangères de préparer un projet de demande d'armistice aux alliés. Entre temps, le roi recevait aussi à la villa Savoia le maréchal Badoglio avec lequel il s'entretint pendant quelques instants. Badoglio déclara qu'il était à la disposition du roi, prêt à assumer la charge de chef du Gouvernement. Dès les 7 heures du matin, il avait reçu chez lui la visite du comte Acquarone et du général Ambrosio, qui lui avaient dit que le roi était résolu (après avoir destitué Mussolini) à le charger de former le cabinet. Les proclamations étaient déjà prêtes pour être lues à la radio. Badoglio avait accepté, aussi sa visite au roi fut-elle brève.

■ ■

Ce dimanche 25 juillet 1943, il était environ midi lorsque le général Cerica, commandant le corps des carabiniers du roi, fut introduit au palais Vidoni, dans le cabinet de travail du général Vittorio Ambrosio, commandant en chef des forces armées italiennes.

« Je vous ai fait appeler, lui dit sèchement le général Ambrosio, pour vous ordonner au nom de S.M. le roi d'arrêter aujourd'hui, à 4 heures de l'après-midi, Benito Mussolini. »

Le général Cerica venait à peine d'entrer en fonctions, à la place du général Hazon, mort quelques jours auparavant au cours du bombardement de Rome. Il ne connaissait rien du coup d'État, il savait seulement que Rome était remplie de soldats allemands, de miliciens fascistes, de policiers. Il demanda au général s'il s'agissait de l'exécution d'un complot ou d'une mesure politique conforme à la constitution. On ne sait quelle fut la réponse du général Ambrosio, qui, néanmoins, se montra sûr de lui-même, mais le comte Acquarone, ministre de la Maison royale, confident et exécuteur des volontés de Victor-Emmanuel III, qui se trouvait dans le cabinet du général Ambrosio, expliqua que le Grand Conseil avait mis Mussolini en minorité et avait demandé que tous les pouvoirs fussent restitués à la couronne. Le Duce n'était donc plus le chef du gouvernement, le roi allait accepter sa démission l'après-midi et, à sa sortie de la villa Savoia, Mussolini devait être arrêté, sous prétexte de le protéger contre la colère du peuple.

Le général Cerica retourna à son bureau, d'où il fit téléphoner à toutes les casernes des carabiniers pour annoncer qu'il passerait une inspection au cours de la journée. Il tenait à avoir immédiatement sous la main, en cas de besoin, toutes les forces mises à sa disposition. Puis il donna personnellement l'ordre d'arrêt au lieutenant-colonel Frignani. Ce dernier voulut que le général passât l'ordre directement à trois officiers de confiance, le capitaine Vigneri, le capitaine Frignani et le capitaine Aversa (ces deux derniers furent fusillés plus tard par les Allemands dans les fosses Ardéatines).

Mussolini arriva à la villa Savoia. Il descendit de voiture avec son secrétaire particulier, de Cesare, et entra avec lui dans la villa du souverain. Il avait l'air fatigué, il portait un costume d'été bleu noir, un chapeau marron fripé. Sa suite, composée de cent-trente hommes armés transportés en autocars, se rangea le long du trottoir de la via Salaria. Ces gardes ne se doutaient de rien : ils savaient vaguement que la veille le Grand Conseil s'était réuni et que le Duce allait sortir tranquille et satisfait d'un de ses nombreux entretiens avec le roi.

Au sujet de l'entrevue, Mussolini a écrit :

« A 17 heures précises, l'auto traversa le portail ouvert du côté de la via Salaria. Il y avait autour de la villa plus de carabiniers que de coutume, mais la chose ne me parut pas extraordinaire. Le roi, portant l'uniforme de maréchal, était devant la porte. A l'intérieur, dans le vestibule, deux officiers attendaient. Nous entrâmes dans le salon. Le roi, dans un état d'agitation anormale, les traits bouleversés, me dit d'une voix entrecoupée :

« Cher Duce, cela ne va plus ! L'Italie est en pièces. L'armée est littéralement par terre. Les soldats ne veulent plus se battre. Les alpins chantent un refrain disant qu'ils ne veulent plus faire la guerre pour Mussolini (le roi cite les vers de la chanson en dialecte piémontais).

« Le vote du Grand Conseil est terrible. Dix-neuf voix pour l'ordre du jour Grandi, et, parmi elles, les voix de quatre personnes décorées du collier de l'Annunziata. Vous ne vous faites certainement aucune illusion sur l'état d'esprit des Italiens à votre égard. En ce moment, vous êtes l'homme le plus détesté de l'Italie. Vous ne pouvez plus compter sur un seul ami. Le seul qui

vous soit resté, c'est moi. Aussi, je vous assure que vous ne devez avoir aucune inquiétude pour votre sécurité personnelle, que je ferai protéger.

« J'estime que l'homme de la situation est le maréchal Badoglio. Il commencera par former un ministère de fonctionnaires pour l'administration et pour continuer la guerre. Tout Rome connaît déjà l'ordre du jour du Grand Conseil et tous attendent un changement. »

Mussolini répondit :

« Vous prenez une décision d'une gravité extrême. Une crise ministérielle, en ce moment, équivaut à faire croire au peuple que la paix est proche, puisque l'homme qui a déclaré la guerre est écarté. Le coup porté au moral de l'armée sera sérieux. Si les soldats — alpins et autres — ne veulent pas faire la guerre pour Mussolini, cela n'a pas d'importance, pourvu qu'ils soient disposés à la faire pour vous.

« La crise sera considérée comme un triomphe pour Churchill et Staline et tout particulièrement pour ce dernier qui y verra avant tout la disparition d'un ennemi qui luttait depuis vingt ans contre lui. Je me rends compte de la haine du peuple. Je n'ai d'ailleurs pas hésité à le reconnaître cette nuit au Grand Conseil.

» On ne peut gouverner aussi longtemps et on ne peut imposer autant de sacrifices sans que cela ne provoque des ressentiments passagers ou durables. De toute façon, je souhaite bonne chance à l'homme qui prendra en main la situation. »

Il était exactement 17 h. 20 quand le roi accompagna Mussolini au seuil de la villa. Il était pâle et semblait encore plus petit, comme contracté. Il serra la main à Mussolini et rentra.

Mussolini descendit le petit escalier et se dirigea vers sa voiture. Le chauffeur n'y était plus. On l'avait éloigné en lui faisant croire qu'il était appelé au téléphone au poste de police de la Maison royale.

Mussolini, accompagné de son secrétaire, se dirige vers sa voiture garée assez loin. Il ne paraît pas s'apercevoir de l'absence de son chauffeur ; il est pâle et semble vieilli, il tient de la main gauche un agenda et quelques feuillets, probablement les notes qu'il a prises au cours de la séance du Grand Conseil et qu'il vient de lire au roi.

Un capitaine de carabiniers, un jeune homme brun, haut de taille, s'avance, suivi par trois agents porteurs de fusils mitrailleurs. C'est le capitaine Vigneri. Il salue, battant les talons, et dit :

« Duce, j'ai ordre de S. M. le roi de vous accompagner, pour vous protéger de la foule. »

Mussolini écarte les bras :

« Je n'ai pas besoin. Venez avec moi... »

Et il continue de marcher vers sa voiture. Vigneri insiste :

« Non, pas dans votre automobile, ici. »

Entre temps, sur un signal donné par quelqu'un qui a fait son apparition sur le perron, une auto-ambulance s'est approchée. Vigneri l'indique à Mussolini. Autour du capitaine, il y a maintenant une cinquantaine de carabiniers, armés, prêts à intervenir en cas de besoin. Le vaincu ne réagit pas. Il a un moment d'hésitation, puis monte dans l'ambulance. Vigneri l'assiste en le prenant par le coude. Son secrétaire, Cesare, le suit. Mussolini s'assied sur

la banquette entre les deux capitaines, les agents le suivent. L'ambulance sort par une porte latérale, elle file vers la caserne des carabiniers, au Transtévère. Là, Mussolini descend, ouvre sa jaquette, passe nerveusement la main sous son menton, relève ses pantalons, s'approche de la fenêtre et parle à voix basse avec Cesare, puis ce dernier demande à Vigneri :

« Est-ce que le Duce peut sortir d'ici?

— Non, répond Vigneri.

— Et s'il veut téléphoner?

— Il ne peut pas téléphoner. »

Mussolini, irrité, s'écrie : « J'ai été le chef du gouvernement et je ne reçois d'ordre de personne. » Puis il se calme.

Il y a un téléphone dans la chambre, mais le capitaine appelle un agent et lui demande de couper le fil.

Vigneri est sorti un moment, il revient avec des agents, demande à Mussolini de reprendre place dans l'ambulance. Celle-ci repart à toute vitesse, traverse Rome en direction d'une autre caserne, celle de la via Legnano, Mussolini aime la vitesse, les automobiles rapides, l'avion ; cette fois, cependant, la rapidité de la course le rend nerveux. Cesare demande qu'on ralentisse. Mussolini gardera une telle impression de la rapidité de la course qu'à peine libéré il en parlera dans son discours à la radio ; il dira : « On m'a mené à une vitesse folle, à travers les rues de Rome. »

Il passe la nuit dans une chambre nue de la caserne, entendant de loin le bruit de la foule qui, vers 11 heures, sort subitement dans les rues et passe en criant devant la caserne, sans savoir que le Duce, le fondateur du fascisme et de l'empire, y est retenu prisonnier et vient de s'affaisser sur un petit lit de camp.

WILLY SPERCO

Depuis plus de trente ans, il n'est plus. Ceux qui ont vu son douloureux visage, entendu sa voix détimbrée sont fidèles, mais peu nombreux. A la jeunesse, son nom, qui est beau, ne tient guère de discours... Les *Propos* d'Alain, d'un accès cependant moins ouvert, et d'une circulation moins libre, leur sont familiers. Ceux de Gourmont, qu'il intitulait avec tant de justesse et de bonheur *Dissociations* ou *Divertissements*, nullement. Dans cette « postérité » qui commença pour lui en 1922, quand on inaugura son monument à Coutances, — je choisis cette date, où l'on se mit à énoncer sur lui des opinions hautaines, — quel amour aura-t-on pour lui ? Il pâtira sans doute d'avoir été, de son vivant, vanté avec maladresse. On le baptisait « maître » dans tous les domaines des lettres : la poésie, le roman, la philosophie, la science des animaux, la science du langage, et même, grands dieux, le théâtre, malgré *Lilith*, qui est une si laborieuse mixture de Bible et de Kabbale, avec des ambitions byroniennes et goethéennes. Or, il fut un maître, c'est vrai. Et je viens de relire, — ou de lire, — pour la première fois, soyons franc, — des centaines de pages merveilleuses. Mais le maître d'un genre. Non de tous...

Je ne l'ai pas connu ; ni ses amis. Je peux donc en parler presque comme ferait un jeune lecteur, avec un peu plus de discrétion et de respect qu'on n'aime parler de nos prédécesseurs, en ce moment. Son nom, sur les couvertures jaunes du *Mercure* ou bistre des *Maîtres du Livre*, me fait d'abord rêver de sa face tragique et de sa destinée solitaire. La première question qu'on pose, sottement, mais sans pouvoir se retenir, à ceux qui savent, est : « Qu'avait-il donc, pour se sentir si laid, et se cacher ? » Faut-il se fier à quelques portraits de Valloton, de Rouveyre, de Dufy, de Vibert, faciles à rencontrer ?... Peut-être une phrase de son Amazone, dans *les Aventures de l'Esprit* (Mademoiselle Natalie Clifford Barney), dit-elle tout : « Sa face cicatrisée, ses lèvres boursouflées et balbutiantes »... Et encore : « Les mains sèches comme un parchemin et tièdes cependant... Son large cou sanguin... ». Imaginez la robe de bure, douillette et monacale ; et, sous les verres, « les yeux purs d'un jeune bleu ». En certaines tranches de l'histoire littéraire, les cœurs s'élançaient vers les écrivains qui, comme on l'a dit de Mendès, je crois, « portent fièrement la honte d'être beaux ». Par exemple, l'époque de Byron, de Châteaubriand et de Musset. En d'autres, la laideur est une arme ; Mendès fut un anachronisme, et cela ne lui a pas réussi. Gourmont fait corps avec le groupe des poètes maudits, camus comme Verlaine, triplement « nasica » comme Corbière, où la laideur ne messied point. L'ami

Huysmans se délectait sans doute en secret du masque de chimère de cathédrale de Gourmont ; des Esseintes, le sédentaire, le retiré, en rêvait tendrement sans doute, quand il feuilletait *le Latin mystique*. Gourmont aussi fut ce solitaire ; et un ennemi des miroirs.

Solitaire... Une mode bien passée. Misanthropie et bibliomanie. Nous avons encore Paul Léautaud, qui fut de ses camarades, entre ses chiens et ses chats. Mais la lignée des grands isolés s'est interrompue. Gourmont a vécu dans sa librairie comme Montaigne ; en compagnie de ses seules pensées, comme Spinosa. Il les aimait, l'un et l'autre. On a dit même, par erreur, qu'il ressemblait au second ; c'est trop attirer l'attention sur la minceur de sa philosophie que de faire surgir la silhouette monumentale de *l'Ethique !* C'est davantage au premier qu'on peut le comparer ; bavard de toutes choses, capricieux dans ses itinéraires, à la fois livresque et personnel, et attaché, avant toutes choses, comme Montaigne, Stendhal, Renan, Nietzsche, sa vraie famille, à la liberté de l'esprit. Il parlait de sa « tour », sans ajouter d'ivoire, car, au sommet d'un escalier en ville, fort sombre, 71, rue des Saints-Pères, sa « cella » était une manière de mansarde. Il s'y trouvait bien. Il y goûtait « le bel isolement d'où l'inutile activité vous avait fait sortir ». Il aimait : « réintégrer sa tour, et jouer du violon pour les araignées qui, elles, sont sensibles à la musique ». Sa vraie joie, faute d'autres peut-être, mais avec le temps, et un entraînement d'ascétisme, elle était devenue assez grande pour combler sa vie, était d'écrire. « Pourquoi ai-je travaillé... ? Pas pour de l'argent dont je ne suis pas avide ; pas pour la gloire, de laquelle je ne suis pas dupe. Je n'ai jamais pensé qu'à me faire plaisir. » Il ajoute, ce jour-là : « et je n'y ai guère réussi. Le doute m'a poursuivi jusqu'au dedans de moi-même ». Par hasard, cette phrase-là oublie Montaigne, et son mol oreiller. Je crois que, la plupart des soirs, bien calé dans son fauteuil de jonc, et le roseau aux doigts, — il n'aimait pas la plume de fer, et annonçait imprudemment que le stylographe passerait comme le café..., — il savourait son doute. Une certitude est trop vite écrite. C'est le doute qui fournit les délices des dissociations.

Voilà comme en ces années-là se formaient les âmes : elles se vouaient à l'écriture. Le plus jeune Pierre Louys, devait dire lui aussi : « La seule joie est l'art d'écrire ». Il devait connaître une longue solitude, et pire que celle de Gourmont. Ces grands lettrés méritent beaucoup d'amour. Les trésors qu'ils nous ont légués sont faits de leur chair, de leurs renoncements, de leurs souffrances. Une critique inflexible a, envers eux, quelque chose d'inhumain.

Je pense que les seules débauches de Gourmont, en dehors de celles qu'il imaginait avec trop de complaisance, et qui étaient toutes cérébrales, débauches et luxures d'ermite tenté, — « les seins nus et pourprés de ses tentations », a dit Baudelaire, — ou de forçat abandonné aux délectations moroses, ont dû être quelques promenades le long des quais aux bouquins, le cache-nez remonté jusqu'aux yeux ; et les conversations dans la petite maison du *Mercure*. L'Amazone l'a quelquefois promené en barque sur le lac du Bois de Boulogne, et même, dans son bateau fluvial, jusqu'à Caudebec. Mais ce furent des événements.

Ainsi vécut à Paris ce Normand que les herbages et les eaux de sa pro-

vince étonnaient. A vingt-cinq ans, il était à la Bibliothèque nationale, attaché. Il la quitta, par force, en 1891, après huit années d'assiduité, pour un article impertinent dont le titre explique tout : « Le joujou patriotisme ». Il n'y avait pas vu très clair ; les vers de Déroulède lui avaient gâté la patrie. Ensuite, il ne cessa pas d'écrire. Vers la fin, il écrivait un article, une dissociation par jour, pour *la France*, après avoir empli de sa pensée tant de petites revues. Il lui fallait tous les matins des idées et du talent. Après un an de l'autre guerre, il disparut, — le 27 septembre 1915. On doit l'honorer comme un petit saint de la littérature. Et parce qu'il était sincère, se forcer, à contre-cœur, pour lui dire ses vérités.

* *

Il a subi les modes de son temps. La première était de méconnaître les grands classiques, et de surclasser les méconnus, les écrivains de la décadence, et les écrivains du second rayon. A l'époque d'*A Rebours*, je ne sais pourquoi on gardait un si affreux souvenir du « collège ». C'était la faute des maîtres, probablement. Non celle des poètes. Ce que pense, de Virgile, des Esseintes est absurde. Quel pédantisme, au fond, de lui préférer Claudien, l'illisible ! Autant vaut, parmi les héros, s'en aller chercher Childebrand. Je soupçonne un peu les amateurs du *Latin mystique* de ne pas savoir très bien le latin. Il est plus facile de comprendre les petits versiculets des hymnes, pleins de fraîcheur, et d'une innocence devant laquelle on reste charmé, le cœur fondu, que de se débrouiller dans une phrase de Cicéron, de briser les petites pierres dures de Tacite, ou de discerner les finesses d'Horace. Gourmont a donné dans ce travers, et fondé une part de sa réputation d'érudit sur l'exaltation du petit latin au détriment du grand. Cependant, il était, intérieurement, un pur classique. Le défenseur du symbolisme qu'il eut l'adresse de présenter comme une école de libération, de raison émancipée, alors qu'elle était une alchimie, une méthode rigoureuse de transmutation de la pensée en images, avait l'esprit aussi clair, et finit par gagner un style aussi net et aussi dépouillé, peu s'en faut, que ceux de Voltaire et de Pierre Bayle.

Il a, c'est entendu, écrit des poèmes symbolistes. Vous croiriez aujourd'hui des « à la manière de »... *Les Litanies de la Rose*, proses lyriques, un peu du genre des *Serres chaudes*, ou des proses lyriques que Debussy s'efforça de rendre musicales. Et il y a couru grand risque ; c'est la seule partie morte de son œuvre... Elles sont à peu près intolérables. Une caisse de mots rares, de noms des fleurs, de noms de pierres ; toute une pacotille de faux bijoux versés sur la table ! Ailleurs, ce ne sont que pourpiers d'or, ongles teints d'hestel, corps parfumés au Kupi ; miel des mamelles ; blasphèmes de messes noires : « Que tes seins soient bénis, car ils sont sacrilèges... Que ta bouche soit bénie, car elle est adultère... Que ton âme soit bénie, car elle est corrompue... ». Et sans doute, Gourmont est trop savant, trop habile à « battre les buissons », dans le bois des sensations et les taillis des images, pour ne pas faire lever, de temps à autre, un bel oiseau : « *Simone, il y a un grand mystère. Dans la forêt de tes cheveux..., Tu sens la ronce, tu sens le lierre. Qui a été lavé par la pluie ; Tu sens le jonc et la fougère...* ». Mais rien n'a plus vieilli, si ce n'est la *Salomé* d'Oscar Wilde. Et je donnerais tout cela pour

« *Un petit roseau m'a suffi...* » d'Henri de Régnier ; ou pour « *Sous le pont Mirabeau coule la Seine... Et nos amours...* » d'Apollinaire.

Exercices d'amateur, qui a voulu montrer à ses amis qu'il avait un vocabulaire aussi riche que le leur, et que René Ghil n'était ni meilleur lapidaire, ni botaniste plus exotique. Mais, évidemment, quand on feuillette l'admirable anthologie des *Poètes d'aujourd'hui* de van Bever et Léautaud, Rémy de Gourmont donne l'impression d'une partie molle. Ce n'est pas ici sa promesse de survie.

Est-ce dans le roman qu'il se revanche ? Ah ! Quel ravissement, en un lointain jadis, m'ont donné *Sixtine* et *les Chevaux de Diomède !* Il y a en eux une distinction suprême, de choix, de langage, et de pensée. Quand on venait d'échapper aux boues du naturalisme, à l'art intelligent mais si pauvre de couleur et si gauche d'expression de Bourget, on y éprouvait les mêmes délices qu'en ouvrant Anatole France : la douceur, la flatterie d'une purification ; le bonheur d'une montée... Cependant, il y a bien du crispé et du contourné, et plus de songé que de vécu, et plus de dilettantisme que d'élan et de sincérité directe, et bien de l'artifice et bien de la froideur, dans les romans de Gourmont. Il ne faut pas les relire, si l'on veut continuer de les aimer. Laissons les se dessécher dans l'herbier de la mémoire.

Et puis..., peut-on tout lire ? Sa bibliographie comprend plus de quatre-vingts titres. M. Marcel Coulon, pour les *Pages choisies*, où il a voulu, peut-être à tort, donner des échantillons de tous les genres où Rémy de Gourmont s'est essayé, au lieu de réunir les morceaux les plus exquis des *Dissociations* ou des *Promenades* ou des *Epilogues* — voilà le travail qui reste à faire, — à dû lire 20 000 pages... Pourquoi ne pas s'en tenir à ce que ses amis ont le plus vanté ? Par exemple, *Une Nuit au Luxembourg*, pour commencer ? Dans un P.S., — Paul Souday, — de 1922, je vois que mon bon maître et ami trouvait ce « roman » gâté par une certaine gaucherie. Jugement assez déconcertant, de la part de ce consciencieux ; car *Une nuit au Luxembourg* n'est pas un roman, d'abord. C'est un dialogue philosophique, du Platon anti-religieux, entrelacé de scènes érotiques. Ce n'est pas la gaucherie qui frappe. Hélas ! C'est à mon sens un goût détestable ; et des idées bizarres ou fausses à foison. Je l'examinerai d'un peu près. Il me semble qu'il ne faudrait pas laisser la légende s'établir d'un chef-d'œuvre représentatif. Pour moi, c'est du moins bon Gourmont...

■ ■

Rémy de Gourmont, a-t-on dit, fut « athée avec délices ». Comme Bayle et Voltaire. C'était son droit. Le droit du philosophe, que pas une des « preuves » n'a persuadé ; pour qui « *caeli non enarrant gloriam Dei* » ; pour qui même les raisons sociales, les raisons de « police des mœurs », les raisons pragmatistes de défendre l'idée d'un dispensateur des châtiments et des récompenses, assez basses en soi, et qui devraient être odieuses aux âmes vraiment religieuses, sont sans valeur. Cette attitude d'esprit où le penseur joue son va-tout, expose son éternité, saccage ses intérêts temporels, mérite un respect tout particulier. Sur ce point, choisir et dire son choix sont des devoirs. L'hésitant qui suspend sa décision, cependant est excusable. Doute et faiblesse sont, à la rigueur, des circonstances atténuantes. Mais qui oserait

insulter Vigny, pour ses blasphèmes ? Un Veuillot s'est diminué en maltraitant ses adversaires ; et ce n'est pas par les versets où il traite Renan et Hugo d'infâmes, que Paul Claudel est un grand poète. Libre esprit, Gourmont a bien fait de nier Dieu, puisqu'il n'y croyait pas ; et, quand on est convaincu que le catholicisme est un mensonge débilitant, on peut combattre le catholicisme. Aux croyants de se défendre, sans traiter l'incroyant de brute, de chien ou de diable. Si *la Nuit du Luxembourg* était un autre *Mont des Oliviers*, elle serait une seconde merveille... Mais il y a, comme on dit, la manière... Qui tolérerait qu'on fît danser à Apollon les pas obscènes du Kordax, ou le cancan du Moulin-Rouge à la déesse d'Eleusis ? Or, dans *la Nuit au Luxembourg*, Gourmont a fait pire ; voyez.

Un philosophe imaginaire, Rose, correspondant d'un journal américain, rencontre à Saint-Sulpice, qu'éclaire une lumière surnaturelle, Jésus, en costume de 1906, méditant devant la statue de la Vierge : « C'est cela qu'ils appellent ma mère », soupire doucement le Galiléen, aussi écœuré que Durtal par les plâtres peinturlurés dans le quartier. Et il entraîne le philosophe dans le jardin du Luxembourg, dont les grilles s'écartent devant lui... Dès les premiers mots, Jésus qu'il était à la mode en ce début de siècle, de faire revenir sur terre pour blâmer les vivants, — ainsi faisait Jehan Rictus ; et Hugo l'avait fait aussi, — se montre étrangement préoccupé des questions féminines. Il est parfaitement autorisé de dénoncer, chez les grands mystiques, une sensualité qui s'ignore. Mais pas un passage des évangiles n'a pu servir de modèle à des déclarations de ce genre, qui puent l'obsession sexuelle : « Les femmes que j'aime perdent toute notion raisonnable de la vie, et je n'ai point encore touché leur main, effleuré leurs cheveux que toute leur chair pleure de volupté. Si j'insiste, elles fondent comme une figue à mon soleil ». Jésus de Béthléem, indulgent à Madeleine et à l'adultère, n'a jamais laissé percer le moindre trouble. Devant la roseraie, il eût inventé une parabole ; il n'eût point dit de ces sucreries : « Les roses, ces roses, c'est à me rendre jaloux des hommes. La rose de vos jardins, la femme de votre civilisation, voilà deux créations qui vous égalent aux dieux », fadeur et fadaise absurdes ! Mais nous n'en avons pas fini... Il présentera à son compagnon l'une des trois jolies filles qui ennoblissent le jardin, et lui dira, du ton engageant d'une entremetteuse : « Appelez-là Elise, elle sourira à votre sourire... » Il assistera aux ébats de son compagnon et d'Elise, aux doux péchés des trois beautés entre elles, aux excès éperdus du mâle, et à toutes sortes de délicatesses que le romancier d'*Aphrodite*, lui, n'aurait jamais donné en spectacle au martyr du Golgotha, ni fait commenter par lui.

Tout est pur aux purs. Je ne soupçonne aucune malice, dans ces peintures. Rémy de Gourmont pensait y célébrer la beauté, l'épanouissement des plaisirs de Vénus, l'alma Vénus, génitrice de la race d'Enée, volupté des hommes et des dieux, selon son cher Lucrèce, son poète préféré, — à cause de son scientisme précurseur, et de son irréligiosité de roc. Il n'a même pas cru manquer à la vraie décence, qui est avant tout la haine du laid. Il a terriblement manqué de goût ; et de bon sens. Pour que ce frelaté ait passé pour admirable, il fallait qu'on eût la tête perdue, et l'estomac bien accroché. Sur ce chemin on peut et, artistiquement parlant, on doit aller jusqu'à *Thaïs*, mais pas jusqu'à *Une Nuit au Luxembourg*. Demandez-vous ce qu'en eût

pensé l'un des maîtres tabous de Gourmont, le Flaubert de *la Tentation* ou d'*Hérodias*...

Tombées ces vilenies, il demeure, dans ce petit dialogue, des idées excitantes, mais parmi les moins solides que notre philosophe ait présentées. Pourquoi donc lui en veut-on de ses contradictions et de sa versatilité ? S'il s'était opiniâtré sur certaines erreurs, faudrait-il l'en louer ? Il a échappé, par son extrême mobilité, aux périls des doctrinaires logiques, impeccables, dont la doctrine s'écroule tout entière... Du reste, cet admirable journaliste, contraint par l'actualité, d'opiner sur tout, en menus « papiers » dispersés, pouvait-il se souvenir ? Son œuvre fut quotidienne. C'est par là qu'elle est vivante. Il le dit lui-même, avec une ingénuité charmante et beaucoup d'art ; il dit que, de ses opinions, « aucune ne fut préméditée ; et toutes se ressentent de la couleur de ma sensibilité, le jour où je prenais le morceau de roseau qui me sert de porte-plume ». On doit le lire comme il écrivait. Le prendre, le laisser, le reprendre... Et telle pensée qui mardi vous aura fait grimacer, samedi sans doute vous enchantera... N'exagérons rien cependant.

Quand, par exemple, Jésus enseigne ici : « Vous avez acquis la notion d'évolution qui, en de certaines limites, est exacte, mais vous avez voulu conserver en même temps la notion de vérité : c'est contradictoire... », je trouve ce raisonnement bizarre ; surtout de la part d'un déterministe. Car la vérité qui importe est celle des lois ; et l'évolution ne gêne pas celui qui a trouvé la loi, la « fonction » mathématique de l'évolution. Le réel nous échappe sans cesse ; mais les lois de cet échappement sont accessibles à la raison. Du moins, au temps où écrivait Gourmont, et où le probabilisme des lois de la nature n'était pas encore présumable, devait-on raisonner de la sorte. Quand il déclare : « Le mouvement n'est pas perpétuel, vous le savez », le Jésus gourmontien me surprend. Il n'est pas perpétuel sur la terre, à cause de l'attraction, des frottements... Mais, astronomiquement, et à considérer l'univers entier, — tel que Gourmont en 1906, avant Einstein et l'atomistique, se le représentait, — toute la difficulté est dans le commencement du mouvement. Mais dès que le mouvement existe, il n'y a aucune raison pour qu'il ne se perpétue pas. C'était l'*a*, *b*, *c* de la mécanique d'alors. Les hésitations de Gourmont sont-elles des prophéties ? On peut tout dire... Du reste, il y a de tout, dans *la Nuit*. « L'intelligence pratique a fait des progrès depuis les philosophes grecs d'avant Socrate, l'intelligence spéculative a presque constamment rétrogradé ». Tant d'admiration pour les présocratiques vient droit de Nietzsche, pour qui Socrate inaugura la décadence. Et Gourmont est tout près d'annoncer que, du point de vue de la logique, du mécanisme de la pensée, nous sommes des byzantins, comme l'affirmait hier M. Benda. A tout prendre, il n'y a pas beaucoup d'originalité dans le système de Gourmont. Il ne va certes pas jusqu'à l'éclectisme, qui l'obligerait à des complaisances envers le spiritualisme, l'immortalité de l'âme... Mais il goûte de ci de là, et se régale. Ce qui me surprend beaucoup, — mais je n'ai pu tout lire, et cette remarque est toute provisoire, — il ne semble pas s'être intéressé à Bergson. Les sentences sur la liberté, — « Vous êtes libres quand vous vous croyez libres »... — ne se sont pas rafraîchies à la source magique de *Matière et Mémoire* et de *l'Evolution créatrice*. Et je voudrais bien qu'on m'expliquât le sens de ce verdict : « Il n'y a pas d'infini ». Il y

a l'infini mathématique, géométrique, qui existe au moins dans notre tête. Il y a le double infini pascalien que les physiciens n'avaient pas mis encore en doute, et qui, même si la matière n'est pas divisible à l'infini, demeure quant à l'espace... Partout, la pensée des deux interlocuteurs, l'homme et le dieu, me paraît superficielle. Même quand Jésus s'écrie *Un est un*, ce qui est un des abîmes où les philosophies tournoient comme des chauves-souris dans un gouffre... Et cela nous est offert comme une évidence, ou un axiome d'arithmétique, à l'usage du brevet élémentaire...

La Nuit ne résout rien. Pas même le scabreux problème, que Gourmont ne craint pas de poser au dieu des chastes, du plaisir d'amour comparé chez les deux partenaires, qui valut, voilà longtemps, à Tirésias, de perdre ses yeux. On ne tire de ce fatras brillant et, de toute cette métaphysique et de tous ces érotismes, que quelques conseils de résignation, valables en dépit de leur antiquité : « Le sage n'a qu'une croyance, soi-même ; le sage n'a qu'une patrie, la vie ». Et trois ou quatre lignes nettes sur le suicide, « un monstre qu'il faudrait s'habituer à regarder avec calme ». Mais Vigny a dit des choses plus fortes.

■ ■

Si l'œuvre la plus fameuse de Gourmont déçoit un lecteur prévenu en sa faveur, où est donc Gourmont ? Dans ses travaux de pure critique littéraire ? Sans doute, il y est très brillant. Mais il a regardé de si près ses contemporains qu'il n'a pas toujours vu leurs vraies proportions. Il a des dévotions qui paraissent excessives. Je ne veux faire aucune peine, même légère, aux admirateurs de Villiers. Mais j'ai peur qu'entre Nietzsche et Villiers, Rémy de Gourmont, entraîné par l'affection, par l'ardeur à venger un méconnu, n'ait pas mesuré la différence de ces deux hauteurs. Il est partisan. Il a été le soutien du groupe symboliste, sans être profondément symboliste. Il est plus près de La Fontaine que de Mallarmé dont, peu à peu, son goût intime du « clartéisme » a fini par l'écarter. Il sème les boutades. Le même homme qui a exercé si ardemment ses puissances d'analyse et fut le chevalier de la raison, le voici qui déclare la sensation souveraine en esthétique. Une autre fois, il proclamera — lui, virtuose des idées menues, — que « les mots *lui* ont donné peut-être de plus nombreuses joies que les idées et de plus décisives... », en quoi il redevient mallarméen, puisque Mallarmé disait à Degas, s'essayant à versifier des sonnets, — non sans grâce, — : « Vous avez des idées ? Mais, Degas, ce n'est pas avec des idées qu'on fait un sonnet ; c'est avec des mots... » Contradictions ; et, il faut le répéter, elles sont une de ses sorcelleries ! Mais enfin, elles amusent plus qu'elles ne donnent confiance. Et inspirer confiance, c'est la force, c'est le devoir d'un critique. Peut-être, à la fin du XIXe siècle, énoncer que du Bellay est le poète le plus sûr et le plus pur du XVIe siècle, était-ce une hardiesse et une originalité. Mais elle n'aurait guère de contradicteurs. Cet ennemi des classiques admire Racine, Molière, La Fontaine. Mais, après lui, on a découvert chez Racine et La Fontaine de la poésie pure ; chez Molière, des nœuds de vipère. Et sans doute les connaissons-nous mieux que lui. Les dissociations d'auteurs, curieuses sur les nouveaux, sont simplettes, quant aux anciens, et grandissent encore Sainte-Beuve et Taine.

On vante le linguiste. C'est un philologue pour commençants. Les obser-

vations de Gourmont sur la phonétique, justes mais élémentaires, sur l'histoire des mots, sur les doublets sont bien dépassées par les travaux de ces misérables sorbonnards, dont il avait mépris, dégoût ; et c'est chez eux, non chez lui, qu'il faut s'instruire. Alors ?

Alors, répétons-le, c'est le dissociateur qui reste. Il a une ingéniosité enivrante. Il part d'une petite idée de rien ; sa plume court, son esprit danse comme les follets de Berlioz. Il a les dons d'un merveilleux chroniqueur. Le sérieux, le badin ; et surtout l'inattendu. La chronique des mœurs, la chronique-satire, dont la forme inférieure est la chronique boulevardière, cela vieillit très vite. Mais la chronique des idées, celle qui découvre brusquement des rapports inattendus, fait apparaître des paradoxes et les escamote, comme l'illusionniste les rubans, les pigeons et les boules ; puis les anéantit d'un solide coup de bon sens ; la chronique érudite, qui survole les siècles, et cueille, ici, une définition, là une anecdote démonstrative ; joue avec les figures et les pensées des hommes, — en vérité c'est un champagne intellectuel. Elle donne de l'esprit aux balourds. Son secret ? Mon Dieu, c'est de parler de tout à propos de n'importe quoi ; de se souvenir que, selon le mot d'Adrien Hébrard, tout est dans tout et réciproquement ; de ne pas s'égarer trop loin d'un certain sujet principal ; mais de faire constamment des crochets à droite et à gauche, dès que quelque chose d'aimable ou d'ingénieux se fait percevoir. Il faut avouer que, dans cet art, Rémy de Gourmont est étourdissant. Je ne vois pas qui on lui pourrait préférer. Pendant plus d'un demi-siècle, combien d'écrivains ont passé pour y exceller, dont on ne lit plus rien avec plaisir. Lisez au contraire *le Chemin de Velours*. De tout le Gourmont que j'ai revu, en quelques jours, ce doit être le meilleur. Je le préfère de loin aux *Lettres à l'Amazone*, où le côté féminin, femmelin de Gourmont s'étale. Il y tourne à la préciosité. Il fait des grâces de paon en amour. Il délabyrinthe les sentiments pour plaire à Roxane. Il s'agenouille, il madrigalise. Elle n'en peut plus ; elle pâme ; elle meurt de plaisir. Mais nous, nous sommes un peu fâchés, qu'un esprit de cette qualité, si fier de sa liberté, de sa culture, de son ascétisme, se gaspille à des travaux de dentellière, de modiste de l'intelligence...

Comme je le préfère dans les instants où il est purement cérébral, et où nous envions sa maîtrise sans avoir à plaindre son trouble ; et davantage encore, dans les minutes exquises où sa sagesse s'épice très finement de sensualité, de cette expérience ou de cette connaissance des choses de la chair qui est nécessaire au philosophe. « *Nihil humani alienum.* » Presque tout *le Chemin de Velours*, est ce prodige d'équilibre.

Je ne veux pas dire que l'influence de l'Amazone ait été pernicieuse ! Loin de là. Ce n'est pas d'elle qu'il s'agit. Mais, d'une manière générale, les « défoulements » de Rémy de Gourmont ont gâté sa sagesse ; et l'illusion de pouvoir plaire par les grâces de son esprit, l'encourageait à déraisonner de façon succulente mais dangereuse. L'Amazone le priait de réhabiliter l'ennui ?... Bon. Et il s'élançait à de très inutiles prouesses. Ce « philosophe en méditation », je ne pense pas qu'il lui eût été bon de rester pelotonné, comme celui de Rembrandt, entre sa fenêtre crépusculaire, et le vieil escalier sous lequel une vieille laide allume le feu... Mais enfin, il se croyait un satyre... « Les lettres d'un satyre. » Encore la mode des aegipans, et des faunes... C'est à ces occasions-là qu'il prenait parti, lui, — lui ! — pour la

créature instinctive contre la créature cogitante ! Ses considérations sur l'amour, sur « les mystères des sympathies défendues et des baisers prohibés » ne manquent certes point d'aigu, de fil, — ni d'agrément. Mais il allait être, sur ces sujets, tellement dépassé par Proust, que ses analyses ont l'air d'exercices de Czerny à côté des prouesses éperdues des *Etudes* de Chopin ou de Liszt ! La lecture de Gourmont peut, du reste, être une préparation excellente à la lecture du *Temps perdu*, où les dissociations sont encore plus ténues. Gourmont n'a pas assez vécu pour connaître Proust. Il l'eût adoré ; c'était lui-même, plutôt une partie de lui-même, — celle dont il était le plus fier, — élevée à une qualité et une puissance triples. Il faudrait savoir si Proust a pratiqué, aimé, cherché à surpasser Gourmont. S'il y a entre eux des liens de précurseur à grand prophète.

La première partie du *Chemin de Velours*, très illustre, est un plaidoyer pour les Jésuites contre *les Provinciales*. *Pour* les Jésuites, afin de miner plus délicieusement le christianisme, c'est un jeu subtil ; et le dilettantisme de Gourmont s'y réjouit, s'y épanouit. La ruse est du reste assez habile. Ne doutons point que la lecture de Pascal soit plus fertile en conversions que celle d'Escobar et de Sanchez. Et Gourmont, qui a vécu dans le climat des conversions retentissantes, Bloy, Brunetière, Huysmans, Bourget, — sans parler de François Coppée, — et qui a l'habileté de ne nommer personne, devait, dans son scepticisme coriace et ardent, s'irriter de désertions pareilles. Il va donc directement à son ennemi. C'est Pascal. Il est anti-pascalien comme Valéry le sera plus tard, pour des raisons moins contemporaines, mais par un culte commun de la raison pure. M. Teste est une sorte de Gourmont idéal, qui a laissé tomber la guenille charnelle et toutes ses exigences, et dont le cerveau solitaire s'est hypertrophié ; comme *Variétés* fait suite aux *Dissociations*. Autre sujet d'enquête : de l'influence de Gourmont sur Paul Valéry... Je ne crois pas qu'elle ait été avouée. Est-ce une raison pour la nier ?

Attaquer Pascal de front, Valéry l'osera, et, raillant les papiers cousus dans les poches, fera la blessure la plus profonde. Gourmont, parti en éclaireur, adopte le mouvement tournant. Ses obus directs contre Pascal sont de gros calibres, mais inefficaces.

Sur le thème de l'immortalité littéraire, Gourmont nous parle de mille choses, exquisement. Il nous livre d'abord, avec une ingénuité feinte, le secret de son art, que j'essayais maladroitement de surprendre tout à l'heure : « L'esprit humain est si complexe et les choses sont si enchevêtrées les unes dans les autres, que pour expliquer un brin de paille, il faudrait démonter tout l'univers ». Telle est sa jouissance en effet. D'un brin de paille, il tire une chronique, et reste sur un appétit d'écrire, nous laissant sur le nôtre de lire. En note, il loge une remarque piquante sur le sort de l'intelligence qui est peut-être destinée à devenir instinct, quand elle aura acquis une sûreté parfaite. Alors l'homme sera l'égal du castor et de l'abeille. Il n'en croit rien, bien entendu. Mais il prophétise la termitière. Cet individualiste intégral, à qui une mansarde suffisait, avec l'humanité morte représentée par des livres, aurait été incapable de vivre une heure dans le « paradis terrestre » qui nous est promis pour bientôt. Le voici, d'une chiquenaude, crevant tous les mystères du *cogito ergo sum*. L'idée de l'immortalité est née de « l'impossibilité pour la pensée de se penser inexistante. Descartes n'a fait que poser

un axiome physiologique... *Je pense donc je suis*, c'est la traduction en paroles d'un état cellulaire... La minute vécue est une éternité, elle n'a ni commencement ni fin ; elle est ce qu'elle est, elle est absolue. Cependant le désaccord est complet entre la vérité cérébrale et la vérité matérielle ; l'organe meurt par lequel l'homme se pense immortel et l'absolu est vaincu par la réalité »... Protestons ; mais ne disons pas que ce n'est pas fort. Au moins comme expression. Car je crains que ce ne soit pas neuf... Dans une minute, il s'excitera sur un vers, — naturellement un vers amoureux, — du sieur de Frenicle, qu'il a découvert et qu'on ne cesse de citer depuis lors : « O que j'eus de plaisir à te voir toute nue... » Il ne voudrait pour rien au monde citer un vers de Sophocle, ou un vers d'Horace. Pouah ! Mais un vers de sieur de Frenicle, voilà qui vous pose.

Suivez le, batifolant autour de l'idée de beauté ! Quel acrobate. Il déniche du Montesquieu, fraîchement tiré de la poussière ; et un certain père Buffier d'après qui *la beauté est l'assemblage de ce qu'il y a de plus commun ;* et ce qui a l'air absurde devient évident. Il picore partout, ou butine plutôt, et fait son miel de Théodule Ribot, qui a dit que l'attention a été fondée, chez les humains, par les femmes occupées aux travaux du ménage... Comme dit d'Escobar le bon père Jésuite des *Provinciales*, « on ne s'en sort pas ! » C'est un ravissement. Voici les fameux passages sur les mots, et leurs redoutables attraits. Hélas ! c'est le poète des *Litanies de la Rose* qui se réveille : « Quelle musique est comparable à la sonorité pure des mots obscurs, ô cyclamor ? Et quelle odeur à tes émanations vierges, ô sanguisorbe ? » Pas d'accord sur sanguisorbe.

Un nectar, c'est le développement, fort caustique et anti-conformiste, sur la jeune fille d'aujourd'hui. Il appelle « aujourd'hui » l'année 1901. Il serait content de notre aujourd'hui, où la jeune fille n'est plus du tout l'oie blanche... On voudrait tout citer de ce texte. D'une parcelle de l'œuvre de Gourmont, que d'étincelles ! « Il est bien amusant », avouait Souday, à la fin d'un papier assez hostile. Oui ; et ce n'est pas rien. Mais il est amusant, on doit l'ajouter, avec esprit, délicatesse ; des acides et des poisons. Ce qui est trop composé, chez lui, ce qu'il a voulu grand, fort, neuf, « moderne », s'est terriblement fané. Ce qu'il a jeté en quelques heures, au courant du jonc, sur des feuillets de papier à lettres, contient de l'immortel ; plus que le vers du sieur de Frenicle. *Le Chemin de Velours* est un choix. Mais tout Gourmont est à passer, de nouveau, au crible. On retiendra les paillettes d'or. Il y en a beaucoup. La masse de ses écrits est trop indigeste. Nous serions forcés de l'abandonner. Trois ou quatre tomes, au maximum ; et il reprend sa place. A un bon rang, sûrement. Au-dessous de Joubert. Mais au-dessus peut-être de Rivarol et de Chamfort. Ce n'est pas un « maître » à écouter, à croire. C'est un merveilleux « moniteur » pour ceux qui, comme nous tous, ont l'esprit paresseux, et besoin d'excitants.

ROBERT KEMP

L'ÉTATISME EN ACTION

Jamais peut-être la littérature économique n'a été plus abondante qu'aujourd'hui. De toutes parts surgissent des volumes destinés à nous exposer les méthodes les plus aptes à organiser la production et les échanges ; des revues se consacrent exclusivement à ces mêmes études ; comités et commissions rivalisent dans l'élaboration de plans qui font miroiter des avenirs prestigieux. Malheureusement les réalisations contrastent cruellement avec les programmes, étant aussi indigentes qu'eux-mêmes sont fastueux. On pourrait voir dans cette opposition une tentative inconsciente de diversion pour les esprits qui trompent, par leur évasion dans le rêve, une faim qui n'est que trop inassouvie. La prolifération des plans est rarement un signe de santé. Il n'est pas bon de discourir indéfiniment sur les mérites comparés de toutes les constitutions passées, futures et possibles, et nous savons le danger que représentent pour les institutions d'un pays ces cogitations éperdues. L'élaboration minutieuse d'une déclaration des droits de l'homme conduit aisément à compenser par des garanties verbales un asservissement qui, lui, risque d'être effectif.

Aussi est-il nécessaire de regarder de temps à autre les choses plus simplement, c'est-à-dire de chercher à les voir comme elles vont, dans leur réalité toute nue, dépouillée des apparences qui les parent en les défigurant. Les conflits sont presque toujours idéologiques ; la poursuite de débats irritants et lassants parce qu'insolubles, constitue une véritable calamité. Il y a les idées, qui intéressent tout le monde, mais il y a aussi les faits qui, eux, soulèvent rarement les passions. Et pourtant ce sont eux qui constituent l'aboutissement humble peut-être, mais réel, de théories dont les spirales ont enchanté notre imagination, mais n'ont nourri que notre rêve jusqu'au moment où elles ont dû s'incarner dans ces décisions tangibles et physiques qui bâtissent le cadre dans lequel nous vivons.

C'est pourquoi nous voudrions, écartant toute discussion de principe, examiner une poignée de faits économiques, non pas pour faire le tour d'une question qui ne peut être épuisée en quelques pages, mais pour tendre vers des conclusions qui soient des constatations, avec le caractère apassionnel que leur confère l'objectivité, plutôt que des préférences, indéfiniment discutables en raison de leur subjectivité.

■ ■

L'émission monétaire est un droit régalien par excellence. L'Etat n'a pas à s'attribuer le privilège de créer la monnaie que personne ne lui conteste. Mais bien au contraire c'est un de ses devoirs essentiels vis-à-vis de chaque

citoyen que de lui fournir un instrument inaltérable d'échange et d'épargne. Une bonne monnaie est le ciment économique d'une nation ; elle est aussi un lien puissant pour assurer la cohésion d'un empire.

Jusqu'au 26 décembre 1945, le franc français (la nécessité de l'addition d'un adjectif comme correctif au nom dont il est issu est une première étrangeté) était la seule monnaie de la France et de ses possessions, sauf que, en Indochine, la monnaie circulante était la piastre, multiple exact de notre franc (une piastre valait dix francs). Un certain nombre de banques, qui étaient, à l'image de la Banque de France, des organismes privés mais soumis aux plus étroits contrôles, avaient reçu de l'Etat le privilège de l'émission dans chaque colonie. La question d'un taux de change entre les divers billets circulant matériellement dans les limites de tel ou tel territoire ne s'était jamais posée, les banques d'émission assurant leur interchangeabilité puisque le franc constituait la seule unité monétaire.

La situation actuelle est toute différente. La Banque d'Algérie a été nationalisée. Les privilèges de toutes les Banques coloniales (sauf celle de l'Indochine étant donné la situation politique de ce pays) ont été dénoncés. Ces Etablissements devront donc cesser plus ou moins vite leur activité monétaire ; celle-ci doit être progressivement assumée par un établissement public d'Etat, appelé la Caisse Centrale de la France d'Outre-mer, créé le 2 février 1944. Dès à présent cet Office jouit du privilège d'émission en Afrique Equatoriale, au Cameroun, ainsi qu'aux Antilles et à la Réunion, et ses billets peuvent avoir cours légal même dans les territoires où le privilège est exercé par un autre établissement. Ses attributions en matière de crédit sont considérables et lui permettent d'interdire aux établissements privés toute activité que les Pouvoirs Publics jugeraient inopportune. Il peut d'autre part consentir des avances au Trésor Français et aux collectivités publiques. Il reçoit obligatoirement tout l'or produit dans les territoires d'outre-mer et toutes les devises provenant de l'exportation à l'étranger des produits coloniaux.

On voit l'importance d'une telle réforme. Il semblerait qu'elle ait dû être accomplie avec le soin qui s'impose en une matière aussi délicate, le fonctionnement d'un Institut d'émission devant obéir à des règles impérieuses pour ses statuts, la consistance de son encaisse, l'organisation de l'escompte, la publicité de ses bilans réguliers. Il est impossible de ne pas remarquer qu'aucune de ces règles tutélaires n'existe, ou du moins n'est connue, en ce qui concerne le nouvel établissement auquel est confiée l'émission dans notre empire. Quel est le montant de la monnaie en circulation, quelle en est la représentation, sert-elle à financer le commerce ou à constituer des dotations plus ou moins durables, est-elle un instrument de crédit régulier ou un instrument d'inflation, autant de questions capitales et auxquelles, pour le moment, aucune réponse n'est possible. Sans doute un Directeur Général a-t-il été nommé par le Gouvernement. Mais les textes prévoyaient une Commission de surveillance dont l'avis au moins était indispensable pour arrêter les comptes, passer des conventions avec les Pouvoirs Publics, fixer les conditions de l'émission et en général administrer la Caisse. Il ne semble pas que cette Commission ait jamais fonctionné, ni même que, deux ans après l'ordonnance l'instituant, les membres en aient été nommés.

La situation est d'autant plus curieuse que la loi du 26 décembre 1945 a compartimenté le système monétaire des possessions françaises en créant de nouveaux francs dits coloniaux. On sait qu'à cette date notre monnaie a perdu par rapport au dollar 60 % de sa valeur. Mais le Gouvernement a décidé de ne pas toucher à la parité du franc circulant dans nos possessions d'Océanie, le franc calédonien se trouvant donc valoir 2,40 francs français nouveaux. En même temps on décréta une nouvelle parité pour le franc de Madagascar et d'Afrique noire, le franc CFA (Colonies Françaises d'Afrique) se substituant à l'ancien pour valoir 1,70 franc français nouveau. La piastre fut également réévaluée, passant de 10 francs, taux ancien, à 10 francs CFA nouveaux, c'est-à-dire à 17 francs français nouveaux. Aucune raison n'a été trouvée à ces taux arbitraires, ni à l'assimilation inattendue de la piastre d'Indochine avec le franc de Dakar, si ce n'est que 1,7 est la moyenne arithmétique entre 1 et 2,4 ! Ces mesures ont naturellement jeté un trouble considérable dans les rapports de l'économie française et des économies africaine et malgache, venant après dix-huit mois d'assimilation quant au régime des prix et des salaires.

Au total, le système monétaire de nos possessions avait été confié à des établissements distincts rigoureusement autonomes et sévèrement surveillés, alors que les monnaies qu'ils émettaient étaient à parité entre elles et avec le franc. Désormais c'est un établissement unique, au statut incertain et fragmentaire qui va prendre en charge, dans des conditions mal connues et en tout cas non rendues publiques, l'émission des diverses monnaies coloniales qui viennent précisément d'être séparées les unes des autres.

On est frappé d'étonnement lorsqu'on se rappelle la gravité dont était empreinte, dans un passé encore récent, toute mesure intéressant la Banque de France. Sa composition, ses traditions, son fonctionnement, son respect scrupuleux des règles de la comptabilité, la solennité même des manifestations principales de son activité, traduisaient le souci de maintenir inattaquable le crédit de sa monnaie. De fait, le franc a connu une remarquable stabilité en dépit des révolutions et des guerres, et malgré aussi la vulnérabilité nouvelle que lui conférait l'usage fécond mais dangereux des règlements purement scripturaux. L'adaptation des instruments anciens aux emplois modernes est chose souhaitable, nécessaire, qu'il faut vouloir allégrement, bien loin de ne faire que s'y résigner avec regret. Mais c'est précisément quand les conditions sont difficiles ou quand les évolutions se précipitent qu'il faut veiller avec le plus de soin à la perfection et à la solidité des outils dont on dispose. Aucune manœuvre n'est possible si les mécanismes se disloquent. Au fort de l'orage, chaque passager du navire se sent solidaire des machines puissantes qui luttent contre les flots, plein d'espoir si on perçoit malgré tout leur ronflement obstiné, tenace, résistant, mais plein d'angoisse si elle paraissent fléchir et cesser brusquement, dans le silence, de remplir leur fonction salvatrice.

■ ■

A côté des attributions normales de l'Etat, c'est-à-dire celles dont il est seul à pouvoir se charger, il en est d'autres qu'il n'est dans son rôle d'assumer, et qui ne doivent lui être confiées que si, grâce à lui, elles sont remplies de façon plus profitable à l'ensemble du pays. C'est au nom de cet intérêt qu'ont

été accomplies les récentes nationalisations atteignant les branches les plus variées de l'activité économique : les résultats obtenus doivent finalement constituer le critérium de leur justification ou de leur condamnation. Malheureusement cette question essentielle de l'efficacité est plus souvent résolue par des affirmations *a priori* que par des jugements irréfutables. Les statistiques n'ont jamais voulu dire grand'chose dès lors qu'elles sont dressées par ceux-mêmes qui veulent s'en servir ; suivant l'angle sous lequel on les prend, on déclare aussi bien que telle production française est totalement exportée ou, au contraire, est totalement réservée au marché intérieur ; la récolte de blé est splendide à la veille des élections et insuffisante le lendemain ; les rapports entre l'abondance des pluies et la capacité des usines électriques obéissent à des règles relevant fort peu de la physique ; et on sait assez la difficulté que l'on éprouve, en période de hausse des prix, à dresser un bilan industriel vraiment sincère, pour imaginer la facilité que l'on a à en établir un qui le soit moins. Il n'en est que plus utile d'examiner ce qu'il y a d'incontestable dans le processus d'étatisation, c'est-à-dire la façon purement matérielle dont fonctionne le mécanisme apparent des entreprises d'Etat, tel que chacun peut le connaître de l'extérieur.

L'Etat s'est attribué parfois les actifs des sociétés expropriées, parfois les titres mêmes émis par ces sociétés. Il a donc été conduit soit à créer des sociétés nouvelles, soit au contraire à conserver les affaires anciennes. C'est ainsi que les quatre grandes banques nationalisées continuent sous leur nom propre, et avec tous les attributs visibles de leur existence antérieure. De même les Compagnies d'assurances ou la société qui a succédé à Gnome et Rhône sont traitées par la loi comme des sociétés anonymes régies par la loi de 1867. Les Sociétés anonymes correspondent cependant à un type d'entreprises parfaitement connu, présentant des caractéristiques légales précises. Leurs propriétaires doivent être au moins sept, et, s'ils viennent à être moins nombreux, la société peut être dissoute à la demande de tout intéressé. L'organisme essentiel de leur gestion est l'assemblée générale et des injonctions sévères exigent un quorum et une majorité déterminés suivant les décisions à prendre. Les administrateurs doivent posséder un certain nombre d'actions ; ils ne peuvent être nommés ou révoqués que par l'assemblée générale ; leur responsabilité est aussi nette qu'étendue. De nombreuses incompatibilités sont édictées, tenant surtout aux abus qui pourraient naître de marchés passés entre sociétés. Sans continuer à décrire le régime des Sociétés anonymes, il est bien évident que presque rien de ce qui les touche ne peut s'appliquer à des entreprises qui n'ont plus comme propriétaire que le seul Etat. Si l'on discute depuis des siècles pour savoir le nombre minimum de grains nécessaires pour constituer un tas de blé, il ne semble pas qu'aucun philosophe ait déclaré qu'il suffise d'un... L'Etat sera seul à désigner ses représentants, et il sera seul à fixer les règles administratives qu'il entendra accepter, lesquelles n'ont aucun rapport avec celles qu'il impose aux personnes privées. Il est bien évident qu'un statut juridique nouveau et original, pour des régies d'Etat plus ou moins indépendantes, est parfaitement concevable et que rien ne s'oppose à son élaboration ; mais le maintien de la fiction des Sociétés anonymes, alors que tous les organes en ont été supprimés ou transformés, heurte visiblement la vérité.

On sait que certaines nationalisations ont eu pour motif de supprimer la prééminence intolérable de la propriété capitaliste. De fait la domination de l'argent est, de toutes peut-être, une des plus intolérables et les Sociétés anonymes sont représentées, à tort d'ailleurs, comme son moyen d'expression. Quoi qu'il en soit, il existe heureusement de vastes champs d'activité qui n'exigent pas de mises de fonds considérables et permanentes sous forme de travaux, d'usines ou d'outillage, et qui permettent en conséquence l'emploi des formes mutualistes. C'est précisément le cas, assez inattendu étant donné la logomachie habituelle, de l'Assurance qui a besoin de capitaux pour naître mais qui peut très bien s'en passer progressivement et s'affranchir ainsi de leur tutelle. Il serait parfaitement normal que de telles entreprises remboursent leur capital pour devenir la propriété de ceux qui mettent en commun leur activité, leur imagination et leur travail pour faire marcher leur compagnie. La mutualisation de l'assurance constituerait probablement un progrès social qui ne serait pas acheté trop cher par une réduction provisoire d'efficacité économique. En tout cas, on pouvait penser que la nationalisation n'atteindrait que les Société anonymes d'assurance puisque son objectif essentiel était d'éliminer le capital, et ne toucherait pas les sociétés mutuelles qui n'en ont pas. Des raisons personnelles et locales conduisirent pourtant à ajouter la Mutuelle Générale Française à la liste des entreprises nationalisées établie par le Gouvernement. Mais l'Etat, qui s'attribue les actions des Sociétés anonymes, ne pouvait agir de même vis-à-vis d'une Compagnie qui, précisément, n'en a pas. L'article 12 de la loi du 25 avril 1946 a donc dû spécifier qu'un décret spécial visant cette affaire seule prévoierait « la constitution du capital social appartenant à l'Etat et la transformation de ladite Société à forme mutuelle en Société anonyme ». Tel est le processus par lequel l'Etat, après avoir exprimé sa volonté de nationaliser des entreprises capitalistes, commence par donner la forme honnie de Société anonyme à une entreprise qui l'avait écartée, puis la nationalise.

Les rapports du capital et du travail ne sont pas la seule question délicate que doit résoudre une économie qui veut être à la fois productive et largement humaine. C'est aussi un problème central que de favoriser l'évolution rapide qui doit amener aux postes de direction les hommes les meilleurs et les plus capables. A vrai dire il y a longtemps que ce ne sont plus les plus riches qui commandent, en dépit de ce que voudrait faire croire une propagande qui maintient le mythe d'un abus périmé pour s'attribuer le mérite de le faire disparaître. Mais la question de la promotion ouvrière, et plus généralement du recrutement et du renouvellement d'une élite, n'en est pas pour cela résolue, et se pose perpétuellement aux générations qui montent. De façon simpliste on peut dire que l'ascension individuelle sanctionne surtout, dans le secteur privé, la réussite, et, dans le secteur public, le mérite consacré par un titre. Il n'est pas interdit d'espérer que l'on puisse combiner les deux procédés, pourvu que ce soient toujours les qualités qui désignent les chefs. qualités probables dont la preuve a été fournie par un examen, ou qualités plus réelles que l'expérience a dégagées. En même temps le choix des dirigeants nécessite le respect des règles générales de hiérarchie, de durée, et de commun consentement, sans lesquelles il n'existe pas d'action féconde, les chefs étant faits pour le service des entreprises dans lesquelles ils servent et pour le bien des hommes qui leur sont confiés.

La loi créant les Houillères de France a stipulé que les directeurs généraux adjoints seraient nommés sur la proposition du Président-Directeur général, ce qui est normal. Cependant un Ministre a révoqué récemment les trois Directeurs en fonctions pour en nommer trois autres que le Président, non seulement n'avait pas présentés, mais a refusé de recevoir. Ce conflit a duré de longues semaines et paraît s'être terminé par la réintégration des trois premiers et la nomination de deux Directeurs supplémentaires. — Le 2 décembre 1945, les quatre grands Etablissements de crédit ont été nationalisés. Le Gouvernement a nommé la quasi-totalité des administrateurs et les conseils ont élu chacun leur Président. En mai 1946, de nouvelles élections présidentielles ont eu lieu dans trois des Etablissements en question : pour deux d'entre eux, le Président a été changé ; quant au troisième, le Président proposé par le Ministère n'a pu rallier que 5 voix contre 7 abstentions. De sorte que personne n'a été nommé, ce qui est une situation éminemment préjudiciable à la marche des affaires. De plus, les représentants de la C.G.T., mécontents de la façon dont s'était passée l'élection dans cette dernière banque, ont décidé de ne plus siéger au Conseil, et leurs collègues au conseil des trois autres banques ont décidé de les imiter. Ainsi, pour des raisons complètement étrangères à la gestion des intérêts qui leur sont confiés, des administrateurs de sociétés nationales refusent de siéger aux postes qu'ils occupent. — Le Parlement, pour nationaliser partiellement l'assurance, a choisi des groupes de Compagnies qui, sous le même nom, avec le même Conseil d'administration, les mêmes agents et souvent une direction commune, pratiquaient l'assurance de risques différents ou analogues, mais qu'il est préférable de comptabiliser séparément ainsi que la loi française en fait une obligation. Une société, même petite, a donc été nationalisée du seul fait de son appartenance à un groupe. Cependant les désignations par le Ministre des Finances de nouveaux Directeurs généraux provisoires, ayant à eux seuls et sans contrôle à partir du 1er juillet les pouvoirs du Conseil d'administration, ont porté le plus souvent sur des personnes différentes pour chacune des sociétés nationalisées, de sorte qu'une mesure temporaire qui, par définition, devrait permettre des modifications futures sans les compromettre, a brisé la cohésion des grandes entreprises françaises en éparpillant leur direction tant en France que, ce qui est plus grave encore, à l'étranger. — Le 10 mai 1946, le Gouvernement a nommé les administrateurs de la nouvelle société mammouth qui s'appelle « L'Electricité de France ». Un mois après, un communiqué officiel apprend « que le Conseil d'administration a révoqué M. X., administrateur, de toutes les fonctions qu'il exerçait dans les entreprises dépendant directement ou indirectement de l'Electricité de France », pour avoir, en dehors de ses fonctions, dénoncé l'incapacité de l'Etat à assumer certaines charges. Outre qu'une telle décision prouve un singulier mépris de la liberté d'opinion la plus élémentaire pour un citoyen français, on doit remarquer que jamais les conseils d'administration n'avaient eu, jusqu'à présent, le droit de révoquer un administrateur, cette attribution étant exclusivement réservée à l'assemblée générale.

Ainsi, ce que le public a appris de la désignation des personnes mises à la tête des nouvelles entreprises ne permet pas de juger leurs aptitudes et une appréciation à cet égard sortirait du cadre de cette étude. Mais, toujours pour rester dans le domaine formel des apparences extérieures, on

est obligé de remarquer l'instabilité qui s'est introduite dans un domaine où elle est particulièrement dangereuse, et le fait que, aux deux critériums de capacité prouvée ou de réussite personnelle, tend à s'en substituer un troisième, exclusivement basé sur la camaraderie politique.

■ ■

Nous vivons aujourd'hui dans des conditions difficiles. Tout le monde s'étonne que les choses n'aillent pas mieux. Mais en réalité nous n'avons sous les yeux qu'une série de conséquences[1], et tout jugement qui ne remonte pas aux causes est vain. Il est étrange de constater l'absence d'attention que l'on porte à ce qui est pourtant à l'origine de ce qui doit plus tard, mais trop tard, nous frapper. Ce n'est pas par pur esprit de système que les Français sont attachés à la loi, à la justice, aux formes juridiques. Ils tiennent d'autant plus à la clarté des définitions et, à la rigueur romaine du droit, qu'ils ont plus obstinément repoussé les faux prestiges de la légalité en perpétuel devenir, telle que des esprits germanisants nous la proposaient, en attendant que la violence ait voulu nous l'imposer.

Les Français savent, ou du moins ils savaient, qu'une législation précise et une administration stable sont un apport inappréciable pour la vie d'une communauté humaine. Un peuple sans constitution n'est pas capable de demeurer longtemps une nation. Il en sera de même, à des degrés divers, pour tout ce qui constitue l'armature matérielle de notre existence collective. La dislocation de notre appareil législatif compromet dangereusement la vitalité du pays et affaiblit l'Etat, même si elle s'appelle étatisation, comme elle appauvrit la nation, même si elle s'appelle nationalisation.

ED. GISCARD D'ESTAING

1. Les débats soulevés autour de la hausse des salaires qui est à nouveau réclamée en France, devraient éclairer les esprits les plus aveugles. La grande majorité des Français a un standard de vie incontestablement trop bas par rapport à ce qu'il pourrait être et ceux qui, en raison de leur âge ou de leurs maladies, ne peuvent plus travailler, sont guettés par la pire misère physique. Mais cette situation lamentable est précisément une conséquence, qui a été annoncée ici même il y a bien des mois, comme devant découler inévitablement d'une désorganisation, peut-être involontaire, mais en tous cas incontestable et profonde, de presque tous les organes réguliers de la production et de la distribution des richesses. Il ne dépend pas d'une inflation nouvelle de pouvoirs d'achat de remédier à un déséquilibre fondamental qui, tant qu'il sera systématiquement entretenu, entraînera le cortège de misères dont nous constatons aujourd'hui le déroulement. Il est véritablement étrange que tant de douloureuses expériences, toutes concordantes dans leur succession, éclairent aussi peu l'opinion et qu'un pays s'engage avec un tel aveuglement dans le chemin de l'appauvrissement.

LA FRONTIÈRE INVISIBLE

C'EN était fait. Lasse de crier, de meurtrir mes mains contre la poignée de la fenêtre qui refusait obstinément de s'ouvrir, de frapper violemment à cette porte implacablement fermée, je m'étendis sur le lit étroit et je fermai les yeux. J'essayais de reprendre des forces et de dominer le tumulte affreux de mes pensées. Une idée jaillit soudain, se dégagea bientôt des autres et je m'y accrochai :

— On n'allait pas me laisser comme cela indéfiniment. On finirait bien par venir. Il s'agissait donc d'attendre.

Il faudrait certainement lutter ; il convenait donc d'économiser mes forces et de comprendre la situation. Un temps s'écoula qui me parut très long, peut-être une demi-heure. Soudain j'entendis un bruit de pas : quelqu'un venait, s'arrêtait devant ma porte. Mon cœur battit plus vite, trop fort, me fit mal... Une clé grinça... Je me laissai glisser du lit, doucement. Je voulais affronter le péril debout. La porte s'ouvrit et une infirmière parut ; elle était petite, brune et pâle. Elle me regarda avec curiosité, inquiète peut-être, puis fit un pas dans la chambre et continuant à m'examiner très attentivement, essaya de sourire et dit un peu hésitante :

— Cela va mieux, n'est-ce pas ? C'est l'heure de déjeuner, vous devez avoir faim. Aujourd'hui exceptionnellement, je vous apporterai le repas ; demain vous descendrez.

Elle semblait attendre une réponse. Je compris qu'il était inutile de lui demander des explications, que cela serait « inconvenant », et qu'il fallait lui répondre comme si tout cela était parfaitement naturel. C'est ce que je fis. Quand je lui exprimai mon désir de prendre quelque nourriture elle sembla soulagée, sourit franchement et, la main sur la poignée de la porte, elle me dit vivement :

— Je reviens tout de suite, je vais vous chercher le plateau... Il est tout préparé...

Elle ferma à clé. Un grand calme se fit en moi. Quelque chose me disait que j'avais eu raison de renoncer à savoir. J'étais fière d'avoir dominé mon impatience. Il fallait attendre, se tenir sur ses gardes...

Quelques minutes plus tard la jeune femme revint portant un plateau. Elle le posa sur une petite table, alla fermer la porte qu'elle avait repoussée du pied, prit une chaise et d'un geste m'invita à m'asseoir :

— Pendant que vous mangerez, je vais vous préparer le lit.

Elle ouvrit les couvertures, tapota l'oreiller. J'avais bu le potage qui était dans un bol. A côté dans une assiette il y avait un peu de purée, de la viande coupée en petits morceaux... Je la regardai. Elle avait vu mon regard un peu étonné, elle s'efforça de rire :

« Nous avons des couteaux qui coupent très mal, alors j'ai préféré faire cela moi-même. »

De nouveau elle semblait mal à l'aise. Je lui souris, et je la remerciai, feignant de n'accorder aucune importance à cet incident. Quand j'eus fini, elle rangea les assiettes sur le plateau et me conseilla de m'allonger un peu sur le lit.

— Vous devriez dormir un peu... Je viendrai vous chercher après.

— Si vous voulez, avec plaisir.

Elle sembla rassurée, puis avant de refermer la porte sur elle, elle ajouta plus bas :

— Vous ne serez pas mal ici. Vous verrez.

Je vis de la pitié dans ses yeux. J'avais remporté une victoire sur moi-même, il fallait continuer. Qu'allait-il se passer ? Je sentis comme une menace me frôler. Il ne fallait pas laisser mes idées danser follement dans ma tête. Il fallait continuer à garder mon sang-froid et tout irait bien. Pour triompher d'une angoisse sournoise qui rampait traîtreusement et cherchait à se préciser, je voulus occuper mon esprit et récitai des extraits de tragédies classiques et des poèmes. Il n'y avait pas si longtemps j'étais encore dans ce cours secondaire, parmi mes camarades. J'avais eu le premier prix de déclamation en classe de « rhéto ». On m'avait toujours félicitée pour ma diction.

« Cette obscure clarté qui tombe des étoiles. »

Des larmes me vinrent aux yeux. « Il pleure dans mon cœur... » Je récitai à haute voix, afin de mieux garder mon contrôle et là, dans cette chambre de prisonnière, entourée de silence, dans une solitude inoubliable, je déclamai de toute mon âme, me torturant avec une ardeur désespérée, cherchant avidement une souffrance connue afin de me soustraire à l'autre souffrance que je pressentais seulement et qui, insidieusement, cherchait à s'emparer de mon cerveau.

Combien de temps cela dura-t-il ? Je ne sais. De nouveau l'infirmière vint. Je me levai.

— Si vous voulez descendre, à moins que vous ne préfériez rester couchée ?

J'arrangeai mes cheveux et m'efforçai de répondre sans hâte et d'un air détaché :

— Si vous voulez bien, j'aime mieux marcher un peu.

Elle s'effaça, je sortis, et bientôt nous longeâmes un couloir désert sur lequel donnait une série de portes semblables à la mienne. Au bout du couloir un escalier. Elle me prit par le bras, se pencha vers moi et me demanda :

— Vous ne vous sentez pas fatiguée ?

— Je me sens très bien, lui répondis-je.

Nous descendîmes deux étages. Encore un couloir, mais très court, une porte s'ouvrit, une infirmière parut ; elle s'arrêta, me regarda longuement. Ma compagne me conduisait à cette porte ouverte. Nous entrâmes dans une vaste pièce, occupée, me sembla-t-il d'abord, par un assez grand nombre de femmes. En réalité elles n'étaient pas plus d'une douzaine, mais quand j'entrai elles me parurent beaucoup plus nombreuses. Notre arrivée fit cesser toute animation. Les bruits s'arrêtèrent, les voix se turent et je me sentis exposée à une curiosité étrange. Je les regardai à mon tour, mon regard ren-

contra quelques regards et soudain l'horrible certitude contre laquelle j'avais lutté, se dressa, s'imposa : j'avais peur ! horriblement peur ! Ce n'était pas possible ! J'entendis comme de très loin la voix de l'infirmière qui murmurait :

— Je reviendrai tout à l'heure.

Je me retournai brusquement. Non ! Je ne voulais pas rester seule avec ces femmes qui m'épouvantaient. L'infirmière me regardait elle aussi. Je devinai qu'elle attendait quelque chose... Oui, c'était bien cela. Il fallait à tout prix surmonter la terreur qui commençait à m'envahir, sinon j'étais perdue. Je ne savais pas exactement ce qui m'arriverait, mais j'avais l'intuition profonde que je devais encore une fois, me comporter comme si tout cela était « naturel ».

— A tout à l'heure, lui dis-je.

Elle me sourit et sortit. Je restai seule, tremblante, osant à peine comprendre. Folles ! j'étais enfermée avec des folles.

— Si je faiblis, je vais devenir comme elles.

Un abîme s'entr'ouvrait, je fermai les yeux. Je faisais des efforts surhumains pour ne pas me laisser aller à une crise de nerfs, à crier. Il fallait éviter cela, sinon je ne pourrais plus m'arrêter. Qui sait ce qu'il y avait au delà de cette faiblesse : une sorte de rafale se ruait sur moi.

— Ce ne sont pas des criminelles, ce sont des malades.

Cette pensée vint à mon secours. Je l'étreignis, je ne la lâchai plus. Quelques secondes encore et je sus que c'était fini. Bientôt le calme allait revenir. Elles attendaient en silence, je fis quelques pas en avant, je m'assis près d'une petite table, je pris un livre qui était là, je l'ouvris, j'eus la force de le feuilleter. Je n'eus pas besoin de lever les yeux pour savoir que les regards me libéraient, se détournaient de moi ; une vieille femme qui était assise un peu plus loin, se leva et passa tout près de moi, me frôlant, elle tourna la tête, me sourit timidement comme pour s'excuser, et alla regarder à l'une des fenêtres du salon qui donnait sur le parc.

Elles m'acceptaient, j'étais une des leurs.

Les êtres qui vivaient dans la lumière me chassaient, me reniaient. On m'avait jetée parmi les égarées et celles-ci trouvaient ma présence naturelle comme si j'avais toujours fait partie de leur misérable groupe. Une détresse infinie me submergea. Pour ne pas sombrer, je posai à nouveau les données du problème. Pour sortir de cette maison où l'on m'avait internée, il fallait prouver que j'avais toute ma raison. Cette pensée me rassura. Oui, ce n'était que cela. Or la chose semblait facile. Au bout de quelques jours on s'apercevrait bien qu'on avait commis une erreur et je serais de nouveau libre.

A ce moment, l'infirmière que j'avais vue sortir du salon quand on m'y amena, rentra et appela à haute voix : « Madame André ». Les conversations cessèrent mais personne ne se leva ; impatientée, l'infirmière, une grosse fille rougeaude, courte sur pattes, cria plus fort en faisant de la main un signe à une jeune femme assise près de la fenêtre qui la regardait, indifférente, comme si ce n'était pas d'elle qu'il s'agissait. L'infirmière, avec une moue de contrariété, s'avança vers elle la prit par le bras en disant :

— Eh ben voyons, vous êtes sourde.

La jeune femme dégagea alors son bras de l'étreinte et, hautaine, demanda :

— Qui vous a permis de me toucher ? Ne savez-vous pas que je pourrais vous punir très sérieusement si tel était mon bon plaisir ?

La grosse fille haussa les épaules.

— Ça va, je n'ai pas le temps d'écouter vos histoires. Le docteur N... est là, il veut vous voir, allez, dépêchez-vous.

En entendant ce nom, la jeune femme, une brune au visage admirable de régularité, d'une pâleur éclatante, se leva et ses grands yeux noirs trop brillants s'agrandirent d'épouvante ; elle se réfugia derrière le fauteuil et la voix entrecoupée par l'émotion qui la secouait, elle balbutia :

— Non ! Non ! Je ne veux pas le voir, je ne veux pas ! C'est un monstre, entendez-vous ? Je ne veux pas être torturée...

— Ça recommence ! murmura l'énorme gardienne. Au même instant la porte s'ouvrit et l'infirmière qui m'avait conduite apparut, accompagnant une ravissante jeune fille. La jeune femme l'aperçut et cria :

— Marina ! Venez, on veut m'emmener ! Il est là ! Je ne veux pas le voir.

Marina courut alors vers elle et voulut s'interposer. Frémissante d'indignation elle repoussa l'infirmière aux allures de mégère et j'entendis ces mots extraordinaires :

— Je vous défends d'approcher Sa Majesté ! Allez dire à cet ignoble bourreau que c'en est assez. Qu'il parte ! Qu'il disparaisse s'il ne veut pas être châtié comme il le mérite. Allez ! commanda-t-elle altière et elle croisa ses bras sur sa poitrine, dans un geste étonnant de noblesse.

Les deux infirmières échangèrent alors un coup d'œil. Celle qui s'était occupée de moi sortit et revint quelques instants après avec un colosse au visage inexpressif. Il alla jusqu'au groupe formé par l'autre infirmière et les deux jeunes femmes étroitement embrassées. Il y eut alors un effroyable tumulte. Cris, bruits de tables, de fauteuils renversés. Bientôt la mêlée devint générale, des infirmières rentraient, bataillaient avec les autres malades surexcitées par le vacarme, furieuses ou effrayées. C'étaient des galops à travers la pièce et des luttes acharnées parmi des hurlements. Réfugiée dans un coin je regardai cette scène atroce et il me semblait rêver un cauchemar infernal. Une femme, une malade, s'était approchée de moi ; elle seule était restée calme. Elle posa sa main sur mon épaule, je la regardai et montrai le groupe de possédées sans pouvoir articuler une seule parole. Elle me saisit dans ses bras et m'attira vers elle, maintenant ma tête sur sa poitrine pour m'empêcher de voir.

— Ne regardez pas mon petit, calmez-vous ! N'ayez pas peur ! Je vous aiderai...

Lundi.

Plusieurs jours ont passé. J'attendais la visite du docteur N... Celui que madame André avait traité de monstre. C'était un des médecins qui m'avait examinée et c'était lui qui devait décider si oui ou non je devais être maintenue dans cette maison maudite. J'avais appris bien des choses ; j'avais parlé à celles qui étaient devenues mes compagnes. J'entendis d'étranges récits incohérents et terrifiants où il était question de tortures, de supplices dignes du Grand Guignol et qui évoquaient les traitements subis par les malades. Traitement. A ce seul mot les visages se contractaient, les dos se voûtaient, les épaules se serraient et je lisais la même épouvante dans tous les yeux. Seule la femme qui était venue à mon aide lors de la terrible scène semblait indifférente à ce sujet. Elle paraissait absolument normale et une erreur pareille à celle qui m'avait amenée là pouvait seule expliquer sa présence en ces lieux. Comme je la questionnais sur ces fameux traitements, elle me dit que je ne devais pas prendre au sérieux les histoires de ces misérables ; que leur état mental aurait dû me faire comprendre qu'il s'agissait d'inventions de leurs cerveaux détraqués.

— Cela ne vous semble donc pas fantastique ? Enfin. Voyons mon enfant, vous allez me faire le plaisir d'oublier tout cela. Croyez-moi, parlez moins à ces pauvres femmes. Cela ne vous vaut rien. Vous êtes trop sensible et

tout ce qu'elles vous racontent vous impressionne trop vivement. Cela finirait par vous faire du mal. Pensez seulement à ceci : vous allez nous quitter dans quelques jours. Quand devez-vous voir N... ?

— Demain.

— C'est parfait, s'il vient de bonne heure le matin, vous partirez certainement dans la journée.

Comme je ne lui répondais pas, elle me demanda :

— Pourquoi ne dites-vous rien ? A quoi pensez-vous ?

Je la regardai.

— Mademoiselle David, pourquoi m'avez-vous dit que vous étiez arrivée ici deux jours avant moi alors que j'ai entendu deux infirmières qui, en parlant de vous, affirmaient que vous étiez ici depuis deux mois ?

Le visage maigre et ingrat de mademoiselle David se durcit. Elle devint subitement distante. D'un ton calme et indifférent elle m'assura que j'avais certainement mal entendu, puis elle me quitta, prit un livre dans le sac en toile qui ne la quittait jamais, alla s'asseoir plus loin, et cessa de s'occuper de moi.

Pourquoi m'aurait-elle menti ? Pourquoi celle qui était comme moi, qui n'avait rien de commun avec les autres, était-elle ici depuis si longtemps ?

Elle m'avait expliqué sa présence dans la maison de santé en prétendant qu'elle avait été hospitalisée à la suite d'une dépression nerveuse. Elle avait naturellement cherché une maison de repos plus agréable mais toutes les autres maisons étaient complètes, c'était uniquement pour cela qu'elle s'était décidée à accepter de rentrer dans celle-ci. Certes, la promiscuité était désagréable, mais elle n'y prêtait plus attention.

Pourquoi aujourd'hui cette explication me paraît-elle invraisemblable ? Comment admettre que mademoiselle David ait spontanément désiré entrer dans cette horrible maison. Même si elle n'est pas impressionnable comme moi comment peut-elle se reposer parmi ces exaltées qui poussent parfois des cris de bêtes quand on les mène au traitement. Comment croire, d'autre part, que le médecin qui dirige l'établissement ait accepté une femme saine d'esprit parmi ses pauvres folles ?

Non ! Tout cela était incompréhensible et menaçant pour moi. Je me sentais gagnée par une peur incoercible.

Jeudi.

C'est fini. Je n'ai plus rien à espérer. Comme j'insistais auprès du docteur N... pour obtenir des explications, il se contenta de me répondre que ses confrères et lui m'ayant trouvée un peu fatiguée, il avaient conseillé à ma famille de me faire faire un séjour dans une maison de santé. Comme il se levait prêt à prendre congé, je sentis la colère m'envahir. Jusque-là je m'étais fait violence pour ne pas laisser voir mon impatience, puis mon irritation devant ces paroles évasives. C'en était trop. Croyait-il que j'allais le laisser partir comme cela sans savoir exactement ce qui m'attendait ? Je fis une nouvelle tentative.

— S'il est vrai que j'ai besoin de repos, je trouve que vous avez mal choisi l'endroit, docteur.

— Madame, vous n'êtes pas en état, pardonnez-moi de vous le dire, d'apprécier la situation. Vous avez besoin de rester ici pendant un certain temps. Cela est absolument nécessaire.

— Mais pourquoi ? J'exige maintenant que vous me disiez pourquoi. Je veux savoir, entendez-vous ? J'ai le droit de savoir.

Le docteur N... avait pris son chapeau, sa canne, ses gants...

— Madame je suis désolé mais je ne puis rien vous dire de plus. Par la suite vous comprendrez. Pour le moment tout est inutile, vous ne vous rendez pas compte malheureusement de votre état. A bientôt...

Je devins incapable de dominer ma colère. Madame André avait raison : cet homme était un monstre. Je pris subitement en haine sa nonchalance distinguée de psychiâtre mondain, son indifférence ennuyée.

Cet homme, un médecin ! Jamais. Plutôt un trafiquant. S'imaginait-il que je me laisserais duper aussi facilement ? N'avais-je pas compris qu'il s'agissait d'un marché odieux conclu entre lui et ma famille ? On voulait se débarrasser de moi et l'on avait jugé commode de s'adresser à ce misérable qui, à l'abri de ses fonctions, pouvait accomplir de véritables crimes en toute sécurité.

— Docteur, criai-je, comme il ouvrait la porte, vous n'avez pas le droit de me séquestrer...

Mais déjà une infirmière intervenait et N... dédaignant de répondre, saluait.

J'esquissai un geste pour le retenir, mais l'infirmière m'empoigna, comme si j'eusse été capable d'empêcher le docteur N... de s'éloigner. Puis elle me poussa dans la chambre et rapidement verrouilla la porte.

J'étais seule.

Lundi.

A la suite de mon entrevue avec le docteur N... on m'a tenue enfermée dans ma chambre pendant plusieurs jours. Il ne fait pas bon rester seul parfois avec ses pensées. J'en étais venue à considérer le meurtre comme une chose parfaitement naturelle. Si N... s'était trouvé à ma merci, je suis sûre que je n'aurais pas hésité ces jours-là à le tuer de mes propres mains. Le désespoir et la révolte usaient mes forces, me détraquaient les nerfs. Privée de toute action, la lecture même m'était interdite, j'en étais réduite à passer mes journées étendue sur mon lit, obsédée par l'idée de sortir de cette prison. Pouvais-je me douter encore, que je devais penser un peu plus tard à ces journées comme heureuses, en les comparant aux heures horribles qui allaient suivre.

Samedi.

Toujours rien. J'ai renoncé à questionner la petite infirmière. Elle prétend ne rien savoir... Tous les matins vers huit heures, j'entends les cris effrayants des malades qu'on emmène au traitement.

Lundi.

J'ai fait la connaissance du docteur G..., c'est lui qui dirige cette maison. Il est maigre, pâle et chauve... Il n'a pas d'âge. Il a procédé à un examen du cœur.

— Docteur !

Ses yeux clignotants de myope se lèvent sur moi.

— Je ne puis plus supporter de rester enfermée dans cette chambre...

Le docteur G... m'interrompt :

— Cela va changer... A partir de demain vous descendrez comme auparavant.

Vendredi.

Sept heures un quart, l'infirmière est venue me chercher. Je me hâte de la suivre : tout n'est pas perdu. Nous arrivons au réfectoire et, comme je me dirige vers mon ancienne place, mon cœur tout à coup bat violemment dans ma poitrine. Je me sens glacée jusqu'aux lèvres. Je suis terrassée par la peur. Là, à ma place, il n'y a pas de bol fumant et cela signifie que moi

aussi je vais passer au traitement. Il exige en effet que l'on soit à jeun... De l'autre côté de la table, j'entends un gémissement, Marina s'affaisse la tête dans ses bras, secouée de sanglots nerveux... Sa place est vide aussi...

Je tombai sur ma chaise, inconsciente de ce qui se passait autour de moi. Un cri de Marina me tira de mon demi évanouissement.

— Non ! J'irai seule... Je n'ai pas besoin de vous. Laissez-moi. Vous me faites horreur.

Elle écartait deux infirmières qui l'avaient encadrée et cherchaient à l'entraîner.

Mademoiselle David arriva alors et, jetant un regard sur moi comprit tout en quelques secondes. Au lieu de s'asseoir à sa place, elle vint à moi ; je me levai et, si elle ne m'avait pas retenue dans ses bras, j'aurais sûrement glissé par terre.

— Courage mon petit, vous en sortirez...

La petite infirmière qui me portait les repas faisait un signe. Le colosse qui avait emmené madame André comme une enfant dans ses bras vint près de moi.

Mademoiselle David alors, faisant semblant de ne pas le voir, lui tourna le dos et demanda à la petite brune :

— Pourrais-je accompagner madame ?

La jeune infirmière hésita, puis voyant que je serrais le bras de mademoiselle David décidée à ne pas la lâcher, elle craignit des complications, une scène violente, et murmura :

— Oui, mais pressons-nous !

Nous montâmes au premier étage, la tête me tournait. Les êtres et les choses me paraissaient noyés dans un brouillard étrange.

Une porte venait de s'ouvrir quand je pris conscience de ce qui m'arrivait. Je crus que j'étais morte et que je me trouvais en enfer. Je vis tout. G... et ses infirmières : le bourreau et ses aides. Deux longues tables, l'une vide, l'autre au fond sur laquelle était étendu un corps couvert d'un drap blanc. Le visage même était couvert jusqu'au front. De minces flocons de fumée s'élevaient de chaque côté du crâne.

Alors une brûlante lumière m'aveugla : moi aussi on allait me coucher sur cette table. Cette table à laquelle étaient fixées des courroies aux quatre coins.

G... s'avançait.

— Dépêchons-nous !

C'était devant eux que j'allais être suppliciée, crier, me tordre au paroxysme de la douleur ; mon orgueil se réveilla, vint à mon secours et ma peur se doubla d'une colère irrésistible.

Mais le docteur G... fit un geste et ordonna sèchement :

— Allez et faites vite.

On me renversa, on me coucha de force sur la table de torture, mes poignets et mes chevilles furent emprisonnés. On dut me brutaliser pour parvenir à m'immobiliser car je luttais de toutes mes forces décuplées par la panique et la rage. On me mit du coton sur les yeux ; une ceinture entoura ma tête, se serra sur mes tempes bientôt meurtries. Toutes les sensations multipliées atteignaient une incroyable intensité. Mes oreilles bourdonnaient, mon cœur semblait prêt à éclater, je me raidissais désespérément, crispant mes muscles dans l'espoir insensé de rompre mes liens. Un crépitement... Mes nerfs se tordaient... Une sensation de chaleur à la tête, de brûlure... L'enfer...

Lundi.

On me fait le traitement tous les deux jours. Je ne sais pas pour quelles raisons on m'a internée mais en ce moment je crois que je suis en train de devenir folle.

Mercredi.

Il y a des moyens de supporter les séances sur la table de torture avec plus de courage et de diminuer la souffrance. Mais encore faut-il pouvoir s'en servir ! Je ne connais rien de plus poignant que ces pauvres secrets que les malades se chuchotent à l'oreille dans un élan de divine pitié.

Quand on vous étendait sur la table on se mordait les joues jusqu'au sang. La douleur vous empêchait de penser à ce qui allait suivre...

Moi aussi j'avais inventé quelque chose. Les jours du traitement, il fallait me secouer longtemps avant de me réveiller et je dormais à moitié quand on m'emmenait. J'offrais ainsi moins de résistance. Quand je commençais à réaliser ce qui se passait autour de moi, il était déjà trop tard, la douleur était là, la peur avait été dépassée.

C'était très simple, je n'avais eu qu'à me rappeler certaines pénitences que j'avais dû faire étant petite fille dans un couvent espagnol : elles consistaient à tourner, tourner à genoux autour de la chapelle jusqu'à ce qu'on tombât, épuisé de fatigue.

Les soirs qui précédaient les fameuses séances de supplice, je me condamnais sans pitié à passer la nuit éveillée en parcourant des dizaines et des dizaines de fois ma cellule sur les genoux. Un quart d'heure avant que l'on vînt me chercher, je me déshabillais et je tombais, assommée de fatigue, sur mon lit.

Lundi.

Je comprends trop bien mes compagnes... pour comprendre il faut éprouver... Mon Dieu ayez pitié de moi ! Je descends lentement dans l'ombre...

Samedi.

La mère S..., un gendarme en jupon au bon gros visage laid, mais intelligent et plein de bonté m'a annoncé la visite du docteur N... Elle m'a conseillé de reconnaître que j'étais malade en rentrant.

— Vous pouvez lui dire aussi que le traitement vous cause des névralgies très douloureuses... Restez calme surtout. Parlez peu, mais répondez quand il vous questionnera.

Dimanche.

Il est venu. Il m'a trouvée très bien. Il m'a annoncé son intention de suspendre le traitement. Ma joie en apprenant la fin de mon calvaire fut si violente que je perdis connaissance.

Samedi.

Mes forces reviennent, ma tête va mieux. Deux brûlures à la tête me rappellent encore l'horreur toute proche mais l'espérance, ce baume incomparable me fait oublier mes souffrances.

Cet après-midi, je suis descendue dans la grande salle. Elles étaient toutes là, mes compagnes de misère. A la pensée que j'allais bientôt partir et qu'elles resteraient là, Dieu sait combien de temps encore, une pitié infinie me gonfla le cœur et je regrettai de toute mon âme de ne rien pouvoir tenter pour soulager leur détresse.

La reine Mary et Marina me faisaient signe d'aller vers elles. Elles m'embrassèrent affectueusement. Le visage de madame André était brûlant, des cernes immenses ombraient ses joues creusées. Mademoiselle David lui avait appris mon départ et elle murmurait, les yeux brillants de larmes :

« Je suis très heureuse pour vous mon petit, vous l'avez bien mérité ». Pour la consoler je la serrai dans mes bras en lui assurant que bientôt elle aussi serait libre avec Marina, mais la malheureuse reine Mary secouait la tête et répétait obstinément :

— Non, non, moi je mourrai ici... Je le sais !

Mes yeux à ce moment-là, machinalement fixaient le vieux piano situé dans un angle de la salle et une idée me vint. J'avais une fois déjà demandé la permission de jouer du piano. Mais les infirmières m'avaient dit que cela était formellement interdit, que cela risquait d'exciter les malades et qu'il ne fallait pas y songer, d'ailleurs le piano était fermé à clé. J'avais par la suite constaté que la serrure avait été forcée et qu'il suffisait de tirer énergiquement sur le couvercle pour l'ouvrir. C'est ce que je fis. Je m'assis et sans prendre le temps de caresser le clavier de quelques arpèges car on allait venir et certainement m'empêcher de continuer, je jouai les premières mesures d'une sonate de Mozart. Après le premier moment de stupeur, les fauteuils s'étaient rapprochés du piano, la mère F..., une petite vieille malicieuse et cocasse était venue s'asseoir tout près du piano, et, collant son oreille contre le bois sonore, écoutait extasiée la main levée comme pour demander le silence. Amparo, au visage de Mater Dolorosa avait joint les mains et les yeux clos écoutait ardemment. Marina pour mieux s'abandonner à la musique avait enfoui son visage dans ses mains et la reine Mary le visage baigné de larmes heureuses souriait. Un rayon de soleil caressa les têtes penchées. Le bonheur passait...

Vendredi.

J'ai été faire mes adieux à la mère S... C'était ma préférée. Je lui ai parlé de certains rêves étranges qui hantaient encore mon cerveau, de cette angoisse qui parfois encore me visitait la nuit... Elle repassait à ce moment-là et paraissait accorder toute son attention au va-et-vient du fer électrique sur une camisole blanche.

— Tout cela n'est pas bien méchant ! Le tout est de ne pas y prêter trop d'attention...

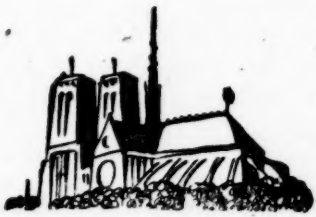
— Mère S..., j'ai promis...

— Oui, oui ! Je sais ! Vous avez promis à la reine Mary et à Marina de leur rendre visite. Il ne faut pas et voilà tout. Cela vous ferait du mal. Vous avez besoin de changer d'air, de penser à autre chose... Allez, croyez-moi, faites ce que je vous dis et tout ira bien. Partez sans leur faire vos adieux, ce serait trop pénible pour elles et pour vous aussi.

Puis elle m'embrassa en me serrant très fort sur sa vaste poitrine, renifla, se moucha dans un mouchoir à carreaux grand comme une serviette, s'essuya les yeux et me donnant une tape sur la joue reprit de sa grosse voix de commandement :

— Allez et maintenant hâtez-vous de vous préparer, vous allez vous mettre en retard...

CLAUDE RIGA



AUTOGRAPHES

et

MANUSCRITS

En France, il y eut toujours beaucoup de sérieuses vérités dans les plus légères chansons et tout y finit, dit-on, par un couplet.

J'en ai déniché quelques-uns qui s'intitulent *Le Marchand d'Autographes* et se fredonnent sur l'air de *Vive la Lithographie* qu'aucun homme de ce temps ne saurait chanter.

En voici quatre :

Reconnaissez l'âme ardente
Du vainqueur de Marengo
Dans cette page éloquente
Dont on ne peut lire un mot.

Cet ordre est de Charles IX
Malgré son air un peu neuf;
Mais de ce qui fait son prix
Combien vous serez surpris,

C'est que depuis une année
(Ici la date en fait foi),
Une fièvre cutanée
Avait emporté ce roi.

Messieurs, j'ai des autographes
De tous temps, de tous pays,
Signatures et paraphes,
Que je vends non garantis.

C'est ainsi, et qui voudrait écrire trois tomes sur les autographes et leurs amateurs, devrait en consacrer au moins deux aux contrefaçons, duperies, escroqueries et truquages auxquels se laissèrent prendre tant de collectionneurs ingénus et fervents, fort érudits pour la plupart, mais ne demandant qu'à croire aux singuliers trésors que tiraient de leurs portefeuilles des aigrefins et des faussaires.

★

Je me souviens encore d'une petite scène à laquelle j'assistai, vers 1900, lorsque j'arrivais de ma province.

Un ami m'avait conduit chez M. de Max, l'acteur célèbre qui, de sa voix monstrueuse et magnifique, disait généreusement les vers des jeunes poètes que nous étions alors, à des matinées gratuites où ne venait pas grand monde.

Ce jour-là, sa gouvernante lui apporta une photographie au bas de laquelle une admiratrice étrangère désirait un mot et sa signature.

— Tu imites assez proprement mon écriture, dit-il, arrange-toi... Elles m'assomment!...

— Mais que dois-je écrire, maître?...

— Écris...

Le respect qu'on doit aux lectrices m'empêche de répéter ce qu'il répondit.

Sa confidente, comme on dit au théâtre, habituée à ses façons, sortit en souriant, dédicaça le portrait et il y a peut-être en Amérique une vieille dame qui montre encore la photographie de M. de Max et l'autographe de... sa servante!

On connaît une histoire semblable, mais beaucoup plus importante que la mienne, puisqu'il s'agit d'un manuscrit tout entier, celui de *Carmosine*.

« Le Dr Véron, dit Paul Eudel, qui conte la chose, avait accepté l'œuvre d'avance, mais, par prudence, avait indiqué sur le contrat, avec paiement une date de livraison. Quelques jours avant le délai fixé, Alfred de Musset se blessa à l'index et se trouva dans l'impossibilité de tenir une plume. Seul, il pouvait se reconnaître au milieu des nombreux béquets ajoutés au manuscrit, et il avait besoin d'argent.

» Il dicta alors son proverbe à sa gouvernante, Mlle Colin, et reçut cinq billets de mille francs.

» — C'est trop, fit-il, ébloui...

» — Mais non, répondit Véron, puisque je conserve le manuscrit.

» Musset n'insista plus. Cependant, de retour chez lui, réfléchissant qu'il n'avait pas de sa main tracé une ligne de la copie, il fit part de ses scrupules à Mlle Colin qui partit d'un grand éclat de rire.

» — Le prévenir? A quoi bon? Il le verra bien aux fautes d'orthographe!

» Qu'est devenu ce manuscrit non autographe de *Carmosine*? S'il passait aujourd'hui dans une vente, il trouverait certainement des amateurs... »

Dans ses *Causeries d'un Curieux*, Feuillet des Conches nous apprend que Pline disait en riant que l'on conservait à Rome « de Sarpédon le Lycien, une lettre à Priam découverte dans un temple par Mucianus, alors qu'il était gouverneur en Lycie. Or, le papyrus n'était pas encore en usage à l'époque de la guerre de Troie! »

Il y a de faux autographes dans les collections les plus célèbres, dans les archives d'Etat, dans les portefeuilles des amateurs les plus avertis, et il faudrait lire dans la *Gazette des Tribunaux* le récit de l'affaire Vrain-Lucas que l'on peut résumer rapidement.

M. Michel Chasles, le savant géomètre, qui avait été élu membre de l'Institut en 1851, préparait un ouvrage qui devait faire grand bruit. Il y prouvait que la découverte des lois de la gravitation universelle attribuée à Newton était de Pascal.

Lorsqu'on demandait des preuves au surnaturel, nous disait une fois Rémy de Gourmont, on en obtenait toujours. Dans une séance de son académie, il

prouva la chose à l'aide d'une correspondance qui remontait à 1654 entre Pascal et Newton.

Cela fit quelque bruit, le jeune Newton étant, en 1654, dans sa onzième année!

Le savant et crédule bonhomme avait déniché d'autres merveilles, et, lorsque, épouvanté, il se décida à poursuivre le sieur Vrain-Lucas, son fournisseur d'autographes, et que le procureur impérial ouvrit son dossier devant un public composé surtout d'érudits, d'artistes et d'historiens, ce fut énorme. Le magistrat lut une lettre d'Alexandre le Grand dont voici deux phrases :

« *Alexandre rex, à son ami Aristote, salut!*

» *Mon amé, ne suis pas satisfait de ce qu'avez rendu public au lecteur de vos livres.*

» *Quant à ce que m'avès mandé d'aller faire un voyage au pays des Gaules afin d'y apprendre la Science des Druides desquels Pythagore a fait si bel éloge, non seulement vous le permets mais vous y engage pour le bien de mon peuple. car n'ignorès pas l'estime que je fais d'icelle nation que je considère comme étant celle qui porte la lumière dans le monde.*

» *Je vous salut.*

» *Le XXe des calendes de May, an de la CV^e olympiade.*

» *Alexandre.* »

Il y avait dans la collection une lettre en petit nègre de Cléopâtre à Jules César, un billet de Lazare le ressuscité à saint Pierre, un autre de Marie-Madeleine, un laissez-passer de Vercingétorix, des ordres du jour de Clovis devant Tolbiac, un poème d'Abelard, biens d'autres invraisemblables merveilles, et le papier des lettres de Frédégonde à Chilpéric avait en filigrane, dans sa pâte, la fleur de lys des papeteries d'Angoulême!

Il est probable qu'Alphonse Daudet songeait à ce scandale quand, à la fin de l'*Immortel*, il menait le lecteur à la huitième Chambre correctionnelle où l'huissier appelait l'affaire Albin Fage, poursuivi par M. Léonard Astier-Réhu, secrétaire perpétuel de l'Académie Française auquel il avait vendu des autographes.

« Une formidable explosion de fous rires accueillait le déballage de la fausse collection Mesnil-Case : lettres de rois, de papes, d'impératrices, Turenne, Buffon, Montaigne, La Boétie, Clémence Isaure, et à chaque nouveau nom de cette énumération fantastique, montrant l'énorme candeur de l'historien officiel, tout l'Institut berné par ce petit gnome, la joie de la foule redoublait... »

Albin Fage fut condamné à cinq ans de prison et aux dépens. Le romancier fut plus sévère que les juges de Vrain-Lucas qui s'en tira avec deux ans de prison et cinq cents francs d'amende.

Libéré vers 1872, il devait d'ailleurs être condamné de nouveau, ayant fourni à un vieil ecclésiastique qui cherchait des ancêtres, toute une magnifique et fantaisiste généalogie!

★

La passion des autographes ne remonte pas très haut, elle existait à peine au début du XIXe siècle.

Les amis de Mme de Sévigné, de Voltaire, de Diderot, de Lamartine,

n'avaient certainement pas notre fétichisme et beaucoup de lettres ont dû être égarées ou brûlées quand elles dataient un peu.

Nous agissons de la sorte.

Je sais qu'ayant donné une suite de poèmes à la *Revue de Paris* qui publiait alors la *Pizanella*, en 1911 ou 1912, je reçus deux pages de Gabriel d'Annunzio qui voulait complimenter le jeune poète que j'étais encore. Je fus très ému et très fier, mais j'ai égaré cette lettre, et je n'ai pas gardé non plus les cartes de la *Correspondance aux Armées* que m'adressait le brigadier Guillaume Apollinaire quand nous étions voisins de secteur, en Picardie ou en Champagne.

On recueille pieusement aujourd'hui les autographes de ces écrivains, les amateurs les payent cher, mais pour moi, vers 1915, ces cartes militaires ne m'intéressaient que parce qu'elles m'apportaient des nouvelles d'un ami.

Peut-être fabrique-t-on, à présent, des autographes de d'Annunzio et d'Apollinaire. Le truquage est éternel, puisque Pline l'Ancien se moquait d'une fausse lettre de Priam conservée à Rome!

Les amateurs de manuscrits sont moins guettés par les faussaires, qui n'ont pas tant de constance et qui peuvent écrire une lettre de Rabelais ou de Rotrou, imiter la signature de Corneille ou celle de Shakespeare, mais ne s'attaquent pas à de gros travaux.

Si des milliers de lettres autographes ont été détruites, beaucoup de manuscrits ont été perdus et les typographes qui composaient les *Stances*, le *Cid*, les *Caractères*, les *Satires* du sieur D, ou les *Pensées* n'avaient sans doute pas pour « la copie » de Malherbe, de Pierre Corneille, de La Bruyère, de Boileau et de Pascal le respect que nous avons.

Des manuscrits qui nous semblent fabuleux faisaient de petits prix vers 1880.

Il y a une vingtaine d'années, je rencontrais souvent sur les quais un bonhomme que je n'ai pas revu depuis 1939 et qui doit être mort comme tant d'êtres et de choses.

Ses poches étaient bourrées de volumes comme sa mémoire l'était d'anecdotes et de souvenirs. Je dois dire qu'anecdotes et souvenirs n'avaient trait qu'à ce qu'il avait sans doute seulement aimé ici-bas : les livres.

Interrogé à brûle-pourpoint, il n'eût certainement pas dit le nom du Pape ni celui du président de la République, et vieux et découragé, il se lamentait sans fin sur la pauvreté de l'époque.

A l'écouter, on pensait — ce qui était un peu vrai — que les temps étaient révolus et que l'Ange exterminateur n'allait pas tarder à venir.

Le passé lui semblait un paradis ou l'on trouvait à chaque pas un noble incunable, une édition des fermiers généraux ou quelque illustre manuscrit.

— Attendez, me dit-il un jour, c'était en 1882, le 25 d'avril... oui... exactement le 25... J'étais allé à l'*Hôtel* assister mon patron, M. Chasles qui était expert et libraire, bien entendu, puisque j'étais son commis, et savez-vous ce qu'on vendait cet après-midi, ce qui passait sous le marteau de Me Couturier, le commissaire-priseur? ...

La bibliothèque et les manuscrits d'Honoré de Balzac, tout simplement! Mme de Balzac, née Comtesse Rzewuska, vous connaissez la dédicace de

Modeste Mignon : « Fille d'une terre esclave, ange par l'amour, démon par la fantaisie, enfant par la foi, vieillard par l'expérience, femme par le cœur, géant par l'espérance, mère par la douleur, poète par le rêve, reine par la beauté. »

— Mme de Balzac était morte, disais-je, à septante-sept ans dans un hôtel en ruine, un papier timbré aux doigts et ne laissant pas de quoi se faire enterrer.

Je revois encore les volumes sur les tables. Ils étaient reliés de chagrin vert, et voulez-vous quelques prix maintenant?

Le manuscrit d'*Eugénie Grandet* : 2.000 francs sur demande de 600. M. Edmond de Goncourt qui était là abandonna à 1.000 et M. Étienne Charavay l'emporta. L'*Histoire des treize* : 650 francs. *César Birotteau*, le manuscrit, les deuxièmes et troisièmes épreuves chargées de notes, de corrections et de béquets, sept volumes : 1.520 francs. Le *Lys dans la vallée* avec trois jeux d'épreuves 1.500 francs également et le manuscrit de *Séraphita* : 720 francs.

Quant aux ouvrages qui composaient la bibliothèque du grand romancier, Paul Eudel, qui faisait des comptes rendus dans les journaux, écrivit le lendemain qu'on les avait vendus pour rien, par paniers et au tas, comme des pommes!

Voilà, cher Monsieur, la façon dont les choses se passaient au bon temps...

★

Les bibliophiles qui aiment les livres anciens n'étant ni des maniaques, ni des spéculateurs, mais des lettrés, ne s'enorgueillissent pas outre mesure de posséder la première édition du *Neveu de Rameau*.

La destinée de cet ouvrage est assez singulière. Il parut vingt et un ans après la mort de Diderot, mais ce fut à Leipzig, en 1805, traduit par Gœthe lui-même qui s'est expliqué sur ce travail.

Voici ce que dit le Grand Olympien de Weimar comme l'appelait Théophile Gautier :

« A la fin de l'année 1804, Schiller me dit en confidence qu'il avait entre les mains un manuscrit de Diderot, un dialogue intitulé : Le *Neveu de Rameau*, encore inédit et inconnu. M. Gœschen était disposé à le faire imprimer, mais il désirait en publier auparavant une traduction allemande afin d'exciter plus vivement l'attention. On me proposa ce travail, et comme je professais depuis longtemps une grande estime pour l'auteur, j'acceptai volontiers, après avoir parcouru l'original.

» On reconnaîtra, je l'espère, par mon travail, que je m'y suis donné de toute mon âme. La publication eut lieu, mais elle produisit précisément peu d'effet sur le public allemand. Les conjonctures de la guerre répandaient partout l'inquiétude, la publication de l'original devenait donc, par suite de l'invasion française inopportune et même impraticable. La haine soulevée contre les Français et la langue française, la longue durée d'une période lugubre empêchèrent la réalisation de ce projet. Schiller nous quitta et je ne sais où était passé le manuscrit que j'avais rendu. »

La première édition française, parue en 1821, n'était en effet qu'une traduction de la traduction de Gœthe et le manuscrit, l'original autographe, semblait à jamais perdu quand un érudit parisien, Georges Monval, le décou-

vrit dans une boîte du quai Voltaire. En feuilletant le tome 126 d'une collection d'environ trois cents volumes de *Tragédies*, entre *Alcide et Déjanire* et un fascicule en anglais sur l'Amérique, était relié « un cahier de format in-4°, de 20 centimètres sur 15, composé de 34 feuillets de 4 pages chacune : soit 135 pages, de 26 ou 27 lignes. Pas d'autre titre que *Satyre* 2e, et l'épigraphe, tirée d'Horace. »

C'était le manuscrit autographe de Diderot!

L'édition originale, la vraie est celle qui fut faite d'après le manuscrit ainsi découvert par Georges Monval. Elle est de 1891 et parut à la librairie Plon, dans un de ces petits volumes reliés de toile rouge qui portent une sphère au dos et je l'ai payée quinze francs, chez un libraire de mon quartier qui ne se doutait pas de cela.

On ne peut pas tout savoir!

★

Il est d'autres histoires de manuscrits.

On conte qu'un jour, un charretier entra chez le concierge de la Bibliothèque Nationale, son fouet au cou, et demanda si l'on n'avait pas des écrits d'un nommé Molière, parce qu'il en avait un plein sac dans sa voiture.

Le portier ne se dérangea pas, et le bonhomme dit à peu près :

— Ça va... comme je ne sais que faire de ces paperasses je vas les jeter à la Seine...

Si cette histoire était vraie!...

★

Il en est une autre qui est presque aussi affreuse, dont on est sûr et que je peux conter en prenant par le plus long.

J'emportai un jour, pour quelques sous, humblement relié de percaline et de carton noir, comme les volumes des anciens cabinets de lecture, un livre intitulé : *Mémoires de Mme Manson, explicatifs de sa conduite dans le procès de l'assassinat de M. Fualdès. Cinquième édition, chez Pillet, imprimeur-libraire, rue Christine, n° 5 (1818)*. J'achetai ce bouquin à cause d'une lettre de vingt pages adressée à l'imprimeur par le « sténographe parisien » qui s'appelait Hyacinthe Thabaud et qui signa ensuite : « Henri de Latouche ».

Infirme, laid et irrésistible il inspira les plus grandes passions, fut l'amant de Marceline Desbordes-Valmore et probablement de George Sand.

A Rodez, pendant le procès Fualdès, il connut un conseiller à la cour, M. de Flaugergues qui eut le malheur de l'inviter chez lui, et il fit si grande impression sur Mlle Pauline, la fille de ce magistrat, qu'elle quitta sa famille pour aller rejoindre le journaliste dans une petite maison de la Vallée-aux-Loups où il vivait et où il mourut en 1851.

Marceline, qui ne put jamais l'oublier, a dit de lui :

« Quand tu vins éclairer mes beaux yeux languissants,
Ta voix me fit pâlir et mes yeux se baissèrent... »

Pauline de Flaugergues, après sa mort, ne fut plus que la gardienne de sa tombe et de sa mémoire. Écoutez-là :

« Ah ! ne me parlez pas de fuir cette retraite,
Ah ! ne me dites plus que ces lieux sont déserts,
Ici tout me le rend, ici son vœu m'arrête ;
C'est encore mon Éden, c'est tout mon Univers.
« Je suis seule, partout. hors de ce cher asile
Ou sans effroi je passe et mes nuits et mes jours
Car pour me protéger contre tout être hostile,
Quelque chose de lui sur moi plane toujours... »

Stendhal voulut collaborer avec lui ; Henri Monnier le vit mettre Balzac à la porte ; il fut l'ami de Gérard de Nerval et de Baudelaire après avoir été reçu par Mme Récamier et par Chateaubriand ; Sainte-Beuve lui consacra un de ses *Lundis* ; Émile Deschamps l'appelait « l'huissier des romantiques » et il écrivit de très beaux vers. Étrange et fort misanthrope, il se fit confier par les héritiers d'André Chénier les manuscrits du poète, car c'est lui qui donna la première édition en 1819. Attachant une grande valeur sentimentale à ces pages autographes il ne les rendit pas à la famille, dit qu'elles avaient été égarées à l'imprimerie après la composition du livre qui d'ailleurs importait seul ; mais il les gardait précieusement et il les laissa lorsqu'il mourut à Pauline de Flaugergues. Quand celle-ci dut quitter sa maison de campagne à cause des Prussiens qui arrivaient, elle les cacha dans une pendule de cheminée.

La guerre finie, elle revint, mais les manuscrits de Chénier avaient disparu, emportés par un soldat allemand, avec la pendule !...

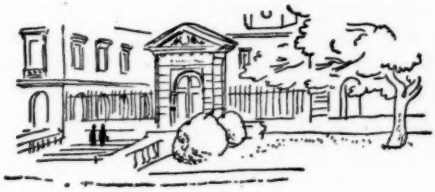
★

Sans doute, dans une étude plus complète, pourrait-on parler des autographes et des manuscrits de ces quarante dernières années.

Si certains montent dans les ventes, s'il y a des engouements et des modes je n'aperçois pas de valeurs sûres, définitivement classées. On devine que je ne crois pas à toutes et je craindrais de manquer de bienveillance aujourd'hui et peut-être de justice... dans l'avenir.

LEO LARGUIER
de l'Académie Goncourt.

AU COLLÈGE DE FRANCE



Des salles obscures, patinées d'une noble poussière ; d'illustres professeurs dont la science est si particulière qu'ils sont à peu près seuls à l'entendre ; ici, des auditeurs pressés par la curiosité et le snobisme, là réduits à l'héritier éventuel de la chaire, au cocher du maître et, quand il fait froid, aux pauvres diables, telle est l'image légendaire du Collège de France. Les légendes ne meurent pas ; elles survivent aux pioches des démolisseurs, aux réalisations des architectes, à l'évolution des mœurs, au progrès des lumières. Rajeuni, rhabillé, « reconverti », le Collège de France ne garde guère du passé que sa façade — austère comme un vieux Romain — conçue par Chalgrin au XVIIIe siècle. A l'intérieur, la sobre élégance, les bois clairs, les stalles nettes, les éclairages, directs et indirects, se sont installés ; des édifices, candidats au gratte-ciel, ont surgi, des excavations béantes attendent des tours, des observatoires, qui sait ? des phares. Les connaissances sont aujourd'hui si répandues et le nivellement vestimentaire si accentué que dans les salles, à peu près uniformément garnies, on distingue avec peine l'érudit du cocher — je veux dire du chauffeur, plusieurs professeurs poussant le modernisme jusqu'à circuler en auto — et l'étudiant grisonnant du citoyen de la place Maubert.

Des traditions les mieux assises au Collège de France, une seule paraît vraiment se maintenir : la relativité des programmes officiels. Il est exceptionnel que la date, le jour, l'heure d'un cours concordent avec les indications portées sur les affiches ; sous peine de se heurter aux portes closes, ou de tomber dans la numismatique en pensant se plonger dans l'égyptologie, il faut soigneusement contrôler les hauts placards, signés de l'administrateur, par les papillons piqués dans l'atrium : seuls ils vous apprendront, souvent *in extremis*, que le cours de M. X... ne commencera pas avant le 25 mai, ou que celui de M. Y..., prévu pour le jeudi onze heures, aura lieu le mardi de la semaine suivante à dix heures et demie. Petites « chicanes », destinées peut-être à dérouter les profanes qu'attirent ici des noms prestigieux. Les chicanes franchies, nous voici dans le sanctuaire.

■ ■

Les cours de « chimie nucléaire » sont, cette année, la grande attraction du Collège de France : l'un des sorciers qui manient l'énergie atomique et domestiquent les neutrons, M. Frédéric Joliot, siège dans le nouvel amphi-

théâtre de physique. Ce temple de la science contemporaine vaut à lui seul le voyage. Peu de Parisiens, peu d'universitaires même, connaissent l'existence d'une salle incomparable, ou qui ne trouverait son égale que dans les plus riches Universités des Etats-Unis — encore n'est-ce qu'une hypothèse.

Des ascenseurs silencieux, des escaliers et des couloirs feutrés de caoutchouc, d'immenses verrières, l'éclat des bois et des nickels créent l'atmosphère limpide et recueillie que l'on respire dans les cliniques de luxe. Quand on pénètre dans l'amphithéâtre on s'émerveille. Sur un plan à quarante-cinq degrés, quatre cents stalles environ, en trois travées, plongent au-dessus de la scène, je veux dire d'une table de dix mètres de long derrière laquelle se tient le professeur. Table magnifique, qu'elle soit rase comme une pensée qui se cherche, ou qu'elle se charge d'appareils mystérieux, d'un noir d'hématite ou d'une pureté de cristal ; des motifs, verts et rouges, qui n'ont rien de décoratif mais correspondent à des sources diverses d'énergie, rehaussent encore sa splendeur. Un tableau noir, de six mètres de haut, composé de trois panneaux mobiles, commandés par un bouton électrique, sert de toile de fond. Spécialement étudiée pour l'acoustique, la salle est d'une telle résonance que la voix même chuchotée s'entend jusqu'aux gradins de la Montagne ; la lumière pénètre en nappe éclatante par la gigantesque baie vitrée qui forme l'un des murs. Très haut, dans les cintres, de longues rampes peuvent s'allumer et verser sur les têtes leur clarté diffuse. L'amphithéâtre du Collège de France est au reste des amphithéâtres ce qu'est le théâtre des Champs-Elysées aux autres théâtres parisiens.

Les spectateurs sont nombreux ; les classes, les âges et les races se mêlent. Une Chinoise voisine avec un prêtre pensif ; un étudiant, le béret sur la tête, la pipe à la bouche — car on fume, au moins avant l'arrivée du professeur — est assis à côté d'une dame aux cheveux gris, dont la passion scientifique a raviné le visage. Des élèves chauves, qui ont passé la cinquantaine, posent sur les pupitres leurs cahiers de notes et vérifient la contenance de leurs stylos. Studieuses ou rêveuses, des jeunes filles guettent l'instant où la docte Uranie fera son apparition, sous les traits de M. Frédéric Joliot.

Si prodigieux que cela puisse sembler pour un homme sans cesse occupé à présider quelque commission, à installer quelque conseil économique, à haranguer quelques invités d'honneur ou à épauler quelques tribuns, M. Frédéric Joliot enseigne réellement et personnellement.

Sa jeunesse, qu'accentue une rosette argentée — il est commandeur de la Légion d'honneur — est dépourvue de toute suffisance ; son entrée en scène n'a rien de théâtral ; il se glisse, en souplesse, dans la salle sans se faire précéder par un appariteur. On le prendrait pour un de ses étudiants si des applaudissements discrets ne le désignaient au public. Mince, avec ce visage expressif et tourmenté qui caractérise aujourd'hui les jeunes premiers, sur le ton le plus naturel de la conversation, M. Joliot s'adresse à ses auditeurs : il leur signale qu'il a oublié ses notes, il parlera donc sans elles. Ce n'est point une coquetterie, on s'en aperçoit immédiatement.

Déjà, le professeur a saisi dans la main droite un bâton de craie, a mis sa main gauche dans sa poche et couvre le tableau noir d'hiéroglyphes. Car la chimie nucléaire n'est nullement ce qu'imaginent les profanes, ou, pour mieux dire, elle a des aspects si différents qu'elle s'apparente tantôt à la

physique, tantôt à la chimie et tantôt à la haute mathématique. Aujourd'hui nous sommes tombés dans un secteur mathématique particulièrement hérissé : le calcul des probabilités. Pendant soixante-trois minutes, M. Frédéric Joliot va développer des formules, aligner des lettres et des chiffres, inscrire des équations dont la moindre comprend une douzaine de termes, user cinq morceaux de craie, et, dans un geste de Pénélope, effacer ses blancs graffiti pour leur en substituer d'autres. Son vocabulaire est dirigé par l'usage : ce ne sont que *phi, epsilonne, logarithme, sinus, racines carrées ou cubiques, factoriel, constante, valeur de x*, etc., à peine si l'évocation et la figuration d'une hyperbole équilatère mettent une note de vague poésie dans ce défilé algébrique.

Les curieux, victimes de leur imprudence, baissent la tête. Ils se consolent un peu en observant que bien des cahiers ouverts demeurent béants et vides ; les auditeurs sérieux eux-mêmes ne semblent pas toujours comprendre comment opère le prestidigitateur, par quel artifice il fait sortir les *alpha* des *nu* et dévide, d'une expression toute simple, un flot de chiffres et de signes que, selon l'apparence, elle ne contenait point.

Il faut croire, d'ailleurs, que cette prestidigitation n'est pas si aisée, car l'opérateur — il est vrai qu'il n'a rien dans les poches, pas même ses notes ! — manque quelquefois son tour. Il doit, il en convient de bonne grâce, rattraper une muscade indocile, tirer sur un petit drapeau qui ne veut pas s'échapper de sa manchette. « Non, dit-il, ce n'est pas ça ; il faut remplacer 2 *x* par *x sur* 2 », et le coup de pouce donné, il reprend ses manipulations délicates, s'éloigne un peu du tableau pour contempler l'ensemble, se tourne vers l'auditoire afin de le convaincre que tout cela est simple, évident, scande sa démonstration par : « Alors, ça donne... » « Bien ! » « C'est un peu compliqué, mais ce n'est pas difficile. »

Il serait excessif de croire qu'il n'y a aucune relation entre ces exercices de haute école et la chimie nucléaire. Ces calculs vertigineux tendent en effet à établir la « relation de l'énergie et de l'impulsion dans le cas de masses égales et inégales ». C'est que les neutrons, ces éléments de l'atome sont, si l'on ose dire, de drôles de corps. Leur comportement sous les chocs n'est point directement observable ; il faut l'étudier selon des méthodes qui ressortissent à la loi des grands nombres, le coincer dans le réseau des hyperboles quadrilatères, l'enfermer dans ces pentagones magiques qu'on nomme plus ordinairement les expressions algébriques. Tout apprenti sorcier doit donc être rompu à leur maniement.

En terminant son cours et en posant sur le tableau noir deux formules qu'il développera huit jours plus tard, M. Frédéric Joliot fait entrevoir une récompense à ceux de ses auditeurs qui ne se décourageront point : il leur montrera un jour l'orgueil de son laboratoire, le fameux cyclotron, appareil qui projette les neutrons, ces bombardiers de la matière. Que ne souffrirait-on point pour voir le cyclotron ?

D'ici là, il se peut que M. Joliot, appelé à quelque solennité, cède sa place aux plus compétents de ses disciples ; ceux-ci se livreront alors, sous les yeux des spectateurs, à des expériences démonstratives. Grâce à un compteur, analogue à un compteur électrique, mais plus petit, ils pourront dénombrer la fuite des neutrons, et même l'entendre, si l'on branche un haut-

parleur. Ils pourront contempler — minute émouvante ! — un demi-gramme de radium amalgamé à du beryllium, qu'une laborantine apporte religieusement et enferme dans un tabernacle, fait de briques de plomb. Ils s'initieront aux caprices des substances radioactives : ils constateront par exemple que le vanadium, irradié directement, ne retient pas les neutrons, mais s'en imprègne si l'on interpose, entre lui et la source, un écran constitué par des blocs de glycérine ou par des feuilles de cadmium. Et pour prix de cet exceptionnel gala, on ne leur demandera que cinq ou six formules, deux ou trois courbes, à la portée du moindre polytechnicien. Mais cela les consolera-t-il de l'absence de la vedette ?

■ ■

M. Jean Baruzi, qui occupe la chaire de l'Histoire des religions, est, au premier coup d'œil, un homme pour qui le monde intérieur existe. Sa silhouette d'adolescent, son masque tourmenté, ses cheveux sombres dont une mèche inquiète barre le front pensif, ses yeux trop noirs d'avoir contemplé le gouffre de Pascal lui donnent un aspect à la fois monacal et romantique : on pense à un Chateaubriand qui se serait évadé d'un couvent de Dominicains.

Chose assez rare, M. Jean Baruzi n'est pas venu au Collège de France par la voie classique de l'Université ; ses travaux sur les mystiques espagnols, en particulier Jean de la Croix et sainte Thérèse, le désignèrent de bonne heure à l'attention du chapitre siégeant en l'hôtel de Guillaume Budé et forcèrent les barricades invisibles qui s'élèvent entre les savants professionnels et les docteurs libres.

Cette année, M. Jean Baruzi fait son cours sur « le problème de la destinée au XVIe siècle ». Problème dont la solution met en jeu la toute-puissance divine et la liberté humaine ; problème capital dont le seul fait qu'il soit posé clôt l'âge dogmatique et ouvre les portes à la Réforme. Les grands noms d'Erasme, de Luther, de Calvin, d'Albert Dürer, ceux, moins sonores, de Melanchton, de Sébastien Franck, de Louis du Tillet traversent à tout instant la route du conférencier qui, reprenant son enseignement après une maladie de cinq semaines, mesure le chemin parcouru et jalonne celui qu'il va suivre.

La salle est attentive comme il convient à des auditeurs dont l'âge moyen est de cinquante ans. Peu ou point d'étudiants et d'étudiantes échevelés ; un vieillard a posé sur son crâne une calotte bleue ; un prêtre écoute, son bréviaire à la main ; des dames mûres et de bonne volonté suivent gravement le guide qui les entraîne, avec une fougue immobile, dans l'univers de la grâce et les clairières de la liberté humaine. Toute une mimique trahit la passion que M. Jean Baruzi apporte à son enquête. Ses mains ne demeurent jamais en repos : il les croise et les décroise, les porte à sa cravate, à son col, à ses lunettes qu'il pose et enlève sans arrêt. Les bras dessinent des gestes qui tranchent, enveloppent, ramassent, libèrent. Parfois ils deviennent symboliques. Ainsi M. Jean Baruzi en vient à parler de la « conversion de Calvin ». « Conversion : entendez cela dans son sens propre : un changement intérieur ; du point de vue catholique, évidemment, on l'appellerait une abjuration ». M. Jean Baruzi souligne cette constatation avec un large mouvement des bras qui exprime le regret et l'impuissance. Oui, certes,

le mot risque de choquer certaines âmes. Il en est navré. Il voudrait tellement en découvrir un qui fût agréable à toutes, mais c'est impossible.

Ce respect de la vie intérieure, cette fermeté inflexible de la pensée, cette indifférence à toute puissance qui n'est pas purement spirituelle donnent à l'enseignement de M. Jean Baruzi non seulement une élévation qui le transporte au delà des querelles d'écoles et d'églises, mais aussi une valeur singulière. Parce que les doctrines n'ont pour lui d'intérêt que si elles reflètent la vie profonde d'un être pensant, il s'attache moins à disséquer celles-là qu'à saisir celle-ci dans son mouvement intime. L'histoire des religions incline vers l'histoire psychologique ; un simple fait nous révèle l'origine ou le sens d'une doctrine mieux que l'exégèse d'un texte. Albert Dürer, voyageant dans les Pays-Bas, apprend — la nouvelle est fausse — que Luther a été assassiné. Dans son journal de voyage, à la date du 17 mai 1521, il adresse une adjuration émouvante à Erasme pour le supplier de continuer l'œuvre de Luther. Or Dürer, dans le reste de son journal, se borne à des notations fort sèches. Son appel pathétique nous permet de mesurer directement la place que tenait Erasme dans la période, encore indécise, où l'humanisme et la pré-réforme s'affranchissent du dogmatisme et où les alliés futurs sont encore au stade de la non-belligérance.

Mais voici qui précise mieux encore la position d'Erasme vis-à-vis des deux adversaires, l'Eglise catholique et la Réforme. En 1523, le pape Adrien VI invite Erasme à se rendre à Rome pour écrire une réfutation de Luther. Erasme se dérobe, non en diplomate mais en membre de la cité spirituelle. Il invite le pape à guérir lui-même le mal et à prononcer le mot de liberté. « Devant ce doux nom, ajoute-t-il, tous respireront. » C'est qu'il voit bien que, dans un tel conflit, une victoire totale compromettrait la pensée religieuse. L'anéantissement de Luther voudrait dire la fin de la liberté, mais l'écroulement de l'Eglise catholique serait un désastre. Erasme n'écrira donc pas contre Luther, et comme on le presse de prendre parti, il dévoile, à l'un de ses familiers, son intention : « Je n'écrirai jamais ou j'écrirai de telle sorte que les défenseurs du pharisaïsme regretteront que j'aie rompu le silence ».

M. Jean Baruzi éprouve une admiration fraternelle pour ce franc parler et pour ces hommes qui furent grands, parce qu'ils ne courbèrent jamais leur conscience et refusèrent toute concession à l'opportunité. Il les sent tout proches de lui dans le temps et même dans l'espace, car la chaire où il enseigne est la même que celle où professaient certains de ces esprits purs. Calvin, dont M. Baruzi va commenter *l'Institution de la religion chrétienne*, dans sa période érasmienne, alors qu'il n'avait que vingt-quatre ans, n'a-t-il pas suivi les cours de grec au Collège de France ? Evocation frappante, qui ne saurait laisser insensible un auditeur étranger, et même français.

L'ample curiosité de M. Jean Baruzi l'empêche de se confiner dans un domaine aux strictes limites. Brusquement il ouvre une fenêtre sur des horizons insoupçonnés. Il est remarquable, note-t-il, que Philippe II ait collectionné, à l'Escurial, les toiles du Hollandais Jérôme Bosch, qui peignait avec verve les spectres, les damnés et les larves humaines. C'est peut-être que le noir empereur poursuivait la connaissance de l'homme intérieur, que Bosch cherchait à exprimer avec des lignes et des couleurs ; c'est qu'il croyait sans doute, comme Erasme, que chaque chose est le contraire de ce

qu'elle paraît être, qu'il voulait apercevoir, comme lui, l'envers du Silène. « Il serait intéressant, suggère M. Baruzi, d'analyser certain fantastique, d'en chercher les intentions profondes. »

« Profonde », l'épithète est si naturelle, ici, qu'on la cueille sans y penser. M. Baruzi entraîne ses auditeurs dans les gouffres du ciel. Personne, j'en suis certain, n'a observé que, confondant les siècles, il vient de dire « 1542 » pour « 1942 », puis, sans recherche de compensation, « 1923 » pour « 1523 ». A une telle hauteur, quatre siècles d'écart sont sans importance.

■ ■

L'humour qu'a glissé M. Piganiol dans le titre de son cours : *Cicéron et ses ennemis* n'est perceptible qu'aux auditeurs qui se souviennent de Gaston Boissier et de son livre célèbre : *Cicéron et ses amis*. A dire vrai, ils doivent être nombreux si l'on en juge par l'aspect des étudiants, qui étaient jeunes vers 1890. Seule une adolescente studieuse, timidement assise au dernier rang, représente les générations nouvelles ; entre elle et le moins âgé de ses condisciples, il y a bien trente ans d'écart. Dommage, car M. Piganiol n'appartient point à la catégorie des érudits austères : sans concession à la frivolité, il a le don de rendre vivante et amusante une époque où les luttes politiques avaient un caractère tragicomique qui nous est familier.

Le nom de M. Piganiol évoque le Midi ; mais ce n'est pas la verve, facile, du Méridional qui caractérise le professeur de littérature latine ; non plus que l'éloquence fleurie ou le bon-garçonnisme qu'on prête volontiers aux Méditerranéens. A peine est-il posé sur sa chaire que M. Piganiol semble s'évader. Pas une seule fois, en une heure, il ne croisera le regard avec l'un de ses auditeurs ; ou bien il fouille dans ses notes et dans ses livres, ou bien il contemple un « balcon » imaginaire et lui adresse des sourires. L'illusion est si forte qu'elle devient hallucinante. On se retourne, on recherche la loge ou la galerie dans laquelle s'est tapi le spectateur élu par M. Piganiol, on le voit presque, et il faut se pincer pour chasser cette image, pour se convaincre que le mur du fond est lisse et blanc comme la conscience d'un épigraphiste.

D'une voix menue, un peu saccadée, avec un débit rapide où les mots sont pris dans des remous qui les font reparaître une ou deux fois à la surface, si attentif à ne pas perdre le fil de son récit que son front se plisse souvent, M. Piganiol évolue parmi des hommes et des événements qui lui sont évidemment très proches. On s'explique ainsi la mimique qui paraissait d'abord singulière et ce regard tendu bien au-dessus de l'auditoire ; tout contact même visuel avec ses contemporains dépayserait, désorienterait M. Piganiol ; il perdrait de vue le Forum, le Palatin, le Sénat, César, Pompée et son principal personnage : Cicéron ; il oublierait qu'il vit actuellement, non en 1946, mais au premier siècle avant Jésus-Christ. Lorsqu'il dit : « Voici une affaire surprenante qui est survenue au mois d'octobre, un peu avant les élections », il ne saurait lui venir à l'esprit qu'on puisse songer à d'autres élections qu'à celles de l'an 59, bien qu'elles aient amené au pouvoir le démagogue Clodius — le plus redoutable ennemi de Cicéron — qui inventa les distributions gratuites de blé au peuple romain.

Les rapprochements qu'on pourrait aisément faire avec notre temps et

dont un autre tirerait, à bon compte, des effets piquants, M. Piganiol les délaisse. Non point par dédain de la facilité, mais croirait-on, parce qu'à ses yeux notre temps n'existant pas encore, tout rapprochement avec lui est impensable. La fraîcheur de ses observations lui donne partie gagnée : c'est lui qui finalement libère ses auditeurs de la pesanteur du présent et qui, durant soixante minutes, nous mêle aux politiques, aux orateurs, aux concussionnaires fameux dont nous avons appris les noms sur les bancs du collège : Catilina, Verrès, Hortensius, Lucullus, Caton d'Utique et ce Brutus qui assassina César, dont il était probablement le fils adultérin. Parmi eux Cicéron se détache, tel qu'il était et non tel qu'il s'est peint. Excellent avocat, c'est-à-dire épousant la querelle de ses clients avec une conviction interchangeable. Hier, il flétrissait Verrès, ses exactions et ses pillages, aujourd'hui il soutient la cause, bien plus mauvaise, de Lucius Valerius Flaccus, « un grand voleur » qui, dans sa province, instituait des taxes qu'il percevait pour son compte et soutirait aux Juifs l'or sur lequel il avait mis préalablement l'embargo.

La scène s'anime : nous entendons Cicéron plaidant dans un tribunal situé précisément près du quartier juif ; il baisse la voix pour ne pas être entendu d'une tourbe qu'il affecte de mépriser et qui a l'habitude de parler haut et fort. Qui accuse son client ? Des « egentes », autrement dit des gens de peu ; des Grecs qui appartiennent à une race, amie des arts, mais « sans scrupule ni bonne foi » ; des Juifs dont on tolère difficilement la présence. L'orgueil personnel rejoint ici l'orgueil romain : quel crédit accorder à la plainte de cités qui vivent d'impôts et d'emprunts au lieu de tirer leurs ressources des razzias et des tributs, comme fait Rome, maîtresse du monde !

Brusquement la scène change. Cicéron, menacé par Clodius qui projette de le mettre hors la loi, parce qu'il a condamné sans jugement des citoyens romains — les complices de Catilina — prend peur. Il cherche des appuis, et il ne trouve que la duplicité, la veulerie, la trahison. Pompée, récemment marié, lui fait répondre qu'il n'est pas chez lui, César le hait et Crassus aussi, Lucullus ne sacrifierait point ses plaisirs à l'amitié, les patriciens manquent d'énergie, les chevaliers manifestent en sa faveur, mais prudemment. Cicéron, sans attendre que la loi soit votée, prend le chemin de l'exil. « Assez lamentable ». Il pleure, il hésite avant de gagner Thessalonique, refuge assuré ; il se désole d'apprendre que sa femme Tullia est insultée dans la rue, que ses maisons du Palatin et de Tusculum ont été « déménagées » par ses voisins, et qu'il est séparé du petit Cicéron, âgé de six ans. Il écrit à son épouse, sa « chère âme », — dont il divorcera quelque temps après — des lettres larmoyantes, aussi peu stoïciennes que possible. Cicéron plie sous l'ennemi, mais son roman n'est pas terminé, si le cours de M. Piganiol s'achève. Les auditeurs s'égaillent, franchissent les portes, les grilles, et semblent surpris de ne pas apercevoir dans la rue des Ecoles des porteurs de toges et des chars à deux roues.

■ ■

Ce serait une erreur de croire que la métaphysique ne fait plus recette. Le cours de M. Lavelle sur « les principes fondamentaux de la métaphysique » est l'un des plus suivis : si l'on ne voit pas, comme au temps de Bergson, des valets de pied délégués comme garde-places par leurs aristo-

cratiques patronnes, c'est que cette espèce domestique est en voie d'extinction, mais l'astrakan et le vison côtoient la soutane râpée, le blouson kaki, dans la salle 8, le mardi à 17 heures — pardon ! à 5 heures — le Collège de France se refusant systématiquement à adopter une manière par trop moderne de mesurer le temps.

M. Lavelle n'est pas, physiquement, le type accompli du métaphysicien. Sa puissante carrure, son masque romain, son teint coloré l'apparenteraient plutôt au « senator togatus » ; sur la scène du Français il aurait belle allure dans le rôle de Burrhus. On le verrait aussi sous les voûtes d'une cathédrale en orateur sacré, parlant de « la nature des anges » ou de la « consubstantialité ». Mais les apparences sont trompeuses ; à peine M. Lavelle a-t-il commencé sa conférence que l'on ne saurait douter ni de sa vocation ni de sa destination. Il a posé ses gants sur la chaire, clos à demi les yeux, s'est recueilli, puis, sans une note, sans une fiche, extériorise sa méditation. M. Lavelle, visiblement, appartient à la plus haute classe de métaphysiciens, le métaphysicien qui opère sans mise en scène et sans accessoires, pareil à ces athlètes qui démontrent leur force par le seul main-à-main. La voix, qui semble d'abord la faible respiration d'un esprit, s'enflera à mesure que l'idée s'affirmera et dressera sa tête ; le geste, réduit primitivement à un léger battement des paumes accolées, accompagnera cette ascension, le bras droit s'élèvera parfois vers les sphères éthérées, la main frappera avec énergie le chêne comme pour marquer son emprise sur la matière, le regard, filtrant à travers le lorgnon, s'épanouira, lancera son rayonnement à travers la salle. Fuyant l'effet oratoire et les procédés de l'acteur, M. Lavelle obtiendra, malgré lui, les applaudissements que suscite la belle courbe d'un discours.

Notre athlète intellectuel lutte aujourd'hui avec la *matière*, géant redoutable que les philosophes les plus hardis n'ont jamais abordé sans crainte et que les savants eux-mêmes, une fois passé le stade des convictions naïves, ne considèrent point sans trouble. Car les découvertes récentes sur la matière, en particulier la présence de l'énergie comme un de ses éléments constitutifs, ou la théorie de la relativité, ont bien pu changer les conceptions que nous avions depuis Descartes de la « matière espace et mouvement », elles n'ont pas changé le problème essentiel qui est, pour tout être humain, les rapports de la conscience et de l'objet. Le matérialisme absolu qui nie le terme « conscience » est absurde et d'ailleurs impensable, mais le spiritualisme intransigeant conduit aux monades de Leibniz, ces consciences plus ou moins obscures, enfermées en elles-mêmes, ou à l'idéalisme subjectif de Berkeley, qui veut qu'à tout instant Dieu recrée dans chaque conscience le monde extérieur. Théories sublimes qui ignorent le second terme : l'objet en tant que tel.

M. Lavelle ne se soucie nullement de jouer au conciliateur et d'établir un compromis entre ces deux grands ; il n'a point recours à l'arbitrage du bon sens qui ne saurait prononcer, en un tel litige, que des sentences d'une banalité lamentable ; c'est par une dialectique vigoureusement conduite, par un cheminement sûr entre les objections des philosophes et les obstacles des savants qu'il parvient à atteindre une conclusion qui ne heurte ni les matérialistes forcenés ni les spiritualistes enivrés.

Impossible de suivre ici un explorateur dont la moindre démarche a un

sens et un but ; l'enchaînement du raisonnement présente autant d'importance que l'éclat des formules : « Le passé accumulé dans la matière est la causalité », « La science est une représentation vraie, qui, vraie pour tout le monde, n'est réelle pour personne », « C'est dans la mesure où la conscience incarne sa propre possibilité qu'elle s'engage », « Le monde matériel porte témoignage pour l'esprit, mais l'esprit a besoin de ce témoignage pour se réaliser ». Si ces formules nous frappent davantage, c'est seulement en raison de la débilité de notre esprit. On simplifierait d'une manière qui nous vaudrait, sinon une mauvaise note, du moins un sourire du métaphysicien, si l'on réduisait son bel édifice à un schéma enfantin. En gros, le lien conscience-matière est indissoluble et l'on ne saurait isoler la physique de la métaphysique, mais il est vrai que nous pouvons considérer ce rapport sous deux angles : celui d'un être fini en général qui pense la matière indépendamment de la position qu'il occupe dans le monde, et celui d'un être fini individuel qui ne la pense qu'en fonction de cette position. Il y a donc deux matières : la matière du savant et celle de l'artiste, deux mondes qui ne s'excluent pas, mais au contraire se complètent et s'expliquent l'un l'autre.

Prenons encore de la hauteur : le monde va nous apparaître sous trois aspects différents : il est, d'une part, la matière indéfinie de notre action, le propre de l'action humaine étant d'humaniser le monde matériel, de l'employer à un usage technique. Il est aussi un langage, car la matière sépare les consciences et les unit, et, après les avoir isolées en les repliant sur elles-mêmes, devient un instrument de communications entre elles. Enfin, le monde, en perpétuel devenir et qui ne cesse de nous échapper, en s'incorporant à notre conscience sous la forme des souvenirs, enrichit constamment notre pensée. C'est pourquoi si notre devoir est de spiritualiser sans cesse le monde, ce monde est la condition de cette spiritualité incessante.

M. Lavelle plaque avec force les derniers accords du final. Il se redresse comme le virtuose dont les doigts tiennent encore les touches tandis que les sons s'envolent. Les auditeurs admirent la ligne mélodique d'une composition parfaitement classique, et le seul fait de l'avoir saisie dans son déroulement leur inspire la fierté qu'on lit sur leurs visages. Le vison et l'astrakan, spiritualisés, prennent conscience de leur valeur insoupçonnée.

■ ■

Journaliste, historien, géographe, diplomate officieux et même Académicien, M. André Siegfried est peut-être le plus brillant encyclopédiste de notre temps. Egalement à l'aise dans un salon mondain et dans une cathèdre professorale, il domine aimablement tous ses auditoires, qu'ils soient composés d'étudiants hirsutes ou de vieilles dames emmitouflées. Au Collège de France, où il enseigne, il attire un public, nombreux et bigarré, par un cours sur le Canada, mais il réserve aux gourmets d'histoire politique une nourriture choisie : l'évolution du département de l'Aude sous la Troisième République. Dans une petite salle de cent fauteuils, à une heure presque matinale — neuf heures et demie — il donne la becquée, comme on distribue du gâteau ; le plus tendre de ses poussins a des cheveux gris.

L'idée est nouvelle et féconde d'étudier la politique contemporaine dans le cadre, restreint, d'un seul département. Et de l'étudier de façon scientifique : cartes, schémas, graphiques, qu'un opérateur projette sur l'écran, témoignent du caractère « sérieux » de cet enseignement. A l'opposé des grandes synthèses qui resserrent les siècles et les continents, cette analyse tient de la microbiologie, les mauvais esprits diraient : de la microbactériologie. Cela pourrait être ennuyeux, comme de la pure statistique ; grâce à M. André Siegfried, cela devient aussi attachant que les confidences d'un personnage célèbre.

C'est d'abord que tout pédantisme, tout dogmatisme est éliminé. M. André Siegfried ressemble beaucoup moins à l'image qu'on se fait communément du professeur qu'à celle, traditionnelle, qu'on se forme de l'officier de cavalerie quand, ayant quitté l'uniforme, il se rend à un cercle aristocratique. Grand, svelte, élégant, M. André Siegfried parle avec un accent distingué, indéfinissable — plus heureux que nous, les Anglais délimitent de façon précise l'accent d'Oxford — qui était jadis la marque de l'Ecole des Sciences politiques, parce que tous, rue Saint-Guillaume, s'essayaient à l'attraper. Mais pas la moindre affectation chez M. André Siegfried ; la distinction lui est naturelle et c'est avec une charmante simplicité, sur le ton de la causerie, qu'il déroule le panorama des partis et la chronique de leurs luttes dans les cantons de Carcassonne, Narbonne, Castelnaudary, etc...

Point d'histoire anecdotique, mais point d'histoire abstraite. M. André Siegfried a connu personnellement la plupart des grands hommes — grands à l'échelle du département — dont il parle, et il les évoque avec bonne humeur. Voici la dynastie Sarraut, qui sort de Carcassonne, conquiert Toulouse et quinze départements du Sud-Ouest ou du Centre par l'entremise de la puissante *Dépêche de Toulouse*, mais qui reste fidèle à l'Aude et à ce poste avancé de Toulouse qu'est Carcassonne. Autour d'une table, M. André Siegfried a maintes fois causé avec Maurice Sarraut ; il a pu apprécier la finesse et la sincérité de ce grand maître radical qui professait : « Pas d'ennemis à gauche », d'abord parce qu'il croyait la République indéfiniment extensible de ce côté-là, aussi parce que toute scission avec l'extrême gauche aurait rejeté fatalement les radicaux vers la droite, et les eût condamnés *ipso facto* au suicide.

Et voici le portrait, savoureux, du docteur Fortoul, tribun socialiste qui régna sur Narbonne pendant un quart de siècle. Bel homme, doté d'une barbe blonde qui lui valait de nombreux succès féminins, le « bon docteur », comme on l'appelait, ne faisait jamais payer ses consultations ; il est vrai qu'il n'acquittait jamais ses dettes. Avec une simplicité « méditerranéenne » — c'est-à-dire évangélique et astucieuse à la fois — il s'invitait à dîner à l'endroit même où il se trouvait, honorant ainsi ses hôtes et ménageant ses écus. Honnête homme d'ailleurs, qui mourut pauvre et laissa sa veuve à la charge de la commune. Révolutionnaire plein de violence verbale, le docteur Fortoul pourfendait les radicaux et assénait sur le crâne de tous les bourgeois, qu'ils fussent blancs ou rouges, des formules terribles : « La grève générale, c'est la cavale effarée de la révolution ». « Nous ne saurions blâmer la dynamite ». « Pour nous, socialistes, la patrie est là où l'on se trouve bien. »

Mais, c'est ici qu'apparaît le jeu des partis, non seulement les radicaux

ne répondaient pas encore aux coups qui leur venaient de la gauche, mais encore les conservateurs mêlaient souvent leurs voix à celles des partisans du docteur Fortoul. C'est, explique M. André Siegfried, que la droite, dans le Midi et ailleurs, a toujours oscillé, lorsqu'elle se trouvait dans l'opposition, entre deux attitudes : considérer les choses du point de vue social et alors voter pour le parti qui, sur l'échiquier, était le plus proche d'elle-même, ou bien ne les voir que sous l'angle politique, et alors pratiquer la politique du pire, pousser en avant le parti qui rendrait la République ingouvernable et impopulaire, en un mot « faire du sabotage ».

Peu importe alors que les étiquettes des partis changent, que les opportunistes fassent place aux républicains progressistes, que les « mélinistes » se détachent des purs radicaux, ou même que les « boulangistes », nationaux-socialistes avant la lettre, bousculent un peu les positions conquises, les cartes, figurant les tendances politiques aux élections successives, conservent leurs teintes : ce canton au nord-est du département reste constamment d'un rouge acide, cet autre au nord-ouest ne perd pas son bleu-céleste, et cette bande (les cantons du centre) demeure d'un rouge bon teint, un rouge « indéfectible ». Ainsi sous l'inconstance de l'électeur apparaît une fidélité qu'on pourrait nommer géographique.

En moraliste indulgent et amusé, M. André Siegfried contemple ces lois et ces jeux. Les réflexions qu'ils lui inspirent composent peu à peu une « *Psychologie du Français, animal politique* » dont il donne à ses auditeurs une première esquisse. Les rires seraient indécents dans cette chapelle aux stores baissés, mais on entend une rumeur satisfaite lorsque M. André Siegfried parle de ces équipes « où se nouent les rivalités », de ces mal élus « à qui il faudrait une force d'âme extraordinaire pour écarter les voix impures » et de ces directeurs de journaux qui sèment une vérité si nuancée que, de la première page à la dernière, par retouches successives, elle passe du blanc au noir, ou du noir au blanc.

Dommage que cette érudition légère, cette bienveillance malicieuse soient perdues pour l'éducation politique des jeunes électeurs, et que seuls les plus de soixante ans se contemplent dans un miroir qui les fait sourire.

■

Tel apparaît, dans ce second semestre de l'année 1945-1946, le Collège de France : plein de vitalité, de force et même de fraîcheur. L'enseignement y est alerte et plaisant ; il semble encore animé par l'esprit de la Renaissance, éternel printemps de la pensée et de l'imagination. L'une de nos plus anciennes institutions universitaires est demeurée la plus jeune. On dit bien que la politique tente de se glisser, par des voies obliques, dans le temple, que lors de la nomination aux chaires vacantes — qui, en fait, a lieu par cooptation — elle lance, à voix basse, ses recommandations, ses suggestions, mais comment admettre que des savants, des érudits, des historiens, des philosophes se rendent indignes de ces noms et recherchent la vérité avec des verres de couleur ?

PIERRE AUDIAT

LA SITUATION CHARBONNIÈRE DE LA FRANCE

Si le plan quinquennal français dont le « Commissariat au Plan » a fixé les étapes successives, d'après les travaux des Commissions de modernisation déjà instituées, vient à se réaliser conformément aux prévisions, la production industrielle française dépassera de 25 p. 100, en 1950, le niveau atteint pendant l'année la plus favorable de l'entre-deux-guerres, c'est-à-dire l'année 1929.

Soixante millions de tonnes de charbon seront tirées de nos mines, et trente et un millions de tonnes viendront de l'importation. En outre, l'énergie hydroélectrique produite en France ou importée, traduite en équivalent de houille, offrirait une disponibilité de 15,8 millions de tonnes permettant de réduire l'importation directe de charbon.

Nous sommes au milieu de 1946. Le taux moyen de l'activité industrielle ne dépasse pas 65 p. 100 du niveau médiocre de l'année 1938 ; la sidérurgie marche à 60 p. 100 de l'allure de la même année 1938. Une fois de plus, le charbon constitue le « goulot d'étranglement » de la reprise économique. Devant la contradiction apparente qui se manifeste entre les bulletins de victoire dans la « bataille du charbon » et la maigreur persistante des allocations attribuées à la masse des consommateurs non prioritaires, le Français se prend à mettre en doute l'exactitude des statistiques officielles, et s'inquiète du lendemain.

Un bilan sincère de nos ressources et de nos besoins, une supputation, aussi précise qu'il est possible de la tenter, de la production probable, des importations de charbon nécessaires et possibles éclaireront les perspectives d'avenir de notre activité économique qui repose, plus que jamais, sur le charbon.

■ ■

Sous l'aspect *quantitatif*, le bilan du premier trimestre 1946 n'apparaît pas défavorable, du côté de la production charbonnière. Il est exact que le niveau moyen de l'année 1938 est dépassé, dans l'ensemble : sur la base des résultats du premier trimestre, l'année 1946 donnerait *48* millions de tonnes, au lieu de 47 600 000 en 1938, Moselle comprise.

Les Houillères Nationales du Nord et du Pas-de-Calais fourniraient 27,7 millions de tonnes (soit 500 000 tonnes de moins qu'en 1938), les bassins du Centre et du Midi *15* millions de tonnes (soit 2 400 000 tonnes de plus), la Moselle 5 100 000 tonnes, au lieu de 6,7 millions en 1938 et de 2 millions au début du deuxième semestre de 1945, ce qui marque l'ampleur et la rapidité du redressement opéré par la libre initiative des dirigeants des houillères lorraines, encore aux mains de l'ennemi à la fin de l'année 1944.

Du côté de l'importation, le déficit s'accuse, bien que des retards de livraisons américaines, réparés en février, aient permis de dépasser pour la première fois depuis la libération, au cours de ce mois, le cap du million de tonnes. Avec 308 000 tonnes expédiées de Grande-Bretagne, au cours du premier trimestre, 1 455 000 des Etats-Unis, 102 000 de Belgique et de Hollande, 287 000 de la Sarre, 605 000 de la Ruhr et 194 000 du bassin de lignite de Cologne — soit au total 2 951 000 tonnes — nous avons importé sur la base de 11 800 000 tonnes par an, c'est-à-dire de la moitié des arrivages extérieurs d'avant-guerre.

Sur trois tonnes consommées, une tonne venait alors de l'étranger ; aujourd'hui, il en vient une pour 4 1/4 produites en France.

Des seuls Etats-Unis, sur lesquels repose la moitié de l'importation actuelle, une déficience totale équivaudrait à la perte d'un huitième de notre production : telle est la conséquence de la grève actuelle des mineurs américains.

Si l'on se bornait à additionner des tonnages et si l'on supposait que la cadence des arrivages de l'extérieur se maintiendra au cours de l'année 1946, nous disposerions de *59* millions de tonnes dans l'année, au lieu de *69 3/4* en 1938, de *41,7* en moyenne pendant la période d'occupation ennemie et de 32 1/2 millions de tonnes au niveau de famine du deuxième trimestre de l'année 1945.

Il manquerait donc à la France une dizaine de millions de tonnes de charbon par an pour retrouver ses ressources de l'année 1938 en énergie mécanique, à la condition que l'énergie hydroélectrique fournisse un apport d'au moins 10 milliards de kilowattheures équivalant à 7 1/2 millions de tonnes de charbon.

■ ■

Est-ce à dire que chaque industrie, chaque foyer recouvrerait du même coup ses possibilités de marche et son taux d'activité de la période de référence ? Ni la qualité des charbons livrés ni les modes de répartition ne permettent d'envisager raisonnablement la restitution « in integrum » de l'état de choses qui existait pendant l'année 1938, « a fortiori » pendant l'année 1929, caractérisée par une consommation charbonnière supérieure de 17 millions de tonnes ou d'un quart à celle de l'année de référence.

Sous l'effet conjugué d'une série d'éléments qui concourent à détériorer la qualité des combustibles livrés aux consommateurs, le rendement thermique s'est abaissé dans une telle proportion que l'on peut évaluer à 30 p. 100 au moins la diminution, en calories utiles, de notre approvisionnement charbonnier par rapport à 1938, alors que la simple comparaison des tonnages ferait ressortir un déchet de 14 à 15 p. 100 seulement.

Le gisement lui-même ne s'améliore pas en vieilllissant, surtout dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais. Quand la quantité compte seule dans les statistiques de production et de vente, et quand la discipline fléchit, au chantier, une surveillance moins stricte s'exerce sur le contenu des « berlines » chargées, où les roches stériles prennent plus de place qu'autrefois.

A la surface, dans les installations de criblage-lavage, on nettoie moins et de moins près les produits extraits, car la pénurie suspend la concurrence commerciale.

Il s'est ouvert, d'autre part, depuis la guerre, une centaine de petites exploitations de houille et de lignite à débit local dont la production, de qualité généralement médiocre, avoisine 110 000 tonnes par mois. Des récupérations sont faites sur des « terrils » où s'amassaient les déchets de l'extraction, contenant une certaine proportion de combustibles. Des poussières de charbon invendables avant la guerre sont introduites dans le cycle de la répartition. En outre, le Répartiteur distribue, en les comptant à deux tonnes pour une tonne de charbon loyal et marchand, 102 000 tonnes par mois selon la moyenne de l'année 1945 et 196 000 tonnes selon la moyenne mensuelle du premier trimestre 1946 de bas produits également invendables en temps normal : « schlamms » qui constituent les résidus du lavage et sont tirés des bassins de décantation, ou « mixtes » et « barrés » contenant une très forte proportion de schistes, bas produits d'importation et 20 000 tonnes de poussier de coke de gaz.

Au total, il est permis d'avancer qu'un minimum de 250 000 tonnes par mois décompté dans l'extraction nette — soit 6 p. 100 de cette dernière — n'aurait pas été considéré normalement comme vendable ; dans les cas les moins défavorables, les combustibles livrés semblent contenir six à sept points d'impuretés en sus de la teneur moyenne courante, qui était de douze à quinze points.

Quant aux produits importés, l'impossibilité de choisir des qualités et des sortes, la suppression de fait des spécifications d'origine, la tendance trop naturelle chez les pays livranciers à déverser une partie de leurs déchets sur d'autres marchés conduisent à une détérioration beaucoup plus marquée de la qualité moyenne. On ignore généralement ce que l'on va recevoir ; on décharge et on répartit ce qui arrive. Des plaintes s'élèvent du négoce et des industries consommatrices contre l'attribution de produits qui, trop fréquemment, ne possèdent de nom dans aucune langue commerciale, et laissent un pourcentage d'inutilisables proche de la moitié.

Pour les produits extraits en France comme pour les produits importés, les méthodes de répartition imposées par les circonstances entraînent de mauvaises utilisations. Le Répartiteur attribue des tonnages et non des calories. Sous la fiction que « la tonne vaut la tonne », et quelque soin que prennent les services commerciaux des mines d'adapter le mieux possible leurs fournitures aux besoins normaux des clients qui leur sont désignés, des cimenteries peuvent recevoir des charbons flambants, des foyers domestiques se voir attribuer des « fines » maigres et le reste à l'avenant.

Alimentés par priorité et sur cahiers des charges, les services publics procèdent à un « écrémage » qui abaisse la qualité moyenne du reste. Les producteurs d'énergie (mines, électricité, gaz) et la S.N.C.F. ont absorbé

57 p. 100 des disponibilités totales en 1945, et 54 p. 100 au cours du premier trimestre 1946, au lieu de 34 p. 100 en 1938.

Voici le tableau sommaire de la répartition par grandes catégories de consommateurs en produits marchands (y compris le coke de gaz, le coke et les agglomérés comptés pour leur poids) à ces trois dates (en milliers de tonnes et en p. 100 pour chaque catégorie par rapport à la répartition totale) :

Moyenne mensuelle.

	Année 1938.		Année 1945.		1er trimestre 1946.	
		p. 100.		p. 100.		p. 100.
Consommation des mines.	591	10,3	648	19,8	802	16,9
S.N.C.F.	810	14,3	645	19,7	956	20,1
Gaz	358	6,3	251	7,7	348	7,4
Secteurs électriques. . .	256	4,5	318	9,7	433	9,2
Industrie	2 072	36,3	745	22,8	1 187	25,1
Foyers domestiques et petite industrie.	1 446	25,3	549	16,8	859	18,2
Navigation (soutes mer) .	77	1,3	27	0,8 (int.)	61	1,3
Intendance.	»	»	16	0,5	16	0,3
Armées alliées	»	»	61	1,8	24	0,5
Exportations	96	1,7	5	0,1	50	1
TOTAL. . .	5 706	100 p. 100	3 265	100 p. 100	4 736	100 p. 100

Une disponibilité totale de 4 700 000 tonnes par mois en 1946, au lieu de 3 265 000 en 1945 a permis d'élargir les attributions en faveur des catégories les plus défavorisées et de réduire l'écart entre leurs quote-parts actuelles et celles d'une année normale. En particulier, les contingents de l'industrie sont en augmentation, avec un coefficient préférentiel en faveur de la sidérurgie. Toute contraction des disponibilités exercera l'effet contraire.

■ ■

Plus grave est la pénurie, plus mal s'utilisent les ressources disponibles. Par une sorte de paradoxe, cette pénurie même entraîne un certain gaspillage. L'existence d'un « volant » à la disposition du Répartiteur améliorerait notablement les conditions de distribution et d'emploi du charbon et permettrait de rétablir, entre producteurs, importateurs et clients, des relations moins éloignées des usages commerciaux.

Il ne faut pas se dissimuler que les perspectives sont assez sombres. La production semble stationner au « palier » de 165 000 tonnes par jour, dont 95 000 pour le Nord-Pas-de-Calais. L'octroi aux mineurs d'un congé payé effectif de douze jours ouvrables, au lieu de six, entre le 3 juin et le 31 octobre, risque d'entraîner une certaine perte de production, bien que les congés doivent être pris par roulement, sans arrêt de fosses, avec remplacement des ouvriers productifs au repos et appoint de main-d'œuvre s'il y a lieu.

Les effectifs sont au complet, et l'on constate même une saturation au « front de taille », plus propre à gêner l'abatage et le transport au fond du charbon qu'à le faciliter. L'accroissement du rendement devient le problème

essentiel : « 100 kilos de plus par homme et par jour », le mot d'ordre lancé par le sous-secrétaire d'Etat au Charbon, s'il était suivi d'effet, laisserait le rendement moyen du fond, dans le principal bassin du Nord et du Pas-de-Calais, à 200 kilos, soit 17 p. 100, au-dessous du niveau de 1938. D'autre part, la réduction du nombre des absences, qui font encore perdre 17 à 20 p. 100 des journées de travail à effectuer, si tout le personnel inscrit descendait régulièrement dans la mine, devrait se lier à l'allongement du congé effectif.

C'est du côté de l'importation que viennent les menaces les plus graves. En déclarant que la grève des mineurs américains, ouverte au début d'avril, « nous prend littéralement à la gorge », le ministre de la Production industrielle a traduit exactement les conséquences de la perte de 500 000 tonnes par mois infligée à notre approvisionnement charbonnier par le grand conflit d'outre-Atlantique.

Les 7 à 8 millions de tonnes par an qui nous venaient d'outre-Manche sont réduits à 1 200 000 tonnes et l'on peut redouter de les voir réduire davantage, devant la crise charbonnière intérieure qui étreint la Grande-Bretagne et l'oblige pratiquement à renoncer, vraisemblablement pour deux ans au moins, aux exportations de charbon. Celles-ci portaient sur 40 à 45 millions de tonnes par an. La production britannique a diminué davantage.

De la Belgique et des Pays-Bas, il n'est guère permis d'attendre beaucoup plus que les livraisons quasi symboliques du moment. De la lointaine Pologne, les quantités déjà notables non retenues par la Russie ou par le marché intérieur et disponibles pour l'exportation sont bloquées faute de moyens de transport.

Sarre et Ruhr sont donc devenues, par la force des choses, l'ancre de salut de l'économie française.

Le bassin de la *Sarre*, exploité par des techniciens français, a fourni en mars une extraction totale de 606 000 tonnes, qui représente 51 p. 100 du niveau de 1938. La France a reçu 15,3 p. 100 de cette production, la zone française d'occupation 28,5 p. 100, la zone américaine 13,7 p. 100, le Luxembourg 1,3 p. 100 ; le reste, c'est-à-dire 41,2 p. 100, est allé à la consommation propre des mines et aux besoins allemands.

Dans le bassin de la *Ruhr*, la production hebdomadaire est tombée de 1 100 000 tonnes en février à 900 000 en mars et 990 000 en avril, et s'établit, en moyenne mensuelle, à 5 millions de tonnes pendant le premier trimestre 1946, soit 47 p. 100 du niveau de 1938. Une part de 59 p. 100 va à la consommation allemande, une part de 19 p. 100 à la consommation des mines et aux besoins alliés, une part de 22 p. 100 à l'exportation. Sur cette dernière, la France touche 28 p. 100 ; elle intervient ainsi finalement, comme partie prenante, à raison de 6 p. 100 de la production de la Ruhr.

Il est juste d'ajouter qu'elle reçoit aussi une fraction plus importante de la production du bassin rhénan de lignite, qui fournissait, en 1938, 70 millions de tonnes équivalant à 16 millions de tonnes de houille.

Il reste que les 316 000 tonnes par mois de houille et de coke venues de la Ruhr sont en disproportion flagrante avec les ressources du plus riche bassin d'Europe et l'urgence de nos besoins.

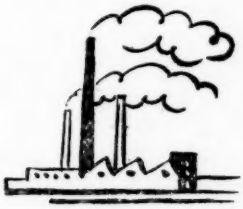
« Un million de tonnes par mois de charbon de la Ruhr pour la France » : la demande posée par le ministre de la Production industrielle correspond à des exigences vraiment vitales et, pour le moment, impossibles à satisfaire par d'autres voies.

Ce n'est pas le lieu d'apprécier les argumentations française et britannique qui viennent de s'affronter à Essen. On évoquera seulement les thèses, identiques pour le fond, soutenues en 1923 quand le gouvernement Poincaré « mettait le doigt sur la veine jugulaire de l'Allemagne », afin d'assurer à la France l'essentiel de ses réparations, et quand le Cabinet britannique de l'époque entendait résoudre le problème du charbon de la Ruhr en fonction de la situation générale de l'Allemagne et non des besoins des pays ravagés et libérés.

Commandée par un primat vital, la position française réunit l'unanimité nationale.

Devant l'effort qui reste à faire pour accroître notre contribution propre à notre approvisionnement charbonnier, il faudrait la même unanimité nationale, qui mette en jeu toutes les énergies, toutes les compétences d'hier ou d'aujourd'hui, tous les moyens financiers et techniques qu'il sera possible de rassembler.

ROBERT FABRE



IMAGES DE PARIS

PARIS essaie, cette année, d'avoir une Saison. Les émigrés y rentrent les uns après les autres, et les étrangers y reprennent leurs habitudes. Les couturiers et les modistes ont présenté des collections de robes et de chapeaux prestigieux, dont les prix, eux aussi, sont d'une grande magnificence, et les dîners, et même les bals, se succèdent. Les théâtres affichent des programmes variés et soignés, quelques célèbres chefs d'orchestres ont réanimé les concerts et les expositions se multiplient. On veut que l'élégance revive. Suffit-il pour cela que les femmes mettent des robes longues e que les hommes sortent leurs habits, comme on leur recommande de le faire, our assister à ces différentes manifestations, lorsqu'elles ont lieu le soir? L'expérience du vernissage, à la Galerie Charpentier, des cent chefs-d'œuvre des peintres de l'École de Paris, semble prouver que la tenue de soirée n'est pas à elle seule une garantie d'élégance. Sans doute empêche-t-elle une foule d'avoir cet aspect terne qui nous surprend encore sous le lustre de l'Opéra, où les vestons et les tailleurs remplacent les toilettes claires et les plastrons blancs qui, avant la guerre, donnaient au public, des cintres à l'orchestre une apparence luxueuse et soignée. Mais la véritable élégance n'est pas qu'une question vestimentaire. Elle est faite avant tout de choix et de refus.

Les fêtes dont on se souvient sont celles où peu d'élus ont été appelés, et où beaucoup se sont froissées de n'être pas invités. Quand, sur un écran, dans un film fameux, on a vu être annoncée chez madame de Sérizy, Paquita Valdès, les vrais balzaciens ont été choqués. La fille aux yeux d'or n'eût jamais été priée dans ces salons où elle eût coudoyé la duchesse de Langeais ou Diane de Maufrigneuse, et où Marsay n'eût pas osé la saluer. Aujourd'hui, Paquita Valdès irait partout, on donnerait des réceptions en son honneur, et Clotilde de Grandlieu, sans que sa mère y trouvât à redire, lui dirait bonjour. Si madame de Beauséant, après qu'elle fut abandonnée par Ajuda-Pinto, donnait maintenant son dernier bal avant de disparaître au monde, ceux qu'elle convia à admirer sa parfaite maîtrise de soi seraient ce qu'on appelle le Tout-Paris, c'est-à-dire le tout-venant. Et l'autre soir, faubourg Saint-Honoré, même Delphine de Nucingen, née Goriot, ne fût pas descendue de voiture devant la foule qui assiégeait les portes (et les fenêtres) de la Galerie Charpentier, pour ne pas froisser ses rubans, elle qui savait quitter un bal avant que ses fleurs ne soient fanées. Mais de nos jours on est plus avide de distractions et moins raffiné sur leur qualité. Il est vrai que nous en avons manqué durant ces six dernières années, et qu'elles ne sont pas encore assez nombreuses pour que l'on en dédaigne certaines. Il semble que ceux qui invitent n'ont plus qu'un signe à faire pour voir accourir ceux qui sont invités et même les autres, ceux qui se faufilent partout. L'élégance y perd, celle qui est faite de distinction, au sens exact du mot. Mais, à cette première manifes-

tation de la saison de Paris, le vernissage de la Galerie Charpentier y gagnait en animation, et la soirée dut être fructueuse pour les clubs et restaurants de nuit qui recueillirent tous ceux qui n'avaient pas voulu sortir de chez eux et s'habiller uniquement pour être bousculés à l'entrée, ne pouvoir pénétrer, ou devoir renoncer, au milieu de cette cohue, à apercevoir les tableaux qu'ils voulaient admirer. Pourtant ceux qui persévérèrent et attendirent que le flot s'éclaircisse en bavardant et buvant une coupe de champagne au premier, dans les petits salons où M. Nazenta recevait ses amis, furent récompensés. En quittant leur hôte, assez tard dans la nuit, ils avaient l'impression, en traversant le vaste hall tendu de velours rouge, de se trouver dans le vestibule d'une maison si encombrée de chefs-d'œuvre, qu'accrochés là négligemment, ils débordaient jusqu'à la porte d'entrée. L'amateur qui eût pour son plaisir personnel collectionné ces cent toiles eût prouvé l'éclectisme de son goût, et la grande verdure mystérieuse de Rousseau eût suffi, par les millions qu'elle représente à présent, à accuser son flair et son sens des valeurs, si on se souvient que dans les années vingt-cinq, Doucet embarrassa fort le Musée du Louvre, qui crut qu'il se moquait en lui léguant une toile du douanier.

Une cinquantaine de peintres, représentant à peine plus de cinquante années d'histoire de la peinture, prouvent, à cette exposition, la richesse et la vitalité d'un art dont les moyens d'expression sont prodigieusement variés. Quelles différences d'aspirations et d'inventions entre les « nabis », comme on appelle le groupe de la *Revue Blanche*, et l'austérité intellectuelle des cubistes, l'exubérance de couleur des Fauves, la violence des Expressionnistes, le hasard poétique des Surréalistes, ou la tendre honnêteté des peintres du dimanche.

La vision sereine et minutieuse de Vuillard, qu'il s'agisse des deux grands portraits jumeaux de Bonnard et de Roussel dans leurs ateliers, ou d'une famille bourgeoise achevant de déjeuner, celle de Bonnard montrant une petite fille caressant son chien sous l'œil attentif de sa sœur aînée, aussi bien que cette rue qui monte dans la neige où jouent des enfants emmitouflés, indiquent un génie que touchent les plus simples réalités. Quel contraste entre le quotidien de ces scènes faciles et la dramatique inspiration de Picasso quand il composa cette admirable *Douleur*, où l'intimité d'un couple nu, devant un lit strictement recouvert d'une étoffe rose, se traduit par une inclinaison de leurs têtes appuyées l'une contre l'autre, et cachées entre leurs bras noués autour de leurs cous, sans que le ventre alourdi de la femme touche celui de l'homme. Le chaste écart de ces deux corps, le geste triste qui penche ces deux fronts, donnent à cette étreinte un sens pathétique qui suggère on ne sait quelle poignante histoire. Ainsi, ce chef-d'œuvre a une portée sentimentale qui ajoute à la satisfaction qu'il donne aux yeux. Tandis que l'étonnante *Noce* de Rousseau ne prête à rêver que parce qu'on la sent aussi cruellement ressemblante qu'une photographie de foire. Ces personnages figés n'ont rien de commun avec les grandes figures tragiques et tourmentées de Rouault et de Soutine, ni avec les *Trois Sœurs*, inquiétantes et énigmatiques, par Matisse, non plus qu'avec les visages asymétriques et pleins de sous-entendus de Modigliani. Et les fleurs de Séraphine de Senlis et celles de Van Dongen, les tristes banlieues d'Utrillo et les paysages de Dufy, les natures mortes de Braque ou celles de Dunoyer de Segonzac témoignent, tout comme ces portraits, que les peintres de cette École de Paris ont tant de diverses

façons de transposer les formes et les couleurs, qu'on peut se demander s l'œil, cet instrument miraculeux, développe pour chacun, dans le mystère de sa chambre noire, la même image fidèle de la réalité.

■ ■

La Commission de Récupération artistique montre, en ce moment, à l'Orangerie des Tuileries, un certain nombre de chefs-d'œuvre volés en France par les Allemands. Ils appartenaient tous à des collections particulières, leurs propriétaires n'aimaient guère les prêter pour des expositions, et la plus grande partie du public qui défile devant eux les voit pour la première fois. Aussi, bien des gens, dans le secret d'eux-mêmes, en songeant qu'ils n'auraient jamais pu les admirer s'ils n'avaient pas été arrachés à ceux qui les enfermaient jalousement, doivent se féliciter de leur voyage forcé. Mais l'amateur passionné qui aime un tableau, un meuble ou un bibelot comme une chose longuement convoitée, et dont il tient à s'assurer l'exclusive jouissance, de quel cœur troublé doit-il les voir exposés à tous les yeux? Le possesseur d'un Chardin avait accroché celui-ci au-dessus de son lit, dans sa maison au bord de la mer, trouvant qu'il y serait moins en vue que dans son salon de Paris. Un Fragonard, une petite fille toute rose et verte qui joue avec un pantin, était, par un autre, caché à tous les regards derrière le battant toujours ouvert d'une porte. Ne sont-ce pas là les marques d'un sentiment absolu, et n'est-ce pas faire payer trop cher le plaisir du retour, après les affres de l'absence, que de retenir encore ces objets aimés loin de leurs singuliers amants? Pourtant, il ne semble pas qu'aucun d'eux se soit plaint, et ils auraient eu mauvaise grâce à le faire devant le dévouement et les soins éclairés qu'ont accordés à leurs amours envolées la Commission de Récupération artistique.

Celle-ci fut instituée auprès du Ministère de l'Education nationale, en novembre 1944. Mais, dès le début de l'occupation, M. Jaujard avait installé au jeu de Paume, où il savait que les Allemands entreposaient leurs larcins, une assistante des Musées des Ecoles contemporaines étrangères sur laquelle il savait pouvoir compter. Mademoiselle Rose Valland, prenant les risques les plus graves, surveilla les voleurs. Leur parfaite organisation dans la spoliation et le pillage lui permit de copier les listes qu'ils dressaient soigneusement des œuvres d'art qu'ils s'appropriaient. Elle restait tard le soir, sous le prétexte de terminer son travail, fouillait les caisses et, avec la complicité d'un emballeur, réussit souvent à savoir leur destination. Elle se cachait pendant les visites de Goering et notait son choix toujours judicieux. Rosenberg, celui qui fut jugé à Nuremberg, était le chef de ces bandits et venait par ordre du Führer chercher de quoi enrichir la collection particulière de celui-ci. Grâce à mademoiselle Valland, on sut presque toujours d'où venaient les objets emportés, où ils allaient et ce qu'ils étaient. Indications précieuses que l'on doit à son amour pour le patrimoine artistique français, comme on doit à l'enseigne de Gersaint et aux prétendues négociations dont elle fut l'objet, que rien n'ait été pris au Louvre. Les conservateurs de notre musée les faisaient traîner, n'offraient en échange du Watteau de Guillaume II que des contreparties si insuffisantes que les Allemands ne pouvaient que refuser le troc.

Ainsi, après la Libération, M. Jaujard pouvait remettre à la S.H.A.E.F. Mission in France, des dossiers importants et précis qui permirent aux armées

alliées de trouver très rapidement les dépôts d'œuvres d'art. Il y en avait huit principaux, parmi lesquels un des châteaux de Louis II en Bavière, Neuschwanstein, des presbytères, des couvents, et les mines de sel d'Altensee. Celles-ci se révélèrent propices à la bonne conservation des peintures aussi bien que des délicates marqueteries. Le sel qui absorbe l'humidité, mais la renvoie en période de sécheresse, en faisait un entrepôt idéalement climatisé. Il est juste aussi de dire que tous les emballages furent faits très soigneusement par les Allemands, et rien n'a eu à souffrir des transports. Seules, quelques restaurations qu'ils entreprirent ont été malheureuses et gâchèrent, par exemple, un Velasquez qui est immontrable aujourd'hui. Mais les caisses reviennent intactes, n'ayant, pour la plupart, même pas été ouvertes là-bas.

Et c'est la récompense de M. Albert S. Henraux, le Président de la C.R.A., et de M. Carle Dreyfus qui l'assiste, que ce plaisir d'explorateur de fouilles, quand, les planches déclouées et la paille écartée, ils découvrent un trésor et le touchent de leurs mains. Quand, après un long jour de travail fatigant, au milieu des fiches et des réclamations, entourés de cette petite équipe dévouée et souvent bénévole qui les aide dans leur énorme tâche, ils apprirent que la caisse contenant *Le Géographe* de Vermeer venait d'arriver, ils oublièrent l'heure de fermeture des bureaux et leur dîner. « Il faut voir le Vermeer dès ce soir », déclarèrent-ils. Et, armés eux-mêmes d'une tenaille, ils libérèrent le tableau. Pour eux, retrouver la lumière de Vermeer sur le visage attentif du vieil homme penché sur sa mappemonde, le bleu de sa robe et les plis lourds du tapis de table, les payait de toutes leurs peines. Mais, d'autres fois, à leur grande déception, les emballages les plus soignés ne renfermaient que des objets sans valeur. Dans leur désir de tout prendre, les Allemands déménageaient une maison entière, et c'est un bénitier du quartier Saint-Sulpice, un meuble du faubourg Saint-Antoine, ou un service complet de verrerie bon marché qui s'offraient à leurs yeux désappointés.

Huit convois chargés d'objets précieux, de peintures, gravures, sculptures, de meubles, de tapis et de livres sont déjà parvenus au Jeu de Paume. D'autres sont annoncés et pendant plus d'un an sans doute se succèderont. Aller et retour émouvant, entre l'Allemagne et cette terrasse au bord de la Seine, où ils y furent si longtemps prisonniers, de nos biens libérés et retrouvés.

Les opérations matérielles de rapatriement de ces enfants perdus ont exigé la création, dans la zone d'occupation américaine où se trouvent les dépôts français, d'un poste spécial confié au commandant Ducharte.

Quand, au mois de décembre 1945, M. Henraux, accompagné de quelques experts de la C.R.A., fit par un froid cruel et dans des conditions d'inconfort absolu, un voyage en Allemagne, il fut ébloui par la quantité d'œuvres d'art de toute espèce que les Américains avaient retrouvées et entassées à Munich, un de leurs vingt « collecting points ». L'abondance des chefs-d'œuvre y est telle que l'officier qui lui en faisait les honneurs lui dit en dînant « Tiens, j'ai oublié de vous montrer le Léonard de Vinci de Cracovie », comme s'il s'agissait là du moindre détail.

Quel sort eût été réservé à tant de nos possessions, de nos souvenirs historiques, de nos archives, nos livres et nos manuscrits, si la prévoyance de M. Jaujard et le courage de mademoiselle Valland n'avaient été payés par l'avance des Alliés en Allemagne et les décisions rapides que prirent les officiers Beaux-Arts de l'armée américaine pour ramener au bercail tous ces égarés.

C'est à cette somme de dévouements et d'efforts que le public qui se presse à l'Orangerie doit de pouvoir méditer devant les signatures de Clemenceau, de Joffre et de Foch sur le traité de paix de 1918, ouvert au pied d'un faisceau de drapeaux, qui sont ceux que Napoléon conquit à Ulm, et que l'ennemi avait emportés. Dans des vitrines, de précieux objets de cristal de roche et de pierreries, des aiguières en matières rares, montées de perles et de rubis, une paire de rafraîchissoires de Thomas Germain aux armes d'Orléans, un biberon d'argent du quinzième de l'hospice de Reims, des faïences d'Urbino, de fragiles verreries arabes, montrent de quels trésors sans prix nous avons failli être dépossédés. Une petite salle contient de nombreux dessins du XVIIIe au XXe siècles, depuis le monument du costume de Moreau le Jeune, jusqu'à une magnifique odalisque à la plume de Matisse. Plus loin, trois portraits de petites filles par Renoir, dont l'un, celui de mademoiselle Cahen d'Anvers, avec ses yeux d'un bleu liquide et ses longs cheveux châtains qui recouvrent une partie de sa robe, est un des plus beaux qui soit. Des grands Rubens, où sur l'un d'eux on voit Hélène Fourment sortant de sa maison pour monter en carrosse et, sur l'autre, entre le peintre et elle, un merveilleux enfant tout habillé de blanc et de rubans bleus. Une esquisse de Gainsborough, ravissante, où le gris rosé des cheveux du modèle se confond avec celui des mousselines de son fichu. *La petite fille au volant* et le *Garçon à la bulle de savon*, de Chardin. Un énorme Boucher représentant madame de Pompadour dans une vaste robe bleue garnie de roses, d'où sortent deux tout petits pieds cambrés dans ces mules à très hauts talons chères à Restif. Tout un panneau est consacré au beau portrait de la baronne James de Rothschild par Ingres, et à deux Goyas enchanteurs : un petit garçon, dont la grave redingote grise contraste avec ses joues enfantines, et une petite fille dont les yeux promettent ce que la coquetterie de sa robe et sa ceinture rose à pois noirs annonce déjà. Moins favorisée, une *Infante* de Velasquez a eu la tête grattée, frottée par les soins malencontreux de ses ravisseurs et complètement désaccordée d'avec sa toilette rose et argent qui est restée ravissante. Par contre, un immense pastel de La Tour, le portrait du président de Rieux, revenu sans sa glace, est cependant intact. Son cadre baroque et volumineux a dû rester sous la pluie et est complètement dédoré. Il eut jadis, au château de Glisolle, sa console assortie. Il est regrettable que la convoitise des collectionneurs ou des marchands arrachent quelquefois un objet de la place où il était né, ainsi que le fit également Wildenstein quand il n'acheta le pavillon des demoiselles Colombes, à Saint-Brice, que pour en retirer des boiseries du salon ces deux jolies personnes que Fragonard avait peintes au-dessus des portes, et qui sont dépaysées là aujourd'hui, attestant, par la forme ronde de leurs portraits, leur exil de chez elles.

Un Franz Hals, un Cornelius de Vos, un Memling, des Hubert Robert, un visage d'homme au crayon de Dürer, dont on ne sait à qui il appartient, un Bonnard, le charmant *Goûter sur l'herbe* de Berthe Morizot, une petite aquarelle d'Eugène Lami représentant Charles Haas (les Allemands savaient-ils que c'était notre Swann?), des Toulouse-Lautrec, un Degas, deux femmes accoudées à une barrière, qu'Abetz avait accroché rue de Lille, un très beau Van Gogh, d'autres encore, dénoncent la splendeur et la diversité du butin des Allemands. Tout leur était bon, et la taille et le poids ne les arrêtaient pas non plus. Ainsi étaient partis de chez nous l'exemplaire unique de l'*Ombre*

de Rodin, qui est une des figures agrandie de la Porte de l'Enfer, et l'encombrant bureau de Choiseul, avec ses pieds et ses ornements en bronze doré de Caffieri, qui préfigurent par leur complication tourmentée le style Métro. Meuble affreux mais inoubliable, qui le faisait désigner, le jour de l'ouverture de l'Orangerie, par quelques initiés, comme « le meuble qui était faubourg Saint-Honoré ». Les mêmes se montraient aussi les Goyas du hall de Ferrières, ou avaient déjà vu, rue Saint-Florentin, le *Sébastien del Piombo*, ou chez « les Robert » la *Vierge* de Memling. Mais il ne se trouvait personne qui osât avouer reconnaître le Degas de l'Ambassade d'Allemagne.

■ ■

A ces chefs-d'œuvre, que la guerre a failli nous enlever et que la victoire nous rend, s'ajoutent ceux qu'une simple prudence nous avait cachés et qui sont de retour d'exode. Ainsi les peintures des églises de Paris que l'on avait évacuées sont exposées au Musée Galliera. Elles ont gagné à quitter leurs sanctuaires. Une fois décrochées de ces coins d'ombre où elles étaient difficilement déchiffrables, on s'est aperçu de ce que l'âge leur avait apporté d'usure et d'épreuves. La restauration et les nettoyages qu'on leur a fait subir leur ont rendu leur éclat et souvent leur véritable identité. Plus de cent tableaux, des bustes, quelques statues prouvent les insoupçonnables richesses de nos autels et de nos sacristies. Quand elles auront réintégré leurs églises, se trouvera-t-il quelqu'un pour accomplir un long périple dans Paris, qui le promènerait d'arrondissement en arrondissement, jusqu'à la rue Saint-Denis pour revoir le Philippe de Champagne à Saint-Leu-Saint-Gilles, rue François-Miron, à Saint-Gervais-Saint-Prothée, le Pérugin, le Delacroix de Saint-Paul-Saint-Louis, rue Saint-Antoine, ou rue de la Lune, à Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, les Mignard d'Anne d'Autriche. Découvrant en même temps des églises inconnues et des quartiers lointains, il aurait l'impression d'être un de ces touristes d'avant-guerre qui, en Italie, n'épargnaient ni leur temps, ni leur peine, pas plus qu'ils n'évitaient les torticolis, en tâchant d'apercevoir, accrochées trop haut dans l'obscurité des chapelles, des tableaux célèbres. Et les paresseux se réjouiront qu'on ait réuni pour eux dans de grandes salles claires ces peintures méconnues, comme au Palais de Tokio ces tapisseries qu'il leur eût fallu sans cela aller chercher de provinces en provinces, de musées en musées : Angers, Reims, Beauvais, Sens, Compiègne et Fontainebleau, le musée de Cluny, le Louvre, les Gobelins ont prêté leurs trésors pour couvrir de féerie les murs austères de ce palais moderne. On y circule au milieu d'un jardin enchanté rempli d'arbres, d'oiseaux et de fleurs, peuplé d'anges et de saints, de dieux, de héros, de monstres sacrés, de rois et de belles dames avec leurs galants. On en sort ébloui de légendes et de miracles, dont le moindre n'est pas celui qui a permis que ces chefs-d'œuvre soient conçus, exécutés, achevés. Etaient-ce des peintres, étaient-ce des poètes qui les ont inspirés? Et par combien de mains géniales ont-ils passés, avant que les écheveaux de laine brute se transforment en tentures de rêve? Emouvante collaboration de l'artiste avec l'artisan, miracle des hommes de bonne volonté.

DENISE BOURDTE

LES LIVRES D'HISTOIRE

L'HISTOIRE de l'art a longtemps hésité sur ses méthodes. Il y a trente ans encore, nous ne possédions guère sur l'art français que des ouvrages d'ensemble, traitant soit d'une époque, soit d'un genre particulier, ouvrages somptueux parfois et pleins de goût, mais ne reposant pas, faute de monographies, sur une connaissance certaine des hommes et des œuvres. Or, en avril 1923, au Congrès international des bibliothécaires et des bibliophiles, tenu à Amsterdam, M. Georges Wildenstein expose ce que doit être, à son avis, une bonne monographie artistique : primo, le recensement de toutes les pièces pouvant éclairer la vie de l'artiste (actes d'état civil, actes notariés, procès-verbaux d'académies, souvenirs, correspondances...), secundo, l'inventaire de son œuvre par le dépouillement aussi complet que possible de tous les catalogues de musées, de collections, d'expositions, de ventes, enfin, l'examen critique des attributions douteuses ou contestées. Ces principes qui ont présidé à la naissance de la grande collection de *l'Art français* sont aujourd'hui communément pratiqués.

Dès 1909, MM. Léandre Vaillat et Paul Ratouis de Limay s'étaient attaqués à une vie particulièrement vagabonde et à une œuvre particulièrement méconnue, la vie et l'œuvre du pastelliste Jean-Baptiste Perronneau. Ils y revenaient en 1923 par un livre beaucoup plus nourri et aujourd'hui, M. Ratouis de Limay continuant dans la même voie et selon les mêmes méthodes nous donne une étude générale sur *le Pastel en France au XVIIIe siècle*[1], dont la pièce maîtresse est le dictionnaire des cent-quatre-vingt-seize pastellistes dont il a pu déceler les noms, reconnaître la vie et, pour les plus grands, délimiter l'œuvre.

Le pastel convenait merveilleusement à cette société brillante et spirituelle, vêtue de soie, de velours et de dentelles ; « il s'harmonisait aux étoffes de l'époque, aux taffetas changeants, aux mousselines, aux soieries, aux gazes rayées, à toutes les tonalités des carnations et des fards, à tous les chatoiements d'étoffes, à tous les jeux de la lumière ». Les artistes sont d'une fécondité prodigieuse. Un seul d'entre eux, Jean-Baptiste Gille, dit Colson, qui mourut en 1762, a inscrit sur son livre de raison plus de quatre mille pastels exécutés en vingt-quatre ans dans le Midi de la France ! Combien d'œuvres disparues ! Combien de pastellistes oubliés et combien de pastels non signés dont la technique ne permet pas de déceler l'auteur !

Il est d'autant plus difficile de s'y reconnaître que beaucoup de ces artistes sont des errants. Si La Tour est un homme d'affaires redoutable, très entendu dans la manière de soigner sa renommée, Perronneau, que M. Ratouis

1. Un vol. in-8°, avec 65 planches, chez Baudinière.

de Limay a bien raison de lui égaler, est un homme simple, peu instruit, ignorant l'art de flatter et de se faire valoir. Trouvant à Paris la place prise, éloigné de toute faveur officielle, poursuivi par la malveillance de Diderot, il dut, en trente ans, parcourir la France et l'Europe, allant de ville en ville, se condamnant à de longs séjours à Orléans, à Lyon, à Abbeville, toujours à la recherche d'un portrait à faire, de quelques centaines de livres à gagner. En 1759 il est en Italie, en 1761 en Angleterre, en 1763 en Hollande ; en 1769, il part pour l'Espagne, mais s'arrête à Bordeaux ; en 1770 et 1778, nouveaux séjours en Hollande. En 1781 il est à Saint-Pétersbourg, en 1782 à Varsovie ; en 1783, il meurt à Amsterdam. Son œuvre est dispersée dans tout le continent. Que dire des moins illustres ?

Les amateurs du XIXe siècle s'en étaient tirés bien simplement, en annexant aux aristocrates du pastel, à peu près tout ce qu'avaient produit leurs disciples ou leurs émules. « Le temps n'est pas loin, a écrit justement Maurice Tourneux, où tout pastel était de La Tour, de même que le moindre dessus de porte évoquait le nom de Watteau. » Remercions notre auteur d'avoir, au prix d'infinies difficultés, apporté la lumière dans ce domaine.

La vogue du pastel s'éteignit peu à peu avec les dernières années du XVIIIe siècle. Les grandes guerres étaient venues. Emporter au camp le pastel d'une amie ou d'une épouse, il n'y fallait point penser. Mais la miniature est là qui, enfermée dans un écrin, peut se mettre sous l'uniforme, contre le cœur, comme une amulette. C'est sous ce petit format que les dames aimées suivirent les étendards de la Révolution et de l'Empire.

■ ■

M. Auguste Bailly, dont la curiosité est infatigable, a trouvé dans l'histoire de *la Sérénissime République de Venise*[1] un de ses meilleurs sujets. Il a beaucoup vécu en Italie, pratiqué assidûment les textes italiens, subi profondément le charme de la cité irréelle aux palais dormants sur les eaux ; il en a compris la grandeur et la leçon ; il a, pour le petit peuple des pêcheurs, des gondoliers et des artisans une amitié affectueuse. Visiblement, il a écrit son livre avec plaisir. Le plaisir anime le récit et se communique au lecteur. teur.

Venise a dû sa naissance aux invasions germaniques. Chassés par le fer et par le feu, les habitants de la terre ferme se réfugièrent dans les îles basses et marécageuses, que forment au long du rivage les apports des fleuves et des torrents decendus des Alpes. Le destin des fugitifs, s'ils s'obstinaient à vouloir vivre, leur était imposé par les circonstances mêmes. « Chez vous, écrivait en 520, le Calabrais Cassiodore, chancelier de l'empereur byzantin, chez vous, le mouvement des marées tour à tour révèle et dissimule la surface des champs. Vos maisons rappellent les nids des oiseaux marins qui parfois semblent attachés à la terre et parfois portés par les eaux. On voit de loin vos habitations : elles sont éparses sur l'immensité des flots, et ce n'est pas là un jeu de la nature, mais un effet de l'industrie humaine. Il vous suffit de joncs entrelacés pour raffermir la terre et, sans crainte, vous opposez à la mer ce frêle rempart... » Il ajoutait : « Vous avez beaucoup de

1. Un volume in-12. Les grandes études historiques. Fayard, éd.

barques ; cette année, les vins et les huiles sont abondants en Istrie ; allez les prendre et vendez-les là où ils manquent ; vous partagerez avec les paysans le bénéfice de cette entreprise qui ne peut réussir que par vous. Faites bientôt ce court voyage vous qui êtes accoutumés à en faire de si longs... Préparez vos navires que vous amarrez à la porte de vos demeures comme nous y attachons nos chevaux ». En somme, la mer les entourait : elle devait les faire vivre. Elle leur donna le poisson, leur première nourriture, le sel, premier objet de leur commerce. Elle leur donna la liberté, le courage, la fortune, la puissance.

Alors que la chute de l'empire romain livrait les nations continentales aux guerres et aux bouleversements politiques, Venise théoriquement sujette de Byzance mais indépendante en fait, maintint à travers tout le moyen âge l'image d'une cité antique, libre et fière. Il y eut un patriotisme vénitien à l'heure où les autres peuples ignoraient encore ce qu'était une patrie. Jusqu'à la Révolution française, Venise mit son orgueil à ne recevoir de lois que d'elle-même. Pendant treize siècles, nul roi, nul barbare ne réussira à mettre la main sur elle. Elle n'est point comprise dans la grande enrégimentation féodale : le fils de Charlemagne échoue devant ses lagunes ; tandis que l'Europe se compartimente en une foule de dominations grandes ou petites, elle reste la porte ouverte sur l'Orient, source de toute richesse ; en 826, l'arrivée des reliques de Saint-Marc, rapportées d'Alexandrie, lui donne un patron national ; elle fait la police de l'Adriatique et obtient de Byzance des privilèges commerciaux si étendus qu'elle ramène dans le monde quelque chose qui ressemble à l'ancienne Tyr. Les croisades, le conflit de la Croix et du Croissant, l'invasion turque sont pour elle l'occasion de gains supplémentaires. Fidèles ou Infidèles, elle ne connaît que des clients et derrière la façade des peuples méditerranéens, elle pousse ses courtiers jusqu'en Perse et jusqu'en Chine.

Cependant Venise a eu des rivales entreprenantes, Pise et Gênes, des ennemis acharnés, Normands et Turcs, des jaloux nombreux et proches, Ferrare, Bologne, Milan. Comment a-t-elle pu en triompher si longtemps ? M. Bailly nous donne la réponse : par la vertu d'une aristocratie audacieuse, avisée et tenace qui non seulement sut organiser à son profit le meilleur service de renseignements du monde, mais qui réussit à maintenir avec la classe populaire une communauté de calculs, de plaisirs, de sentiments qui assura la paix intérieure et l'union des efforts. Politiquement, le gouvernement de Venise est celui d'une maison de commerce dont les chefs et le personnel sont intéressés à la bonne marche de l'affaire. Le pouvoir n'est détenu ni par des politiciens professionnels, ni par des militaires, mais par de grands négociants. Tout l'ensemble des institutions, assemblées, conseils, instruments de contrôle, est conçu de manière à tirer de cette organisation le plus haut rendement. L'extraordinaire réussite du système est que la prospérité n'a point affadi les caractères, que la victoire n'a point émoussé les ambitions, que le culte de l'argent n'a point détendu les ressorts de la politique. Sur la noblesse même, le terrible Conseil des Dix fait peser une discipline impitoyable, contre laquelle se brisent tous les mécontentements et toutes les tentatives de dictature personnelle.

La décadence vint du dehors : de la découverte de l'Amérique, du déplacement des courants commerciaux, de l'établissement des relations maritimes

directes avec l'Asie jaune et avec les Indes par le cap de Bonne-Espérance, de l'appauvrissement des places d'Egypte et de Syrie lentement vidées de leurs marchandises, transportées, d'une seule course, des régions productrices aux ports de l'Atlantique. Certes, Venise ne sombra pas tout d'une fois : elle se défendit deux siècles, héroïque et fardée ; elle se défendit par la banque, par l'industrie du verre et des tissus, par le commerce de luxe, par les arts, par l'éclat même de son passé et par l'accumulation de ses capitaux. Mais la raison de sa fortune n'existant plus, l'Etat tourne à vide et peu à peu se désagrège. Le carnaval de 1797 remplit encore la ville de masques, de musiques, de fêtes, d'opéras et de comédies. Le 12 mai, sur la sommation du général Bonaparte, conquérant de l'Italie, l'ancienne constitution est abolie et Venise transformée en république populaire. Huit mois plus tard, en échange d'une paix rapide, la France la donne à l'Autriche. Le régime démocratique n'avait été pour elle qu'une brève étape entre l'indépendance et la servitude. Mais en vertu de quel droit Bonaparte et le Directoire l'avaient-ils mise sous la domination impériale ? A la vérité, c'était une violation monstrueuse du droit des gens et du principe de légitimité. Ferrero y a vu l'origine de l'insécurité internationale et, pour l'Europe moderne, la source de tous ses malheurs.

■ ■

Il doit y avoir des saisons pour l'histoire, comme il y en a pour les fruits et pour les crustacés. Cet hiver, la guerre de Cent Ans a beaucoup donné ; le printemps nous a apporté des études révolutionnaires en nombre tel qu'elles déborderont sur notre prochaine chronique.

Honneur aux vaincus ! Commençons par François Suleau, journaliste et défenseur du Trône. M. Marcel Franger, qui l'appelle *Le fulgurant M. Suleau*, lui a consacré un petit livre [1], vivant, chaleureux, coloré, rempli de talent et très amusant à lire, où malheureusement abondent les dialogues supposés et les reconstitutions trop brillantes pour être tout à fait vraies. Plus circonspect, M. Bernard de Vaulx nous donne, en une charmante édition, avec une introduction judicieuse et sûre, un excellent choix des meilleurs articles du même Suleau, écrivain incisif, spirituel, sincère, chez qui la pointe ne nuit pas à la force des idées [2].

Suleau était avocat au Conseil d'Etat, très couru et très honoré, quand le démon de l'agiotage lui fit perdre en spéculations malheureuses les « quelques centaines de mille livres » qu'il avait gagnés par son éloquence et sa science du droit. Ayant vendu sa charge pour payer ses créanciers, il s'embarqua pour les Antilles, y resta deux ans et revint tout juste en 1789. Il avait alors trente et un ans. Tout de suite la Révolution le déçoit, l'inquiète et l'irrite. Non point qu'il soit hostile aux réformes : il rêve d'une monarchie représentative, assise sur des institutions stables. Mais il ne peut supporter ni le désordre de rue, ni le chantage à l'émeute. Il sera assassiné le 10 août 1792, comme il venait d'abandonner sa jeune femme pour courir à la défense des Tuileries.

Suleau est intéressant moins par les péripéties de sa vie que par les hésitations de sa conscience. Dans ses écrits, il cherche la voie sûre du redresse-

1. Un vol. in-12. Calmann-Lévy, éditeur.
2. *Journal de François Suleau, le Chevalier de la difficulté et écrits divers* choisis par Bernard de Vaulx. J. et R. Wittmann, éditeurs.

ment national. Il connaît et signale les défauts de l'ancien régime. Mais pour fonder le nouveau, à quels hommes, à quel parti se fier ? A La Fayette ? « M. de La Fayette n'est rien moins qu'un être colossal. C'est tout bonnement un excellent citoyen qui veut sincèrement le bonheur de son pays ; et il en serait le plus ferme soutien, si la hauteur de ses conceptions politiques et la vigueur de ses moyens d'exécution répondaient à la pureté de ses intentions. Malheureusement, ses vues sont étroites et il n'a pas d'élan pour l'action. Son énergie ne passe pas un certain courage d'idées qui, dans les grandes occasions, ne saurait suppléer à la vigueur de l'âme. Il est quelquefois mâle dans ses dispositions ; mais ses actions sont toujours d'un châtré. »

Mirabeau ? « C'est celui-là qui est un homme vraiment colossal », né pour changer la face des empires et tel que la nature n'en produit qu'à de longs intervalles. Pourquoi ne l'a-t-on pas appelé tout de suite à la barre ? Ce n'était pas le moment d'écouter certaines répugnances, car « il faut aux grands maux des remèdes violents. » On a laissé passer le jour et Mirabeau est mort. Philippe Egalité ? C'est un « fourbe insigne », d'une « purulente immoralité ». Les princes émigrés ? Suleau est allé les voir sur place, à Coblence. Il en est revenu découragé par l'atmosphère de frivolité, d'intrigues, de rodomontades qui règne autour d'eux. Et puis il se méfie des puissances. Si elles veulent s'interposer à mains armées dans nos malheureuses querelles, ce pourrait bien être pour en recueillir tout le fruit. Plutôt Robespierre, conclut ce royaliste, qu'un Bourbon asservi à l'étranger : « La France subissant le joug de ses propres enfants armés contre elle d'une force étrangère, serait condamnée à tous les genres de dégradations et de nullités pour une période de temps que toute prévoyance humaine ne saurait calculer. Sans dignité dans son gouvernement, sans considération au dehors, morcelée et gaspillée à la convenance de tous ses voisins, le jour où elle aurait perdu son indépendance politique serait encore celui où elle se verrait froissée et avilie par toutes les rigueurs et les indignités de l'esclavage domestique ».

Alors quoi ? Ni la dictature jacobine, ni la réaction des « favoris parasites ». L'union pour la liberté sous l'autorité du Roi. Suleau en appelle à la noblesse militaire et campagnarde, « race précieuse d'hommes vaillants et incorruptibles », aux hommes de métier, aux commerçants, aux cultivateurs, à tous ceux qui aspirent à la sécurité. « Les esprits sont aigris ; les cœurs sont ulcérés ; les vues sont divergentes ; les intentions se croisent ; mais il n'est pas aussi difficile qu'on pense d'adoucir les haines, d'éteindre les ressentiments, de rapprocher les prétentions et de rallier toutes les volontés vers un centre d'utilité commune... » Et Suleau demande à son ancien ami Camille Desmoulins de faire alliance avec lui pour prêcher ensemble « la véritable doctrine » et « travailler l'opinion de concert dans le sens de la raison et de l'équité ».

C'était trop tard, ou trop tôt. Pour que l'apaisement se fasse, il faudra encore le cadavre de Suleau, celui de Desmoulins et bien d'autres.

■ ■

Etait-il absolument nécessaire de refaire une fois de plus la biographie de l'accusateur public, Fouquier-Tinville. MM. Croquez et Loublié l'ont pensé [1].

1. Albert Croquez et Georges Loublié, *Fouquier-Tinville*, in-12, Julliard, éditeur.

Sans doute ont-ils eu de bonnes raisons pour cela.

Quarante-six ans de vie nulle. Vingt-quatre mois de tragédie. Et puis la mort. Mais jamais acteur, soudainement tiré des ténèbres, ne parut plus inégal à l'action qui l'emportait. Sous les yeux de la France terrorisée et de l'Europe en armes, il reste ce qu'il avait été dans l'ombre de son étude et de son miteux cabinet d'affaires, un clerc d'avoué, un praticien de la chicane. Il avait sollicité la place de greffier près la Cour de Cassation. Le hasard des relations, des votes et des désistements le fit magistrat instructeur auprès du tribunal extraordinaire institué au lendemain du 10 août, puis accusateur public auprès du tribunal révolutionnaire. C'est le bureaucrate de la guillotine. La vie, la mort, la prison, la souffrance, sont pour lui pièces à classer, signatures à donner, expéditions à délivrer. Il n'apporte à sa tâche ni passion, ni sadisme. Il fait respecter les lois, c'est tout. Un texte, un ordre précis : sa conscience est en règle. Les Comités peuvent compter sur sa diligence et sur sa fermeté. Son métier est de demander des têtes, il en demande. Le reste ne le regarde pas. Au regard du peuple, cette impassibilité bornée fait sa grandeur. Quand la Convention lui envoie, en paquet, les magistrats de l'ancien Parlement, ces grandes robes si imposantes devant qui il a prêté jadis le serment traditionnel, il s'abstient de requérir en personne, car il a le sens des convenances et il n'oublie pas qu'il a été procureur au Châtelet. Au surplus, il marche du même pas mécanique. Un dossier après l'autre. La reine, les Girondins, Hébert, Danton. Il emprisonne, requiert, enregistre, exécute, classe.

Un jour, Robespierre lui arrive, la mâchoire fracassée et, avec lui, les hommes de grand Comité, une partie des jurés, les solides, les purs, les guillotineurs de la veille. Fouquier se rend à la Convention. Non pour féliciter, ni pour blâmer personne, mais pour exposer que, cette fois, les choses ne vont pas :

— Il y a une difficulté. Vous avez mis hors la loi ces grands coupables : il ne s'agit donc plus que de constater leur identité. La loi exige pour cela la présence de deux officiers municipaux. Or, vous avez mis tous ceux-ci hors la loi. Que faut-il faire ?

Et la Convention de répondre : « Retirez-vous au Comité de Sûreté générale et prenez ses ordres ». Fouquier revient à son Parquet. Barras qui le voit troublé le rassure d'un mot : « Ce n'est pas toi qui condamnes. Tu n'es qu'applicateur ».

Telle avait toujours été la conviction de Fouquier. Aussi personne ne fut plus étonné que lui lorsque quatre jours plus tard il fut arrêté à son tour : « Je suis fidèle à mon poste. J'ai obéi. Je n'ai rien à craindre ». Entendu par la Convention, il répétera à peu près dans les mêmes termes : si je suis coupable, vous l'êtes tous, car « vous savez bien que le despotisme de Robespierre vous arrachait tous les décrets qu'il voulait ». Les dernières lettres qu'il écrivit à sa femme ne manquent pas de grandeur : « Je m'attends à tout et j'y suis décidé. Ce qui était vertu il y a dix mois est aujourd'hui un crime irrémissible ». Etait-il intègre ? Nos auteur le pensent. Il a égaré des dossiers : par sensibilité, disent-ils. Cependant, les survivants de la Terreur l'accusaient d'avoir, contre argent, transféré des prisonniers de la Conciergerie à la maison de santé Belhomme où on les oubliait. Les accusations sont

formelles[1]. Mais à quoi Fouquier a-t-il dépensé cet argent ? Pour tout héritage, il laissa une collection complète du *Moniteur*.

■ ■

Chacun sait que depuis une quarantaine d'années, les historiens de la Révolution se partagent en deux écoles ennemies : les dantonistes rangés sous la bannière de M. Aulard ; les robespierristes sous celle de M. Mathiez.

Les dantonistes accusent Robespierre d'être un cagot, un impuissant, un cœur sec, une âme noire, un hypocrite et un tyran sanguinaire. Les robespierristes ripostent que Danton est un fripon, un jouisseur, un vendu, un démagogue, un lâche et un traître. MM. Aulard et Mathiez sont morts à la peine, mais il faut reconnaître en toute impartialité que l'école robespierriste marque des points et voici justement M. Louis Jacob, professeur à l'Université de Lille, qui assène à Fabre d'Eglantine, principal lieutenant de Danton, un réquisitoire fortement charpenté, dont il aura peine à se remettre[2].

L'ouvrage est d'importance, mais il se lit d'un trait. M. Jacob vibre d'indignation. Il serait injuste de lui appliquer ce que Voltaire écrivait à Frédéric à propos de *l'Antimachiavel* : « Le zèle a dévoré votre âme généreuse... Quand on a dit à Machiavel suffisamment d'injures, on pourrait après cela s'en tenir aux raisons ». Les raisons de M. Jacob sont nombreuses et solides. C'est pourquoi elles rendent inutiles les exclamations. Si sur certains points secondaires (le cambriolage des diamants de la couronne déposés au garde-meuble, par exemple), on se saurait, faute de preuve, faute même de présomption, s'engager dans la voie où il semble vouloir nous pousser, il a cause gagnée sur l'essentiel. La preuve est faite surabondamment : Fabre d'Eglantine est un viveur et un « pourri ».

Cela ne lui ôte rien de son pittoresque. Fils de commerçants aisés, professeur à Toulouse chez les Frères de la Doctrine Chrétienne, récompensé par l'Académie des Jeux floraux pour un sonnet à la Vierge, il abandonne tout, famille, situation, respectabilité, pour courir la France comme acteur, peintre et auteur ambulant, faisant des romances et des dettes, chantant l'opéra et jouant la comédie, donnant à l'occasion des consultations juridiques, insolent glorieux, beau parleur, toujours amoureux et toujours aimé, car il émanait de lui je ne sais quel trouble sensuel qui faisait tourner la tête aux femmes. En 1777, engagé au théâtre de Namur (il a vingt-sept ans, alors) il s'efforce de séduire une petite personne de la troupe, Catherine Deresmond que l'on appelait Catiche et qui avait quinze ans. La mère faisait bonne garde, interceptait les lettres et ne s'en laissait pas conter. Fabre ne sut jamais résister à ses désirs : il enlève Catiche. En femme de tête, madame Deresmond alerte les magistrats, fait fermer les portes de la ville, retrouve le séducteur et le traîne devant le tribunal. Après enquête, en dépit de ses mensonges, il est condamné pour rapt et séduction de mineure. La peine était la pendaison qui est commuée en expulsion et en interdiction de séjour. L'aventure n'est pas jolie.

1. Voir les Mémoires de M. de Novan, inclus dans les souvenirs de Sainte-Aulaire publiés par la *Revue de Paris*, le 15 avril 1924.
2. *Fabre d'Eglantine, chef des fripons* Le rayon d'histoire. Hachette.

C'est à Maestricht que Fabre connut son plus grand succès. Il s'était marié à Strasbourg et attendait un enfant :

Près de vous
Qu'il est doux
De pouvoir passer sa vie
Amante, Amie...

Le bonheur l'enchantait. Il écrivit un petit opéra, dont le premier violon de l'orchestre composa la musique. La réussite, dit-on, fut très vive. Si l'œuvre n'a pas été imprimée, il en reste du moins les charmants couplets :

Il pleut, il pleut, bergère,
Presse tes blancs moutons ;
Allons sous ma chaumière,
Bergère, vite, allons...

Ne rougis pas, bergère,
Ma mère et moi, demain,
Nous irons chez ton père
Lui demander ta main.

Mais Paris était la source de toute gloire littéraire. Fabre devenu le secrétaire d'un marquis espagnol court les théâtres pour se faire jouer. Une comédie en cinq actes et en vers, *les Gens de lettres ou le Poète provincial à Paris* croule sous les huées. Une tragédie, *Augusta*, est aussi mal accueillie. Une seconde comédie, *le Présomptueux ou l'Heureux imaginaire* connaît un égal désastre, compliqué d'une accusation de plagiat. Au même moment, Collin d'Harleville triomphe avec *Châteaux en Espagne*, qui traite le même sujet du super-étourdi, en proie à la folie des grandeurs. Fabre en conçoit pour Collin une haine implacable d'auteur sifflé. Plus tard, dans une préface, il l'accusera d'avoir ouvert au théâtre une école de réaction et d'aristocratisme, sachant fort bien où cette calomnie pouvait le mener.

Ayant tout manqué, sans situation, perdu de dettes et sur le point d'être saisi, comment Fabre n'aurait-il pas accueilli avec transports une révolution où il avait tout à gagner et rien à perdre ? Il s'inscrit au district des Cordeliers, le plus bouillant de la capitale, portant chape derrière Danton, tout en ayant soin de ne pas s'exposer. Mais le nouveau climat parisien lui convenait sans doute aussi bien que Maestricht. En 1790, il fait jouer son chef-l'œuvre *le Philinte de Molière ou la suite de Misanthrope*. Alceste est devenu un noble éclairé qui prêche la fraternité à ses paysans, Philinte un aristocrate forcené qui se raidit contre les idées de bienfaisance et d'humanité. Les succès de théâtre ne nuisent point aux entreprises amoureuses. Les liaisons de Fabre, durant ces années, ne se comptent pas. Une fois, ayant besoin d'argent, il vend le mobilier et les robes de sa maîtresse, après l'avoir mise à la rue, en pleine nuit.

Un témoin rapporte une piquante anecdote sur la vie des inséparables qui formaient alors le clan dantoniste. Cela se passait le 5 ou le 6 janvier 1791, la veille ou le jour de la fête des rois mages. Danton avait invité à dîner Desmoulins, Fabre et Legendre, le boucher, qui le fournissait de viande. Au moment de passer à table, quelqu'un frappe à la porte, un petit homme

contrefait, le visage grêlé, le tour des yeux rouge, le teint momie d'Egypte. Il portait un habit marron, un chapeau à calotte plate, des bas rayés bleu, blanc, rouge, un chemise en tricot et des souliers retenus par des ficelles :

— Danton, dit-il, je viens faire les rois avec toi.

— En qualité de voisin, Marat ?

— En qualité de voisin, en qualité d'ami, comme tu voudras, pourvu que je trouve place au banquet. En arrivant, j'ai senti une odeur de rôt...

— J'avoue que je ne t'attendais pas.

— J'aime à surprendre mes amis. Enfin y a-t-il oui ou non un couvert pour moi ?

— Non ; mais si tu y tiens, j'en ferai mettre un.

— J'y tiens beaucoup, ne fût-ce que pour savoir si c'est moi qui aurai la fève.

— Que diable viens-tu me parler de fèves et de rois !... Eh ! mais attends donc, c'est aujourd'hui leur fête, en effet. Le diable m'emporte si j'y pensais. Au surplus, je suis brouillé depuis si longtemps avec les têtes couronnées que je suis excusable d'avoir oublié ce noble anniversaire. Mais, par Dieu, tu n'en auras pas le démenti ; on tirera aujourd'hui les rois chez Danton.

Et Danton envoie sa servante, rue de la Harpe, acheter un gâteau « bien conditionné ». En attendant, on se met à table :

— A propos, Danton, fait Marat, on se raconte à l'oreille une drôle de chose ; on prétend que la Cour t'a fait faire ses offres et que tu es entré en pourparlers. Calomnie, n'est-ce pas ?

— C'est une médisance et voilà tout. Car il est vrai qu'on a marchandé ma conscience. Mais le marché n'a pas été conclu.

— Tant pis pour eux et tant mieux pour toi. La cause est détestable et tu ne l'aurais pas gagnée.

Le gâteau découpé, la fève échoit à Legendre. Tout le monde crie : Le Roi boit.

— Ne criez pas si fort, proteste Legendre. On nous entend de la rue et qu'est-ce qu'on va dire ?

— On dira, réplique Danton, qu'on tire les rois chez Danton, que c'est Marat qui en a fourni l'idée et qu'il a pris sa part du gâteau.

— On pourrait dire aussi, coupe Marat, que Danton a saisi l'occasion, qu'il n'a crié si haut « le roi boit » que pour être entendu des Tuileries. Qui sait si l'appât de l'argent... car on dit que tu aimes beaucoup l'argent, Danton...

Là-dessus, Danton saisit Marat par le poignet, le courbe sous sa robuste poigne et menace de le faire sauter par la fenêtre.

Le 10 août 1792. Danton devient ministre de la Justice, Fabre secrétaire général. Jamais ils ne purent rendre compte de l'emploi des 200.000 livres qui avaient été mises à la disposition du ministre pour dépenses secrètes. En outre, une note trouvée dans les papiers de Robespierre, accuse Fabre de s'être fait donner l'adjudication de 10 000 paires de souliers pour les armées. Il les vendait neuf livres la paire ; ils lui en coûtaient cinq. S'il faut en croire une lettre du ministre de la Guerre, Pache, il obtint même 30 000 livres d'avance et ne livra rien. Cet incident ne l'empêcha pas d'être élu député à la Convention, dix-septième de la liste parisienne, Robespierre étant le premier, Danton le second et Desmoulins le sixième.

L'affaire qui devait perdre Fabre a été tirée au clair par M. Mathiez. Elle est compliquée dans ses péripéties ; très simple dans son principe. La plus importante des sociétés par actions était alors la compagnie des Indes. Les titres de la compagnie faisaient l'objet de transactions importantes. Il se forma parmi les Montagnards un groupe de députés décidés à se servir de leur influence pour peser sur les cours et profiter des différences qu'ils auraient eux-mêmes provoquées. Faisaient partie de ce groupe Fabre, Delaunay (d'Angers), Thuriot, Basire, Julien (de Toulouse), Delacroix (d'Eure-et-Loir) et l'ex-capucin Chabot, noceur de la plus méprisable espèce, habitué du tripot tenu par les dames de Sainte-Amaranthe. En coulisse, ces vertueux représentants étaient conseillés par les beaux-frères de Chabot, les banquiers Junius et Emmanuel Frey (de leur vrai nom, Dobruska), Juifs moraves, entrés en France en 1791, patriotes à tous crins, acheteurs de biens nationaux, et, selon toute vraisemblance, agents autrichiens. Le jeu de Fabre et de ses amis consistait à faire baisser les actions de la compagnie à 5 ou 600 livres par des motions spoliatrices, des accusations d'incivisme et de fraudes fiscales, puis, après en avoir racheté bon nombre, à les relever à 4 ou 5 000 livres par un silence rassurant ou par des motions conciliantes.

Lorsque la suppression des sociétés anonymes fut décrétée le 24 août 1793, la manœuvre ne s'arrêta pas pour cela. Les marchandises et les magasins de la compagnie furent placés sous scellés, mais le soin de fixer les modalités de la liquidation remis à une commission de six membres, dont faisaient partie Fabre, Chabot et Delaunay. Pendant deux mois, la commission souffla le froid et le chaud. Enfin, le 27 octobre, parut le décret définitif qui n'était point conforme aux principes adoptés par la Convention trois semaines plus tôt. Loin d'être liquidée par l'Etat, la compagnie était autorisée à réaliser elle-même son actif. Cet arrangement avantageux avait coûté 500 000 livres au conseil d'administration.

Tout se découvrit parce que Fabre et Chabot, harcelés journellement par les hébertistes, crurent parer à la menace en se faisant dénonciateurs eux-mêmes et chacun à part. De proche en proche, l'enquête livra tous les associés. Fabre arrêté fut condamné à mort avec la fournée dantoniste. Selon certains, il aurait dit : « Fouquier peut faire tomber ma tête, mais pas mon *Philinte*. Mort aux tyrans ». Selon d'autres, pensant à une œuvre inédite, saisie avec ses papiers, il se serait écrié : « Je proteste contre l'infamie des scélérats du Comité qui m'ont volé une comédie étrangère à mon procès et qui la retiennent... » Il restait homme de lettres jusqu'au bout.

Il fut guillotiné le 6 avril 1794.

■ ■

En écrivant *Paris pendant la guerre* [1], M. Pierre Audiat a réussi une entreprise difficile. Son livre n'est ni un journal, ni une chronique, ni un récit romancé. Il ne contient ni morceaux de bravoure, ni tableaux littéraires, ni dialogues reconstitués, ni « aucun de ces agréables découpages de l'espace ou du temps qui semblent une offrande aux muses du théâtre et du cinéma ». C'est réellement de l'histoire. Par les moyens les plus simples, par

1. 1 vol. in-12° chez Hachette.

la juxtaposition calculée des faits vrais, l'auteur a réussi le chef-d'œuvre de rendre sensible et présente l'atmosphère changeante de Paris. C'est Paris qui vit, qui attend, qui s'interroge, qui espère, qui s'impatiente, qui doute, qui se reprend, qui se durcit, qui souffre, qui s'insurge. On écoute la respiration de la ville ; on l'entend vivre ; on suit sur son visage la marche de la faim ou de la colère. La montée des prix marque les étapes de la misère populaire ; les sévices de l'occupant, la montée de la résistance.

Au départ : la marée verte des envahisseurs ; la réquisition des hôtels de luxe et des palais nationaux ; la mise en place des services de l'occupation, l'Ambassade, rue de Lille, la Kommandantur, place de l'Opéra, la Gestapo, avenue du Bois, la Propagande au Majectic ; la prolification des « souris » et des « boniches » ; la relève de la garde aux Champs-Elysées ; l'apparition des films et des feuilles de propagande... A la fin : la longue semaine de l'insurrection, avec son arrière-plan politique, ses fausses manœuvres, ses héroïsmes obscurs ou connus, ses flux et ses reflux d'espérance, l'arrivée enfin de la division Leclerc et la capitulation de von Choltitz.

D'un pôle à l'autre, M. Audiat va sa route. Son exposé se poursuit à la fois sur deux plans, celui des faits, rapportés avec exactitude et sobriété, celui des sentiments, nuancés avec un sens très sûr de la psychologie collective. Au passage, il marque fortement les articulations du récit : 22 juin 1941, début de la guerre russe ; 22 août, première désignation d'otages à la suite du premier attentat ; 23 août 1942, institution du S.T.O. ; 11 novembre, occupation de la zone sud ; 4 août 1943, premier bombardement aérien de haute altitude ; 6 juin 1944, nouvelle du débarquement. Mais d'un bout à l'autre se déroule un même drame qui fait l'unité profonde du récit : celui d'un peuple qui défend son âme.

Quel but, la propagande ennemie se proposait-elle ? Compléter la défaite militaire de la France par la capitulation des cœurs et l'asservissement volontaire des esprits. M. Audiat décrit avec une certaine angoisse les péripéties de cette guerre où toutes les armes, tout le bruit, tout le papier semblaient être du même côté, et où la victoire cependant resta à l'autre, à celui qui n'avait rien, ou presque.

Sans doute écrira-t-on plus tard d'autres livres sur Paris occupé, des livres plus gros, plus savants, plus complets, avec plus de noms et plus de dates, des notes au bas des pages et des pièces justificatives à la fin. On n'en écrira pas de plus vrai, de plus équitable, de plus intelligent et, en fin de compte, de plus émouvant.

PIERRE GAXOTTE

Le Directeur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT

(Croquis et dessins de Claude Tolmer.) IMP. CHAIX, RUE BERGÈRE, 20 PARIS. — 5404-6-46